



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 33)
(Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch.))

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 novembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 10th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Armand C. Comtois Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Armand-C. Comtois, homme d'affaires, Gérard Blais, comptable agréé, et Roger Trudeau, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme importateur et distributeur ou agent manufacturier des articles de ménage, sous le nom de "Armand C. Comtois Incorporée", avec un capital de \$125,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 427, rue Notre-Dame Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Armand C. Comtois Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth of September, 1951, incorporating: Armand C. Comtois, business-man, Gérard Blais, chartered accountant, and Roger Trudeau, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as an importer and distributor or manufacturers' agent of household articles, under the name of "Armand C. Comtois Incorporée", with a capital stock of \$125,000 divided into 1000 common shares of \$100 each and into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 427 Notre-Dame Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

**Association Sportive de Pincourt
Ile Perrot Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Arthur Thibault, manufacturier, Emilien Brière, agent, Roger Rousseau, journalier, Aldée Dodge, comptable, Eugène Rousseau, commis, et Elzéar Fournier, contremaître, tous du village de Pincourt, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper d'employer les loisirs de la jeunesse du Village de Pincourt, sous le nom de "Association Sportive de Pincourt Ile Perrot Inc."

Les pouvoirs accordés n'autorisant pas les jeux de hasard illégaux, les jeux à l'argent et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et ne peuvent pas être interprétés comme permettant à l'Association de demander, obtenir ou détenir une licence de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que l'Association peut posséder est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera au Village de Pincourt, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Au Renard Bleu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: June Kirlin, secrétaire, Blanka Gyulai, teneuse de livres et Joyce Hogg, réceptionniste, toutes des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier ou faire le commerce de fourrures, manteaux de fourrure et produits en fourrure, sous le nom de "Au Renard Bleu Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

* Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

**Ausable Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: Joseph Philippe Beaulac, comptable, Edouard Bernard, avocat, et Luce Lafontaine, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

**Association Sportive de Pincourt
Ile Perrot Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of September, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: J. Arthur Thibault, manufacturer, Emilien Brière, agent, Roger Rousseau, laborer, Aldée Dodge, accountant, Eugène Rousseau, clerk and Elzéar Fournier, foreman, all of the village of Pincourt, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To interest itself in providing recreational facilities for the youth of the Village of Pincourt, under the name of "Association Sportive de Pincourt Ile Perrot Inc."

The powers conferred do not authorize illegal games of chance, gambling and games and chance and skill mixed nor shall they be interpreted as permitting the Association to apply for, obtain or hold a license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the Association may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be in the Village of Pincourt, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Au Renard Bleu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1951, incorporating: June Kirlin, secretary, Blanka Gyulai, bookkeeper, and Joyce Hogg, receptionist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with furs, fur coats and fur products, under the name of "Au Renard Bleu Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

**Ausable Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh of September, 1951, incorporating: Joseph Philippe Beaulac, accountant, Edouard Bernard, advocate, and Luce Lafontaine, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; de donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Ausable Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1. chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Barrette et Guay (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du huit septembre 1951, constituant en corporation: George Barrette, agent, Dame Georges Barrette (née Lucille Archambault) ménagère, et Donat Guay, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les entreprises d'agents et de constructeurs d'immeubles, sous le nom de "Barrette et Guay (Limitée)", avec un capital de \$50,000 divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5952, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Beacon Ribbon Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit septembre 1951, constituant en corporation: David John Henderson, marchand, Nona Priven, ménagère, épouse séparée de biens de David John Henderson et dûment autorisée par lui et Anita Priven, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de rubans, marchandises en pièces, tissus, étiquettes, garnitures et produits connexes, sous le nom de "Beacon Ribbon Mills Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

To prospect and explore for mines and minerals:

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Ausable Mines Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for each share;

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Barrette et Guay (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of September, 1951, incorporating: Georges Barrette, agent, Dame Georges Barrette (née Lucille Archambault) housewife, and Donat Guay, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents and builders under the name of "Barrette et Guay (Limitée)", with a capital stock of \$50,000 divided into 400 preferred shares of \$100 each, and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5952, St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Beacon Ribbon Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of September, 1951, incorporating: David John Henderson, merchant, Nona Priven, housewife, wife separate as to property of David John Henderson, and duly authorized by him, and Anita Priven, secretary, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal in ribbons, piece goods, fabrics, labels, trimmings and allied products, under the name of "Beacon Ribbon Mills Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Brandon Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1951, constituant en corporation: Dosithee Dénommée, commerçant, de Saint-Damien de Brandon, district judiciaire de Joliette, Henri-Paul Lemay, avocat, Ghislaine Gagné, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Paul-Edouard Ross, avocat, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie d'entrepreneur et le commerce de fournisseur de matériaux de construction, de matériaux et d'outillage industriel, sous le nom de "Brandon Construction Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 350 action privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Damien, de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-0 L. DÉSILETS.

Brandon Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1951, incorporating: Dosithee Dénommée, trader of Saint-Damien de Brandon, judicial district of Joliette, Henri Paul Lemay, advocate, Ghislaine Gagné, secretary, both of the city of Montreal, and Paul-Edouard Ross, advocate, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractor and deal in building materials and industrial equipment, under the name of "Brandon Construction Inc." with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares, of a par value of \$5 each, and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Damien de Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Canadian Alpoint Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: Alfred Lieblich, homme d'affaires, de Ville Mont Royal, Marcel Lajeunesse, avocat et Alcide Grenon, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués, en tout ou en partie, de cuir caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles verre et de leurs sous-produits, sous le nom de "Canadian Alpoint Corporation".

Le capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Canadian Alpoint Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September 1951, incorporating: Alfred Lieblich, businessman, of the Town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, advocate, and Alcide Grenon, bookkeeper, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, under the name of "Canadian Alpoint Corporation".

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$5,000.

The head office of the Company will be at 400 St. James St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-0 Deputy Attorney General.

Dominion Machinery & Metals Corp'n.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, André Lajeunesse, homme d'affaires et Suzanne Léger, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre et de leurs sous-produits,

Dominion Machinery & Metals Corp'n.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of September, 1951, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, André Lajeunesse, businessman, and Suzanne Léger, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles, and merchandise made in whole or in part, of leather, rubber, metal wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, under the name of "Dominion

sous le nom de "Dominion Machinery & Metals Corp'n."

Le capital de la compagnie est divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à 2105 rue Moreau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Machinery & Metals Corp'n."

The capital stock of the company is divided into 400 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company commence its operations will be \$2,000.

The head office of the company will be at 2105 Moreau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Freeman-Goodridge Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: John Freeman, gérant, Harold Crocker Goodridge, ingénieur, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de machinerie et installations de haute fréquence, instruments pyrométriques et chirurgicaux, radar et installations électroniques et électriques, sous le nom de "Freeman-Goodridge Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Freeman-Goodridge Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1951, incorporating: John Freeman, manager, Harold Crocker Goodridge, engineer, Samuel Leon Mendelsohn, advocate, King's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business and dealers in high frequency machinery and equipment, pyrometric and surgical instruments, radar, electronic and electrical equipment, under the name of "Freeman-Goodridge Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 400 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Gilles Cossette, avocat, d'Outremont, Pierre Dansereau et Gabriel Maranda, avocats, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, sous le nom de "Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de trois (3) directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of September 1951, incorporating: Gilles Cossette, lawyer, of Outremont, Pierre Dansereau, and Gabriel Maranda, lawyers, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the grocery business, under the name of "Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The affairs of the company shall be administered by a board of three (3) directors.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

La Construction Familiale Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1951, constituant en corporation: Joseph-C. Taillon, menuisier, Evelynne Martin,

La Construction Familiale Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1951, incorporating: Joseph C. Taillon, joiner, Evelynne Martin, housewife, spinster,

ménagère, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et J.-Eloi Gervais, avocat, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire ou exercer tous ou aucun des commerces comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "La Construction Familiale Inc." avec un capital de \$20,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

**L'Associations des Pharmaciens
Détailants de Montréal Inc.
(A.P.D.M., Inc.)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-G. Richard, Hubert Trudel, Joseph-Oscar Taillefer, pharmaciens, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les pharmaciens détaillants de Montréal, et de la région en vue de promouvoir leurs intérêts, et d'améliorer le service aux clients, sous le nom de "L'Association des Pharmaciens Détailants de Montréal, Inc. (A.P.D.M., Inc.)."

Les affaires de la corporation seront administrées par un conseil d'administration de 21 membres.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 1500 ouest, Ste-Catherine, suite 100A, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

**Montbar Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt septembre 1951, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford Georges Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes sortes d'opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Montbar Mines Limited" (Libre de responsa-

both of the city of Montreal, and J. Eloi Gervais, advocate, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on or engage in all or any business as general contractors and builders, under the name of "La Construction Familiale Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each, and 300 preferred shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

**L'Associations des Pharmaciens
Détailants de Montréal Inc.
(A.P.D.M., Inc.)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Jean G. Richard, Hubert Trudel, Joseph Oscar Taillefer, pharmacists, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite the retail pharmacists of Montreal and district with a view to promoting their interests and improving the service given to customers, under the name of "L'Association des Pharmaciens Détailants de Montréal, Inc. (A.P.D.M., Inc.)."

The affairs of the corporation will be managed by a board of directors composed of 21 members.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 1500 St. Catherine Street West, suite 100A, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

**Montbar Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of September, 1951, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Montbar Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000

bilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Plomberie Avenue Laurier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1951, constituant en corporation: Armand Ouimet, comptable, Henri Lavallée, plombier, et Maurice Parenteau, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Le métier de plombiers, couvreurs, entrepreneurs plombiers et couvreurs sous le nom de "Plomberie Avenue Laurier Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Roger Denis et Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Max Liverman, avocat, Léonard Liverman, Juluis Briskin, avocats, et Jack Klineberg, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et vendeurs de marchandises sèches, lingerie, fourrures chapeaux et casquettes, vêtements, garnitures et tissus de textiles de toutes sortes, sous le nom de "Roger Denis et Fils, Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Simone Paris Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze septembre 1951, constituant en corporation: Simone Paris, marchande publique, épouse séparée de biens de Jean-Paul Paris, Sonja Brown,

divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Plomberie Avenue Laurier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1951, incorporating: Armand Ouimet, accountant, Henri Lavallée, plumber, and Maurice Parenteau, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

The trade of plumbers, roofers, plumbing and roofing contractors, under the name of "Plomberie Avenue Laurier Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Roger Denis et Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1951, incorporating: Max Liverman, advocate, Léonard Liverman, Juluis Briskin, advocates, and Jack Klineberg, notary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants and dealers in dry goods, lingerie, furs, hats and caps, clothing trimmings, and textile fabrics of all kinds, under the name of "Roger Denis et Fils, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100. each, and preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Simone Paris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of September, 1951, incorporating: Simone Paris, public merchant, wife separate as to property of Jean Paul Paris, Sonja Brown, housewife, divorced

ménagère, femme divorcée, née Vanderwalt, Pierre Dessaulles, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de robes et vêtements pour dames, sous le nom de "Simone Paris Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Tony's Pants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente août 1951, constituant en corporation: J.-Théo Legault, J.-Théo Legault, jr, et Elvin Legault, tous notaires, des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacture, acheter, vendre, faire le négoce et le commerce de toutes sortes de soieries, lainages, vêtements pour hommes et pour dames, sous le nom de "Tony's Pants Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly Canton, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS. 31370

Vita Yogurt Products Limited Les Produits Yogourt Vita Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze septembre 1951, constituant en corporation: Fernand Gingras, industriel, Gérard-Pierre Laganière, avocat, tous deux de Montréal, et Henri-Masson Loranger, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Produire et faire le commerce de produits laitiers de ferme et de jardin, sous le nom de "Vita Yogurt Products Limited" — "Les produits Yogourt Vita Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Lettres patentes supplémentaires

Alexander Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2 de ladite Loi,

woman, née Vanderwalt, Pierre Dessaulles, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of ladies' dresses and garments, under the name of "Simone Paris Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Tony's Pants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth of August, 1951, incorporating: J. Théo Legault, J.-Théo Legault, jr., and Elvin Legault, all notaries, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, deal in and with all sorts of silks, woollens, clothing for men and women, under the name of "Tony's Pants Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in Chambly-Canton, judicial district of Montreal.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Vita Yogurt Products Limited Les Produits Yogourt Vita Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of September, 1951, incorporating: Fernand Gingras industrialist, Gérard Pierre Laganière, advocate, both of Montreal, and Henri Masson Loranger, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To produce and deal in dairy, farm and garden products, under the name of "Vita Yogurt Products Limited" — "Les Produits Yogourt Vita Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

Alexander Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by

S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 septembre 1951, à la compagnie "Alexander Building Corporation" ratifiant son règlement spécial "F" diminuant son capital par l'annulation de 5000 actions sans valeur nominale ou au pair et pourvoyant à ce que le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce soit fixé à \$125,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Brown Boveri Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 octobre 1951, à la compagnie "Brown Boveri Realty Corporation", ratifiant son règlement spécial "A" augmentant son capital de \$500,000 à \$1,000,000 par la création de 5000 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Canadian God Liver Oil Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 septembre 1951, à la compagnie "Canadian God Liver Oil Co. Limited", ratifiant son règlement n° 12 réduisant son capital-actions de \$750,000 à \$662,000, par l'annulation de 180 actions privilégiées de \$100 chacune et 700 actions communes de \$100 chacune ne comportant aucun remboursement ou diminution de responsabilité.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Eastern Speed O Print Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 septembre 1951, à la compagnie "Eastern Speed O Print Limited", ratifiant son règlement N° 24, augmentant de \$25,000 à \$65,000 le capital autorisé de ladite compagnie, par la création de 2,500 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

E. Lagueux & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Mr C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Alexander Building Corporation", ratifying its Special By-Law "F" reducing its capital stock by the cancellation of 5000 shares without nominal or par value and providing that the amount with which the company will carry on business shall be fixed at \$125,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Brown Boveri Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Brown Boveri Realty Corporation", ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock from \$500,000 to \$1,000,000 by the creation of 5000 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Canadian God Liver Oil Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter, 276, to the company "Canadian God Liver Oil Co. Limited", ratifying its By-law No. 12, reducing its capital stock from \$750,000 to \$662,000, by the cancellation of 180 preferred shares of \$100 each, and 700 common shares of \$100 each without any reimbursement or decrease of liability.

Dated at the office of the Attorney General, September 22, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Eastern Speed O Print Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Eastern Speed O Print Limited", ratifying its By-law No. 24 increasing from \$25,000 to \$65,000 the authorized capital stock of such company, by the creation of 2,500 additional common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

E. Lagueux & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of

vince de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 septembre 1951, à la compagnie "E. Lagueux & Fils Limitée", ratifiant son règlement no 46 augmentant son capital-actions autorisé de \$150,000 à \$650,000 par la création de 3,200 actions privilégiées classe A de \$5 chacune et de 96,800 actions privilégiées classe B de \$5 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Geo. Tanguay & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 septembre 1951, à la compagnie "Geo. Tanguay & Fils Limitée", ratifiant un règlement augmentant de \$2,000 à \$100,000 le capital-actions de telle compagnie, par la création de 7,600 actions ordinaires additionnelles de \$5 chacune et de 600 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 septembre 1951, à la compagnie "Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 55, augmentant son capital de \$100,000 à \$250,000 par la création de 1500 actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

La Cie d'Amiante Lafayette Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lafayette Asbestos Co. Ltd.
(No personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec et de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 octobre 1951, à la compagnie "La Cie d'Amiante Lafayette Ltée (Libre de responsabilité personnelle)—Lafayette Asbestos Co. Ltd. (No Personal Liability)", ratifiant son règlement "A" portant son capital-actions de \$3,500,000 à \$4,000,000 par la création de 500,000 actions ordinaires additionnelles de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the company "E. Lagueux & Fils Limitée", ratifying its By-law No. 46 increasing its authorized capital stock from \$150,000 to \$650,000 by the creation of 3,200 Class A preferred shares of \$5 each and 96,800 Class B preferred shares of \$5 each, carrying the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Geo. Tanguay & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Geo. Tanguay & Fils Limitée", ratifying a By-law increasing from \$2,000 to \$100,000 the capital stock of said company, by the creation of 7,600 additional common shares of \$5 each and of 600 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges, set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of Province of Quebec, to the company "Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.", ratifying its By-law No. 55 increasing its capital stock from \$100,000 to \$250,000 by the creation of 1500 preferred shares of \$100 each, comprising the rights and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

La Cie d'Amiante Lafayette Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lafayette Asbestos Co. Ltd.
(No personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, and the Quebec Mining Act, supplementary letters patent bearing date the 11th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "La Cie d'Amiante Lafayette, Ltée., (Libre de responsabilité personnelle)—Lafayette Asbestos Co. Ltd., (No Personal Liability)", ratifying its By-law "A" increasing its capital stock from \$3,500,000 to \$4,000,000 by the creation of 500,000 additional common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

La Corporation de Téléphone de Québec
Quebec Telephone Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 octobre 1951, à la compagnie "La Corporation de Téléphone de Québec — Quebec Telephone Corporation", ratifiant son règlement spécial N° 34 réduisant son capital-actions de \$2,264,560 à \$1,972,315 par la cancellation de 19,483 actions classe "A" d'une valeur au pair de \$15, et modifiant les lettres patentes supplémentaires précédentes, et ratifiant son règlement spécial no 35 augmentant le capital-actions de ladite compagnie à \$3,472,315 par la création de 75,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
 31370-o L. DÉSILETS.

La Corporation de Téléphone de Québec
Quebec Telephone Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, Chap. 276, to the company "La Corporation de Téléphone de Québec — Quebec Telephone Corporation", ratifying its special By-law No 34, reducing its capital stock from \$2,264,560 to \$1,972,315 by the cancellation of 19,483 Class "A" shares of a par value of \$15 and amending the previous supplementary letters patent, and ratifying is special By-law No. 35, increasing the capital stock of the said company to \$3,472,315 by the creation of \$75,000 additional preferred shares of a par value of \$20 each.

Dated at the office of the Attorney General, October 15, 1951.

L. DÉSILETS,
 31370 Deputy Attorney General.

L'Association Sportive d'Amos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 septembre 1951, à la compagnie "L'Association Sportive d'Amos Inc.", ratifiant son règlement no 5 portant son capital-actions de \$40,000 à \$75,000 par la création de 1,400 actions ordinaires additionnelles de \$25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
 31370-o L. DÉSILETS.

L'Association Sportive d'Amos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association Sportive d'Amos, Inc.", ratifying its By-law No. 5 increasing its capital stock from \$40,000 to \$75,000 by the creation of 1,400 additional common shares of \$25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
 31370 Deputy Attorney General.

Michael Manufacturing Company
Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 3 octobre 1951, à la compagnie "Michael Manufacturing Company Limited", ratifiant son règlement N° 19, augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$71,000 par la création de 510 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
 31370 L. DÉSILETS.

Michael Manufacturing Company
Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Michael Manufacturing Company Limited", ratifying its By-law No. 19 increasing its authorized capital from \$20,000 to \$71,000 by the creation of 510 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
 31370-o Deputy Attorney General.

Montreal Management & Maintenance
Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres supplémentaires en date du 3 octobre 1951, à la compagnie "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 39, augmentant son capital de \$5,000 à \$55,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune, comprenant

Montreal Management & Maintenance
Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.", ratifying its By-law No. 39 increasing its capital from \$5,000 to \$55,000 by the creation of 5,000 preferred shares of \$10 each, comprising the rights,

les droits, restrictions et privilèges indiqués au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Ranger Motors Sales Ltée - Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 septembre 1951, à la compagnie "Ranger Motors Sales Ltée - Ltd.", ratifiant son règlement no XVII: 1°) convertissant 450 actions ordinaires de \$100 chacune en 450 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement; 2°) subdivisant 150 actions ordinaires de \$100 chacune en 1500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Sicard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 octobre 1951, à la compagnie "Sicard Inc.", ratifiant son règlement spécial "D" 1°) modifiant la désignation, les droits et restrictions des actions privilégiées déjà existantes; 2°) portant son capital-actions de \$1,600,000 à \$2,100,000 par la création de 5000 actions privilégiées classe "A" nouvelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370-o L. DÉSILETS.

Tric-Bec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 septembre 1951 à la compagnie "Tri-Bec Inc.", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

Walkley Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 octobre 1951, à la compagnie "Walkley Holdings Corporation", modifiant de la manière indiquée dans son règlement N° XXII,

restrictions and privileges set forth in the afore-said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Ranger Motors Sales Ltée - Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Ranger Motors Sales Ltée - Ltd.", ratifying its By-law No. XVII: 1.) converting 450 common shares of \$100 each into 450 preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions as indicated by the said By-law; 2.) subdividing 150 common shares of \$100 each into 1500 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Sicard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, to the company "Sicard Inc.", ratifying its special By-law "D" 1.) amending the designation the rights and restrictions of the already existing preferred shares; 2.) increasing its capital stock from \$1,600,000 to \$2,100,000 by the creation of 5000 new Class "A" preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31370 Deputy Attorney General.

Tric-Bec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tri-Bec Inc.", ratifying its By-law No. 24 increasing its capital stock from \$20,000 to \$40,000 by the creation of 200 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Walkley Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Walkley Holdings Corporation", modifying in the manner set forth in its By-law No. XXII, the provisions

les dispositions de ses lettres patentes et de ses lettres patentes supplémentaires.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31370 L. DÉSILETS.

of its letters patent and of its supplementary letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31370-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité à compter du 1er janvier 1952 une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Québec, le 4 octobre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires.
31176-42-4-o DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN.

Avis est par les présentes donné que monsieur Albert Cousineau, cantonnier, des cité et district de Montréal, l'un des héritiers de la succession de feu Gervais-Cousineau, de son vivant bourgeois de Ville St-Laurent, district de Montréal, se présentera à la prochaine Législature Provinciale pour demander que l'exécuteur testamentaire de ladite succession reste en fonction au-delà du terme fixé dans le testament dudit Gervais-Cousineau avec les pouvoirs mentionnés aux termes du testament et ce jusqu'à ce qu'un des héritiers de ladite succession demande le partage définitif des biens de la succession.

Montréal, 10 octobre 1951.

Les Procureurs du requérant,
31177-42-4-o PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN
et HODGE.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88, modifiée par la loi 11 George VI, chapitre 96, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; modification des procédures d'annexion; taxation pour l'enlèvement des vidanges; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; réglementer le transport de marchandises et de passagers dans la municipalité; taxation des jeux mécaniques et pour autres fins.

Montréal, le 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la ville de
Berthierville,
31193-42-4-o LACROIX & VIAU.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Donnacona, in the county of Portneuf, will apply to the Legislature at its present Session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to may impose and levy, from the first of January, 1951, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, retail, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Québec, October 4th, 1951.

DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,
31176-42-4-o Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that Albert Cousineau, road-man, in the City and District of Montreal, one of the heirs of the late Gervais-Cousineau, during his lifetime gentleman of the Town of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to request that the testamentary executor remain in fonction after the delay stipulated in the will of the late Gervais-Cousineau with the powers given to him in the said will until one of the heirs of the said Estate will ask for the division of the Estate assets.

Montreal, October 10th, 1951.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
and HODGE,
31177-42-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that the Town of Berthierville will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 6 George VI, chapter 88, amended by the Act 11 George VI, chapter 96, for the following purposes: to impose a tax on all the owners or occupants of immovables of the municipality for the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; to modify annexation proceedings; taxation for the removal of garbages; to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; to regulate the transport of merchandise and passengers in the Municipality; to levy taxes on any automatic penny games and for all other purposes.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,
31193-42-4-o Attorneys for the Town
of Berthierville.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session:

1° Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 30 de la Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain et une résolution en date du 4 juillet 1951 des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette concernant l'évaluation de certains biens impossibles possédés par The Shawinigan Water and Power Company;

2° Pour faire reconnaître les limites des municipalités dans lesquelles se trouvent les dits biens.

La Croche, 11 octobre 1951.

La Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain.

Le Maire,

LÉONCE TRÉMBLAY.

Le Secrétaire-trésorier,

XAVIER HAMEL.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette.

Le président,

CAMILLE RICARD.

Le Secrétaire-trésorier,

31178-42-4-o] XAVIER HAMEL.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain and the School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette, will apply to the Legislature of Quebec at its next session:

1. To obtain the passing of an Act ratifying by-law number 30 of the Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain and a resolution of July 4th 1951 of the School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette, concerning the valuation of certain taxable property owned by The Shawinigan Water and Power Company;

2. To cause to be recognized the limits of the municipalities within which said property is situated.

La Croche, October 11, 1951.

The Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain.

LÉONCE TRÉMBLAY,

Mayor.

XAVIER HAMEL,

Secretary-Treasurer.

The School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette.

CAMILLE RICARD,

President.

XAVIER HAMEL,

31178-42-4-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que la Municipalité de la Paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville, sous le nom de "La Corporation de la Ville de St-Vincent de Paul".

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ GAGNON.

31185-42-4-o

Notice is hereby given that The Municipality of the Parish of St-Vincent de Paul, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act in order to erect part of its territory as a Town, under the name of "The Corporation of the Town of St-Vincent de Paul".

AIMÉ GAGNON,
Secretary-Treasurer.

31185-42-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Protestant Foster Home Centre s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour changer son nom en Children's Service Centre.

Montréal, le 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Réquérante,
31186-42-4-o MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

NOTICE

Notice is hereby given that Protestant Foster Home Centre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing its name to Children's Service Centre.

Montreal, October 15th, 1951.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
31186-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la Municipalité Scolaire Catholique de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi leur conférant les pouvoirs suivants

a) Augmenter le territoire actuel de La Municipalité Scolaire Catholique de Val d'Or en y ajoutant la partie non encore organisée des rangs V et VI du canton Bourlamaque.

Val d'Or, ce 27 septembre 1951.

Le Procureur des requérants,
31187-42-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Catholic School Municipality of Val d'Or, in the County of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act granting them the following powers:

a) To increase the present territory of the Catholic School Municipality of Val d'Or by the annexation of Ranges V and VI of the Bourlamaque Township which is at present unorganized.
Val d'Or, September 27th, 1951.

LUCIEN TOURIGNY, K.C.
31187-42-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du Village de Chambly, communément appelée Chambly Canton, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville; imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; permettre la modification des quartiers de la ville et faire représenter chacun des quartiers par deux échevins dont l'un sera élu par les propriétaires électeurs seulement et l'autre par tous les électeurs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; déterminer la date et le mode des élections municipales et la durée du vote sur les règlements; taxation pour l'enlèvement des vidanges; taxation des jeux mécaniques; modification de l'article 34 du chapitre 255 des Statuts fondus de Québec, 1941, et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Municipalité
du village de Chambly,

31194-42-4-o

LACROIX & VIAU.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, 6 George V, chapitre 59, modifiée par la Loi 13 George VI, chapitre 98, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; taxation pour l'enlèvement des vidanges; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; taxation des jeux mécaniques; définir l'évaluation des immeubles de Pasolds (Canada) Limited et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Ville de
Dorion,

31195-42-4-o

LACROIX & VIAU.

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentleman, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Co., exécuteur testamentaire et fiduciaire de la succession de sa mère, feu Mary Everett (veuve de feu Charles King) de payer au dit Reginald Gordon Granville sa part du capital de la succession de sa dite mère.

Québec, le 15 octobre 1951.

Le Procureur du pétitionnaire,

31196-42-4-o

VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Public notice is hereby given that the Municipality of the Town of Chambly, commonly named Chambly Canton, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its present session for the adoption of a law for the following purposes: the erection of the municipality into a town under the Cities and Towns Act; to impose a tax on all the owners or occupants of immovables of the municipality for the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs; to allow the modification of the wards of the town and to have two aldermen representing each ward, one to be elected by the property-owners only and the other by all the electors; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works, proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; to determine the date and the mode of voting at the election and in the by-laws; taxation for the removal of garbage; to levy taxes on any automatic penny games; to amend section 34 of chapter 255 of the Revised Statutes of Québec 1941.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,

Attorneys for the Municipality of
the Town of Chambly.

31194-42-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Dorion will apply to the Legislature of the province of Québec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 6 George V, chapter 59, amended by the Act 13 George VI, chapter 98, for the following purposes: to impose a tax on all the owners or occupants of immovables of the municipality for the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation on farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; taxation for the removal of garbage; to levy taxes on any automatic penny games; to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; to define assessment of the immovables of Pasolds (Canada) Limited, and for all other purposes.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,

Attorneys for the Town
of Dorion.

31195-42-4-o

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, gentleman, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the adoption of an act to authorize the Royal Trust Co., testamentary executor and trustee of the estate of his monther, the late Mary Everett (widow of the late Charles King) to pay to said Reginald Gordon Granville his share of the capital of the estate of his said late mother.

Quebec, October 15th, 1951.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,

Attorney for the petitioner.

31196-42-4-o

Avis public est par les présentes donné par Dame Pauline Lefebvre, épouse contractuellement séparée, de biens de Bernard Houle, commerçant, de La Baie du Febvre, district de Richelieu, et dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation, pour elle et avec le consentement préalable de son dit époux, et pour ses héritiers légaux et ayants droit, de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou autrement aliéner, d'une façon absolue, définitive et sans aucune restriction, et nonobstant toutes clauses du contrat, les immeubles à elle donnés par sa mère, Dame Elméria Bélisle, en vertu d'un contrat de mariage passé à La Baie du Febvre, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le 14 avril 1939, devant Me J. Arthur Desilets, notaire, de Nicolet, pour la Province de Québec, sous le numéro 411 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, le 18 avril 1939, sous le numéro 80340; lesquels immeubles sont connus et désignés au cadastre du comté d'Yamaska pour la paroisse St-Antoine de La Baie du Febvre, comme étant ptie s.o. du lot N° 505 et ptie du lot N° 496, avec les bâtiments dessus construits, le tout plus amplement décrit au dit acte.

Drummondville, le 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
31197-42-4-o RINGUET & ST-PIERRE.

Public notice is hereby given by Dame Pauline Lefebvre, wife separate as to property by marriage contract of Bernard Houle, trader, of Baie du Febvre, district of Richelieu, and duly authorized by her husband for the purposes hereof, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to secure authorization for herself, and with the previous consent of her said husband and for her legal heirs and assigns, to sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate, in an absolute and final manner and without any restriction, and notwithstanding any clauses of the contract, the immovables given to her by her mother, Dame Elméria Bélisle, in virtue of a marriage contract passed at Baie du Febvre, county of Yamaska, district of Richelieu, on April 14, 1939, before Me J. Arthur Desilets, notary, of Nicolet, for the Province of Quebec, under number 411 of his minutes, and registered at the Registry Office of the county of Yamaska on April 18, 1939, under number 80340; said immovables being known and designatd on the cadastre of the county of Yamaska, for the parish of St-Antoine de la Baie du Febvre, as being the S. W. Pt. of lot No. 505, and Pt. of lot No. 496, with the buildings thereon erected, the whole more fully described in the said deed.

Drummondville, October 15, 1951.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
31197-42-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Canada Steamship Lines, Limited, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi validant et confirmant son titre à un morceau de terrain autrefois compris dans une ruelle d'une largeur de dix pieds, s'étendant de la rue Craig à la ruelle des Fortifications, qui appartenait autrefois à Daniel Gorrie ou ses représentants légaux et qui est maintenant contenue dans les limites des lots numéros 216, 217, 218, 219 et 220 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ouest de la cité de Montréal.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Les Procureurs de la requérante.
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
31206-42-4-o KER & CATE.

Public notice is hereby given that Canada Steamship Lines, Limited, a corporation having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act validating and confirming its title to a piece of land formerly comprised in a lane ten feet in width, running from Craig Street to Fortification Lane, at one time belonging to Daniel Gorrie or his legal representatives and now contained within the limits of lots Numbers 216, 217, 218, 219 and 220 on the Official Plan and in the Book of Reference for the West Ward of the City of Montreal.

Montreal, October 16, 1951.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
KER & CATE.
31206-42-4-o Attorneys for Applicant.

Avis public est par les présentes donné que le Village de la Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville; imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; date des élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; mode d'élection des échevins; zonage, permis de construction; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissements de centres de

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Côte St-Luc, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law for the following purposes: the erection of the municipality into a town under the Cities and Towns Act; to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs; election date; opening and closing of hours of polling-stations; election proceedings for aldermen; zoning; building permits; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organization of games and

loisirs et organisation des jeux et des sports; pour ordonner des travaux d'aqueduc ou d'égouts requis dans l'intérêt général et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs du Village de
la Côte St-Luc.
LACROIX & VIAU.

31208-42-4-o

sports; to make, under conditions of public interest, water and sewer works and for all other purposes

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU
Attorneys for the Municipality of
the Village of Côte St-Luc.

31208-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption et la sanction d'une loi ayant pour objets les suivants:

Autoriser lesdits commissaires à imposer et à percevoir dans les limites de leur territoire une taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat au détail de tout bien meuble, effet mobilier, de toute marchandise et de tout article de commerce quelconque, sauf les exceptions prévues dans ladite loi, édicter par qui la taxe sera payable, par qui et de quelle manière elle sera perçue, de quelle façon elle sera calculée, autoriser lesdits Commissaires à adopter les résolutions et autres mesures qu'ils jugeront nécessaires et utiles pour assurer la perception de ladite taxe, décréter la nature des peines qui seront imposées pour les infractions à ladite loi, décréter des peines plus fortes dans le cas d'infractions par une compagnie ou une corporation de même que dans le cas de récidive, indiquer les tribunaux qui auront juridiction pour entendre et juger les poursuites intentées par lesdits Commissaires en vertu de cette loi, stipuler la responsabilité de l'employeur pour ses employés, les délais de prescription pour le recouvrement de la taxe ainsi que des amendes et pénalités pour infractions à ladite loi ou aux résolutions adoptées par lesdits Commissaires en vertu de ladite loi, autoriser lesdits Commissaires à indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail occasionné par la perception et la remise de cette taxe, autoriser lesdits Commissaires à faire des conventions avec le trésorier de la province pour la perception de ladite taxe, régler le partage du revenu annuel perçu par lesdits Commissaires et provenant de ladite taxe entre lesdits Commissaires et les Syndics d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette, ainsi que, d'autre part, pour toutes autres fins.

Joliette, 15 octobre 1951.

Le Procureur des Commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette.

31210-42-4-o GEORGES SYLVESTRE, C.R.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School municipality of the town of Joliette, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing and sanctioning of an Act, for the following purposes:

To authorize the said Commissioners to impose and collect, within the limits of their territory, an education tax, not exceeding one per cent, on the retail sale or purchase price of any movable property, movable effects, any merchandise or any commercial article whatsoever, save the exceptions provided in the said Act, to enact by whom the tax will be payable, by whom and in what manner it will be collected, in what manner it will be calculated, to authorize the said Commissioners to adopt such resolutions and other measures, as they may deem necessary and useful to ensure the collection of the said tax, to enact the nature of the penalties to be imposed for any infringement of the said Act, to enact heavier penalties in a case of infringement by a company or a corporation, and likewise in the case of a subsequent offence, to indicate the Courts which shall have jurisdiction to hear and judge the suits taken by the said Commissioners under the said Act, to stipulate the responsibility of the employer for his employees, the delay of prescription for the recovery of the tax and also the fines and penalties for infringement of the said Act, or of the resolutions adopted by the said Commissioners, in virtue of the said Act, to authorize the said Commissioners to indemnify the vendor up to five per cent of the amount of the tax he will collect for the overtime work occasioned by the collection and the remittal of the said tax, to authorize the said Commissioners to make arrangements with the Provincial Treasurer for the collection of said tax, to regulate the apportionment of the annual revenue collected by the said Commissioners, and derived from the said tax, between the said Commissioners and the School Trustees, for the School Municipality of the town of Joliette, and also for any other purposes.

Joliette, October 15, 1951.

GEORGES SYLVESTRE, K.C.
Attorney for the School Municipality
of the Town of Joliette.

31210-42-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Montréal demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins de:

Lui permettre d'imposer pour un terme additionnel l'impôt de 1% pour fins d'éducation, autorisé par le chapitre 75 de la loi 13 George VI et d'en modifier le mode de répartition;

Décréter le paiement au gallon de l'eau consommée dans ses immeubles et l'exempter des taxes municipales;

Modifier le terme d'office de ses membres;

Faire bénéficier ses employés munis d'un brevet de capacité, de tous les avantages des lois existantes;

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

To allow it impose, for an additional term, the 1% education tax authorized by chapter 75 of the Act 13 George VI and to modify the mode of apportionment;

To enact payment per gallon of water consumed in its immovables and exempt it from municipal taxes;

To amend the term of office of its members;

To permit it employees, holding a certificate of competency, to benefit by all the advantages of the existing laws;

Indemniser ses instituteurs de certains dommages encourus dans l'exercice de leurs fonctions;

Bénéficier de la loi concernant la preuve photographique de certains documents;

Payer une pension viagère à Dame Blanche Boisvert, veuve de J.-Alfred Bernier;

Et pour autres fins.

Montréal, 15 octobre 1951.

L'Avocat de la requérante,

31207-42-0

JEAN TRUDEL.

To compensate its teachers for certain damages incurred in the exercise of their duties;

To benefit by the Act respecting the photographic proof of certain documents;

To pay a life pension to Dame Blanche Boisvert, widow of J.-Alfred Bernier;

And for other purposes.

Montreal, October 15, 1951.

JEAN TRUDEL,

Attorney for the petitioner.

31207-42-4

CITÉ DE MONTRÉAL

CITY OF MONTREAL

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient ou la concernent, sur les matières suivantes: prix ou taux de l'eau pour les usagers des cités de Westmount et d'Outremont; construction d'une route véhiculaire sur le Mont-Royal; usage à être défendu du nom de la Cité ou de celui de l'un de ses services par certaines personnes; réglementation des parcs de stationnement; encaissement de certaines sommes reçues en dépôt dans le cas de stationnement illégal des véhicules; contribution au coût de construction et d'entretien de certains égouts communs par la Cité et Ville Mont-Royal; échange et annexion de territoire entre la Cité et la Ville St-Laurent; confection de la liste électorale tous les trois ans; corrections aux rôles d'évaluation ou de contributions foncières; avis à donner à la Cité dans le cas de dommages subis par inondation due au refoulement des égouts, les bris de tuyaux ou circonstances analogues; création d'une commission pour faire l'étude de certains problèmes administratifs et autres communs à toutes les corporations municipales de l'île de Montréal; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; règlements; finances; taxes; exemptions de taxes; taxes d'affaires; taxes de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluation; rôles de contributions foncières; rôles de perception des taxes; estimations des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,

Hôtel de ville.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Le Greffier de la Cité,

31211-42-4-0

J.-ALPHONSE MONGEAU.

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its forthcoming session to obtain certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 68, and to the different acts which amend or concern it, on the following matters: price or rate of water for consumers in the Cities of Westmount and Outremont; construction of a vehicular roadway on Mount Royal; prohibiting the use of the City's name or of that of any of its departments by certain persons; regulation of parking lots; disposal of certain amounts received as deposits in the case of illegal parking of vehicles; contribution towards costs of construction and maintenance of certain common sewers by the City and the Town of Mount Royal; exchange and annexation of territory between the City and the Town of St. Laurent; preparation of the electors' list every three years; corrections to the valuation and real estate tax rolls; notices to be given to the City in cases of damages resulting from flooding, due to the backing up of sewers, the breaking of mains or other similar causes; establishment of a commission to study certain administrative problems and others which are shared by all the municipal corporations on the Island of Montreal; powers of the Executive Committee and of Council; by-laws; finance; taxes; tax exemptions; business taxes; water taxes; permits (licences); valuation rolls; real estate tax rolls; tax collection rolls; valuation of property; homolegated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; ratification of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,

City Hall,

Montréal, October 16th, 1951.

J.-ALPHONSE MONGEAU,

31211-42-4-0

City Clerk.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, (lettres patentes octroyées le 15 août 1908 et les différents statuts qui les amendent), aux fins d'autoriser la ville:

1° A octroyer une somme ne devant pas dépasser cent vingt-cinq mille dollars pour aider à l'érection d'un hôpital hospice dans la ville de Coaticook;

2° A contracter ou à garantir un emprunt d'une somme égale au total des octrois de la Ville, de la Province et du Dominion, et à avancer cette somme aux personnes, compagnie ou communauté bâtissant cet hôpital hospice, en attendant la réception des octrois;

3° A inclure en plus de ce que ci-dessus dans le dit emprunt, un montant additionnel suffisant

Notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of An Act amending its charter (letters patent granted on August 15th, 1908, and the different statutes amending same) for the purposes of authorizing the Town:

1. To grant an amount not exceeding one hundred and twenty five thousand dollars in order to help the building of a hospital and refuge within the Town of Coaticook;

2. To borrow or guarantee the borrowing of an amount equal to the total of the grants from the Town, from the Province and from the Dominion, and to advance the said sum to the persons, corporation or religious order undertaking the building of the said hospital and refuge, until they receive the various grants;

3. To include besides in the said loan an additional amount sufficient to cover the discount

pour couvrir l'escompte sur les obligations, et les frais de courtage;

4° A imposer une taxe de vente municipale de 1% dont le produit servira exclusivement:

a) A payer les dépenses occasionnées par le présent bill et les emprunts en découlant;

b) A payer les intérêts sur les dits emprunts faits en vertu de la présente loi;

c) A rembourser le capital de l'octroi de la Ville, et pour autres fins;

Coaticook, le 15 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31227-42-4-o (Signé) ANTOINE GERIN.

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte 8 Edouard VII, chapitre 137 et les statuts qui l'amendent, de manière à augmenter la valeur des immeubles que la Corporation peut posséder à dix-huit millions de dollars.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Les Procureurs

de l'Hôpital Sainte-Justine,

31228-42-4-o (Signé) LACOSTE & LACOSTE

Canada, province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné que "La Cie d'Immeubles Atlas", corporation légalement constituée par lettres patentes émises sous le sceau de la Province de Québec et ayant son principal bureau d'affaires en la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour demander l'adoption d'une loi fixant entre la requérante d'une part et la Corporation du Village de Beauport-Est ainsi que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du Village de Beauport-Est, dans le comté de Québec, d'autre part, spécialement en ce qui a trait aux taxes municipales générales, et scolaires, générales et spéciales à être imposées d'ici vingt ans par la dite Corporation municipale et la dite Corporation scolaire dans les limites de leur juridiction respective, les conditions d'établissement d'une nouvelle et importante industrie de fabrication que la requérante projette d'établir dans le territoire soumis à la juridiction de ces deux corps publics, et autres fins.

Québec, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31236-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

Canada, province de Québec, district de Québec.

Avis public est par les présentes donné que "L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours", corporation civile établie par une loi de la Législature de Québec et ayant son principal bureau d'affaires à St-Damien, dans le Comté de Bellechasse, Province de Québec, mieux connue sous le nom de "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours de St-Damien" s'adressera à La Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi refondant la charte de la dite corporation, augmentant ses pouvoirs de posséder des biens meubles et immeubles, lui accordant certains pouvoirs additionnels d'ordre administratif, clarifiant et confirmant ses titres de propriété pour les propriétés où est construite la maison-mère de St-Damien et celles où est construite la Maison du Fargy à Beauport, et autres fins.

Québec, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31237-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

on the bonds and the brokerage costs;

4. To impose a municipal tax of one percent (1%), the proceeds of which shall be exclusively used:

a) To pay the expenses incurred because of the present bill and the loans thus contracted;

b) To pay the interests on said loans contracted in virtue of the present act;

c) To reimburse the capital of the grant given by the Town, and for other purposes.

Coaticook, October 15th, 1951.

(signed) ANTOINE GERIN,

31227-42-4-o Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the Hôpital Sainte-Justine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter 8 Edward VII, chapter 137 and the statutes amending same, so as to increase the value of the immovable properties which the corporation may own, to eighteen million dollars.

Montreal, October 16, 1951.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,

Attorneys

31228-42-4 for the Hôpital Sainte-Justine.

Canada, province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that "La Cie d'Immeubles Atlas", a body duly incorporated by letters patent issued under the Seal of the Province of Quebec and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act fixing, between the petitioner on the one part and the Corporation of the Village of Beauport-East and also the School Commissioners for the School Municipality of the Village of Beauport-East, in the county of Quebec, on the other part, in particular as regards the taxes to be imposed during the next twenty years by the said municipal Corporation and the said school Corporation within the limits of their respective jurisdiction, the conditions for the establishing of a new and important manufacturing industry which the petitioner proposes establishing within the territory under the jurisdiction of these two public bodies, and for other purposes.

Québec, October 17, 1951.

ALBERT DUMONTIER,

31236-42-4 Attorney for the petitioner.

Canada, province of Quebec, district of Quebec.

Public notice is hereby given that "L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours" a civil corporation established by an Act of the Legislature of Bellechasse, Province of Quebec, better known under the name of "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours de St-Damien" will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act, revising the charter of the said corporation, increasing its powers of ownership of movable and immovable property, granting to it certain additional powers, of administrative order, clarifying and confirming its title deeds to the property upon which the mother-house of St-Damien is built and the one where the "Maison du Fargy" at Beauport, is built, and other purposes.

Québec, October 17, 1951.

ALBERT DUMONTIER,

31237-42-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public est présentement donné que les légataires de la succession Hugh Quinlan, celui-ci en son vivant de la cité de Westmount, demandent aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi tendant à partager une portion du capital de la succession et à d'autres fins.

Montréal, 11 octobre 1951.

L'Avocat des pétitionnaires,
31247-42-4-0 ÉDOUARD MASSON.

Public notice is hereby given that the legates of the estate Hugh Quinlan, in his lifetime of the City of Westmount, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at their next session, for an Act purporting to divide a portion of the capital of the estate and other ends.

Montreal, October 11th, 1951.

ÉDOUARD MASSON,
31247-42-4-0 Attorney for the Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation Jewish Peretz School Inc., dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi afin d'exempter des taxes municipales et scolaires la propriété immobilière qu'elle possède et qu'elle pourra posséder à l'avenir.

Montréal, 1er octobre 1951.

Les Procureurs de Jewish Peretz School Inc.,
31248-42-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

Public notice is hereby given that the Jewish Peretz School Inc., a corporation duly incorporated under the provisions of Part 3 of the Quebec Companies' Act, and having its head office at the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act exempting the immoveable property which it owns and which it may own in the future, from municipal and school taxes.

Montreal, October 1st, 1951.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
31248-42-4-0 Attorneys for Jewish Peretz School Inc.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa charte, la Loi 1 George V, chapitre 71, et amendements, sur les matières suivantes: encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; nomination et pouvoirs du gérant; arrondissements de votation; date des élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recensement des votes donnés à une élection; durée du scrutin sur les règlements; publicité; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règlements municipaux, relatifs à la circulation et à la sécurité publique; réglementation des taxis; perception par la Ville des taxes scolaires et mode de distribution; paiement des taxes en plusieurs versements; conserver pour fins municipales terrains acquis pour taxes; procédures pour exécution de travaux permanents; modalité de paiement de travaux permanents; procédures concernant approbation règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; autorisation pour faire certains travaux permanents annuellement.

Montréal, 15 octobre 1951.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU
& CHARLEBOIS.
31251-42-4-0 Les procureurs de Ville de Pointe-Claire.

Public notice is, hereby, given that the Town of Pointe-Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law amending its charter, the Act 1 George V, chapter 71 and amendments, for the following purposes: encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organization of games and sports; appointment and powers of manager; polling districts; election date; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of poll on by-laws; publicity; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of land built on or to be built on; fees on building permit; right to issue notice of summons for offence to the traffic and public security by-laws of the Town; regulation of taxis; collection by the Town of school taxes and proceedings of distribution; payment of taxes in several instalments; to preserve for municipal purposes acquired lands for taxes; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approbation of borrowing by-laws by electors-proprietors; authorization to execute certain permanent works annually.

Montreal, October 15, 1951.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU
& CHARLEBOIS.
31251-42-4-0 Attorneys for the Town of Pointe-Claire.

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa charte, la Loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: indemnité du maire et des échevins; augmentation du nombre des membres de la commission sportive; confection de la liste électorale; pension minimum de \$600.00 aux employés non couverts par le fonds de pension; perception par la Cité des taxes scolaires de la municipalité scolaire de Très-St-Sacrement; autorisation pour faire certains travaux permanents, chaque année; fixation

Public notice is, hereby, given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: indemnity of the mayor and aldermen; augmentation of the number of members of the sportive commission; preparation of the electoral list; minimum pension of \$600.00 to the employees non covered by the pension funds; collection by the City of the school taxes for the School Municipality of Très-St-Sacrement; authorization to make certain permanent works, each year; fixation of the

de l'évaluation de la deuxième usine de la Northern Electric Company Limited; confection d'un rôle spécial; ratification de certaines ventes et échanges de ruelles, et autres fins.

Montréal, 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Cité de Lachine.
31253-42-4-o LACROIX & VIAU.

Avis est par les présentes donné que monsieur Joseph, Jean-Jacques, Maurice, Louis Ship dit Gingras, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une loi ayant pour effet de modifier son nom.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Le Procureur du pétitionnaire,
31209-42-4-o MARCEL LANDRY.

VILLE DE LAUZON

Avis est par les présentes donné par la Ville de Lauzon, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte, aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Changez le nom de la ville en celui de "La Cité de Lauzon";

2° Fixer un indemnité pour frais de représentation au maire et aux échevins et pourvoir au remboursements de leurs justes dépenses de voyage autorisées par le Conseil dans l'intérêt de la cité;

3° Autoriser la formation d'une Commission sportive et d'une Commission d'urbanisme;

4° Dresser la liste des électeurs rue par rue, en suivant l'ordre des numéros de rue ou des numéros de cadastre de chaque rang, et non alphabétiquement;

5° Changer les heures de votation pour les élections municipales;

6° Modifier la procédure dans le cas de l'approbation d'un règlement en nombre et en valeur;

7° Modifier ou remplacer les règlements de construction et de zonage existant actuellement sans autre formalité que l'approbation du Conseil Municipal et du Ministre des Affaires Municipales;

8° Réglementer la construction;

9° Prohiber ou restreindre l'érection d'affiches tant sur la propriété privée que publique;

10° Ordonner l'expropriation de tous lieux d'habitation reconnus insalubres et déclarés par l'autorité sanitaire municipale impropres à l'habitation humaine;

11° Pourvoir à l'enlèvement des vidanges et imposer une taxe pour en défrayer le coût;

12° Prescrire que la construction et l'entretien des conduites privées et leur raccordement avec les conduites publiques devront se faire aux frais du propriétaire moyennant un dépôt au préalable d'une somme suffisante pour pourvoir à leur coût et à celui de réfection de la rue et du trottoir; le coût des dits travaux constituant une créance privilégiée contre la propriété au même rang que la taxe foncière;

13° Obliger les propriétaires à soumettre tout plan de subdivision comportant l'ouverture de nouvelles rues à l'approbation du Conseil et prohiber ces subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la cité;

14° Réglementer et interrompre la circulation dans les rues de la Cité dans certains cas;

15° Obliger les compagnies de téléphone, télégraphe et pouvoir à déposer au bureau de la cité

valuation of the second factory of the Northern Electric Company Limited; preparation of a special roll; ratification of certain sales and exchanges of lanes; and for all other purposes.

Montreal, October 15, 1951.

LACROIX & VIAU,
31253-42-4-o Attorneys for the City of Lachine.

Notice is hereby given that Mr. Joseph, Jean-Jacques, Maurice, Louis Ship, alias Gingras, of the city and district of Montreal, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying his name.

Montreal, October 16, 1951.

MARCEL LANDRY,
31209-42-4-o Attorney for the petitioner.

TOWN OF LAUZON

Notice is hereby given by the Town of Lauzon, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To change the name of the town into that of "The City of Lauzon";

2. To fix an indemnity for cost of representation of the mayor and aldermen and reimburse them for their rightfull expenses for trips authorized by the Council in the interest of the city;

3. To authorize the formation of a Sports Commission and a Town-Planning Commission;

4. To compile the list of electors, street by street, according to the street numbers or the cadastral numbers of each range, and not alphabetically;

5. To change the polling hours for the municipal elections;

6. To modify the procedure in the case of the approval of a by-law in number and in value;

7. To amend or replace the actually existing building and zoning regulations without any other formality than the approval of the Municipal Council and the Minister of Municipal Affairs;

8. To regulate building;

9. To prohibit or restrict the erecting of signs whether on private or public property;

10. To order the expropriation of dwelling places which are known to be unsanitary and which have been declared by the municipal Health authority as unfit for human habitation;

11. To provide for the removal of garbage and levy a tax to defray the cost of same;

12. To prescribe that the building and maintaining of private pipes and their connection with the main pipes shall be made at the cost of the proprietor after first depositing an amount sufficient to cover their cost and that of repairing the street and sidewalk; the cost of the said works constituting a privileged debt against the property on the same footing as the land tax;

13. To oblige proprietors to submit any subdivision plan, which would entail the opening of new streets, to the approval of the Council and to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the city;

14. To regulate and interrupt traffic in the streets of the city in certain cases;

15. To oblige telephone, telegraph and power companies, to file, in the office of the city, a plan

un plan en triplicata de tous les détails de construction pour les travaux à être effectués dans les rues, ruelles et parcs de la cité;

16° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

17° Autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infraction aux règlements de la circulation;

18° Imposer une taxe sur les véhicules automobiles employés à la livraison d'effets ou marchandises dans la cité;

19° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets ou comptoirs ambulants;

20° Ordonner la fermeture durant certaines heures de certains établissements commerciaux.

21° Permettre aux employés de la cité de pénétrer sur toute propriété privée pour y enlever certaines nuisances;

22° Prendre en faveur des employés de la cité une assurance collective sur leur vie et couvrant les risques d'accident et de maladie;

23° Confection annuelle du rôle d'évaluation, des biens imposables, et non imposables dans la cité suivant leur valeur réelle et adjoindre un ou des experts aux estimateurs;

24° Obliger tout propriétaire qui subdivise un immeuble à transmettre au trésorier de la cité dans un délai de trente jours en duplicata un plan officiel de la subdivision;

25° Établir dans le cas des nouvelles industries pour une période d'au plus 10 ans l'évaluation des immeubles et machineries à une somme de pas moins de 50% de leur évaluation municipale chaque année;

26° Exempter de la taxe de locataire tout vendeur d'un immeuble à réméré déjà assujéti à une taxe foncière et qui l'occupe lui-même;

27° Rendre valide à certaines conditions le titre de vente, consenti par la Cité après le délai fixé par la loi, d'un immeuble qu'elle avait acquis à la suite d'une vente pour taxes;

28° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour travaux permanents urgents et dépenses urgentes;

29° Octroyer des deniers pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres de loisir, l'organisation des jeux et des sports dans la municipalité;

30° Posséder un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût total ne devra pas excéder \$100,000.00 avec pouvoir de vendre les dits immeubles ou de les louer à certaines conditions; le tout sujet à l'approbation des électeurs, de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales.

31° Appliquer la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux, au trésorier et au greffier de la cité;

32° Défendre aux policiers et pompiers de la Cité d'appartenir à une union qui ne serait pas formée exclusivement des employés de la Cité.

Lauzon, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,
31272-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

in triplicate, giving full details of the works to be undertaken by them in the streets, lanes and parks of the city;

16. To limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

17. To authorize the collection of fines on notices of summons in the case of violations of traffic laws;

18. To levy a tax on motor vehicles used for delivering effects or merchandise in the city;

19. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters;

20. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

21. To permit the City employees to enter any private property to remove certain nuisances;

22. To take out a group insurance in favour of the employees of the city on their life and covering accidents and sickness;

23. The annual compiling of the valuation roll of taxable and non-taxable properties in the city according to their real value and associate one or more experts to the assessors;

24. To oblige any proprietor who subdivides an immovable, to forward, to the City Treasurer within a delay of thirty days, in duplicate, an official plan of the subdivision;

25. To establish, in the case of new industries, for a period of ten years at the most, the valuation of the immovables and machinery at a sum of not less than 50% of their municipal valuation each year;

26. To exempt from the tenants' tax any vendor of an immovable subject to right of redemption already subject to a land tax and which is occupied by him;

27. To render valid, on certain conditions, the deed of sale, consented by the City, after the delay fixed by Law, of an immovable which it acquired through a sale for taxes;

28. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$50,000 for urgent permanent works and urgent expenses;

29. To grant money towards the encouragement of arts and science, the establishment of recreation centres, the organizing of games and sports in the municipality;

30. To own one or more immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed \$100,000 with power to sell the said immovables or lease them under certain conditions; the whole subject to the approval of the electors, the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs;

31. To apply the provisions of the Municipal Officers Dismissal Act to the treasurer and clerk of the city;

31. To forbid the policemen and firemen of the city to belong to a union which is not composed exclusively of employees of the City;

Lauzon, this 17th day of October, 1951.

ALBERT DUMONTIER,
31272-43-4 Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné par la ville de Louiseville qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Notice is hereby given by the Town of Louiseville that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

a) Création d'une commission sportive;
b) Détermination des heures de danse dans les salles, cafés, club, restaurants et grills, en même temps que détermination de l'heure des fermetures et imposition d'une licence ou permis aux fins susdites ou prohibition de danse dans les établissements susdits;

c) Réglementer le stationnement, limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

d) Pour permettre la perception, sans procédure légale, d'amendes dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

e) Pour contribuer à aménager et à maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux et pour aider l'agriculture, les arts et les sciences;

f) Pour charger différentes taxes pour l'enlèvement de la neige;

g) Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants ou roulettes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires;

h) Pour imposer une taxe personnelle aux personnes du sexe masculin, majeurs, travaillant dans la ville et n'étant pas chargés d'aucune taxe;

i) Pour taxer par nombre d'unité certains commerces tels que table de billard, chaises de barbiers et de coiffeurs, véhicules (drive-yourself), taxis et camions, etc.;

j) Construire et exploiter des édifices publics.

Louiseville, le 13 octobre 1951.
Le Procureur de la ville de Louiseville,
dans le comté de Maskinongé.

31273-43-4-o

RÉMI PAUL.

a) The creation of a Sport Commission;

b) The fixing of the hours for dancing in halls, cafés, clubs, restaurants and grills, at the same time fixing the closing hour and the imposing of a license or permit for the aforesaid purposes or prohibiting dancing in the aforesaid establishments;

c) To regulate parking, limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

d) To be allowed to collect the fines, without legal proceedings, in cases of violations of the municipal regulations regarding traffic and public safety;

e) To contribute towards equipping and maintaining recreational centres and playgrounds and towards helping agriculture, the arts and sciences;

f) To charge different taxes for snow removal;

g) To regulate, prohibit or limit the number of itinerant or mobile restaurants, used as restaurants or for the making of fried potatoes or other foodstuffs;

h) To impose a personal tax on persons of the male sex, of the age of majority, working in the town and not charged with any other tax;

i) To tax certain businesses on the number of billiard tables, barber and hairdressing chairs, drive-yourself cars, taxis and trucks, etc., owned and operated by them;

j) To build and operate public buildings.

Louiseville, October 13, 1951.
RÉMI PAUL,
Attorney for the Town of Louiseville,
in the county of Maskinongé.

31273-43-4

Avis public est par les présentes donné que Montreal Stock Exchange, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi à l'effet d'augmenter la somme à laquelle sont limités par sa charte la valeur des biens de la corporation et le capital qu'elle peut prélever.

Montréal, le 24 octobre 1951.

Les Procureurs de la requérante.

McMICHAEL, COMMON, HAWARD,
31308-43-4-o KER & CATE.

Public notice is hereby given that Montreal Stock Exchange, a corporation having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act increasing the sum to which the value of the property of the corporation and the capital which may be raised by it are limited by its charter.

Montreal, October 24, 1951.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,

31308-43-4-o KER & CATE,
Attorneys for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Bertha Parker, épouse de feu Alphonse-S. Pelletier, de la cité de Lachine, Annie Parker, épouse de feu Edouard Millaire, de la cité de Montréal, Caroline Parker, épouse séparée de biens de A. O. Donavan, de la cité de Montréal, ledit A. O. Donavan, pour autoriser son épouse, Jules Carignan, courtier d'assurance, de la cité de Lachine, Pierre Carignan, avocat, de la cité de Lachine, Helene Carignan, en religion Sœur Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, Lucie Carignan, en religion, Sœur Saint-Pascal-Baylon de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, toutes deux actuellement en Afrique, représentées par Anatole Carignan, de la cité de Lachine, tous du district de Montréal, et Louis-Georges Carignan, ingénieur civil, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi précisant certaines dispositions du testament et des codicilles

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Bertha Parker, wife of the late Alphonse-S. Pelletier, of the City of Lachine, Annie Parker, wife of the late Edouard Millaire, of the City of Montreal, Caroline Parker, wife separated as to property of A. O. Donavan, of the City of Montreal, the said A. O. Donavan to authorize his wife, Jules Carignan insurance broker, of the City of Lachine, Pierre Carignan, advocate, of the City of Lachine, Helene Carignan, in religion Sister Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, both actually in Africa represented by Anatole Carignan, of the City of Lachine, all of the District of Montreal, and Louis-Georges Carignan, civil engineer, of the City of Sherbrooke, District of St. François, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the purpose of an Act ratifying certain provisions of the will and codicils of the late John Parker, in his life-

de feu John Parker, en son vivant contracteur de la cité de Lachine, pour autoriser la vente de certains immeubles de la Succession, de gré à gré, et pour autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires.

31309-43-4-o LACROIX & VIAU,

time contractor of the City of Lachine, in order to authorize the sale of certain immovables of the Estate, by private agreement, and for any other purposes.

Montreal, October 23, 1951.

LACROIX & VIAU.

31309-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que Marie Bibianne Simonne Guimont, étudiante, d'Outremont, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie Bibianne Simonne Authier.

Québec, le 25 octobre 1951.

L'Avocat de la Pétitionnaire,

31340-44-4-o J. ROBERT BEAUDOIN, C.R.

Notice is hereby given that Marie Bibianne Simonne Guimont, student of Outremont, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to change her name to that of Marie Bibianne Simonne Authier.

Quebec, October 25th, 1951.

J. ROBERT BEAUDOIN, K.C.,

31340-44-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour faire modifier sa charte et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à emprunter: \$200,000.00 pour la construction de pavages permanents; \$100,000.00 pour la réfection de la couche de surface des pavages; \$25,000.00 pour la préparation d'un plan d'urbanisme; \$700,000.00 pour la construction d'un incinérateur; \$300,000.00 pour l'achat de terrains de stationnement; pour être autorisée à augmenter la pension payable à un certain nombre d'employés permanents ayant atteint l'âge de retraite — pour fixer le délai pendant lequel des plaintes pourront être faites aux rôles d'évaluation — pour modifier la loi concernant les licences des propriétaires de taxi; la législation concernant les octrois que la Cité est autorisée à verser annuellement — demander des pouvoirs additionnels pour le service de la neige dans la cité — demander l'autorisation d'établir des compteurs de stationnement et régler leur usage dans la cité — pour être autorisée à obliger tout propriétaire ou locataire à afficher le prix de location de sa chambre — pour augmenter le pouvoir d'emprunts annuels de la Cité pour sa contribution à la construction des trottoirs permanents et rendre uniforme cette contribution de la Cité dans tous les cas — pour demander le pouvoir d'exproprier pour fins d'améliorations publiques — pour modifier la loi qui régit la Commission de l'Exposition — pour demander des sources additionnelles de revenus — pour modifier les pouvoirs de consolidation des frais de finance des émissions d'obligations — pour déterminer comment les contribuables des territoires annexés à la cité seront représentés au Conseil Municipal — pour modifier la loi qui accorde des exemptions de taxes — et tous autres amendements jugés nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 26 octobre 1951.

Les Procureurs de la Cité de Québec,

31341-44-4-o PELLETIER, GODBOUT & LECLERC.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Laurent, présenteront, à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle ils demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi aux fins ci-après mentionnées:

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, for amendments to its charter and the Acts amending same, so as to be authorized to borrow: \$200,000 for permanent paving; \$100,000 for resurfacing pavements; \$25,000 for the preparation of a town-planning project; \$700,000 for the building of an incinerator; \$300,000.00 for the purchase of parking grounds; to be authorized to increase the pension payable to a certain number of permanent employees who have reached the age for retirement — to fix the delay wherein complaints may be made as regards the valuation roll — to amend the law concerning licenses for taxi owners; the legislation concerning grants which the City is authorized to give annually — to request additional powers for the snow removal service in the city — to request the authorization to install parking meters and regulate their use in the city — to be authorized to oblige any proprietor or tenant to display the rental price of his rooms — to increase the city's power to borrow annually for its contribution towards permanent sidewalks and to render uniform this contribution from the City for all cases — to request the power to expropriate for purposes of public improvements — to amend the law governing the Exhibition Commission (Commission de l'Exposition) — to request additional sources of revenue — to amend the powers for consolidating the financial expenses regarding the issue of bonds — to determine the manner in which taxpayers of territories annexed to the city will be represented on the Municipal Council — to amend the law which grants exemptions from taxes — and all other amendments deemed necessary for the good management of the city.

Quebec, October 26, 1951.

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,

31341-44-4 Attorneys for the City of Quebec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the School Municipality of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by a petition introducing a private bill whereby they will request from the Legislature of Quebec the passing of a bill or act for the following purposes:

- a) Annexer le territoire des commissions scolaires suivantes: La Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu et la Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse;
 b) Fixer une indemnité pécuniaire pour les Commissaires d'Écoles, payable annuellement;
 c) Déterminer une évaluation fixe concernant les immeubles de certaines industries situées dans la Municipalité de la Paroisse de St-Laurent;
 d) Changer la date des élections des Commissaires d'Écoles;

Et pour d'autres fins.

Ville St-Laurent, ce 25 octobre 1951.

Le Procureur des Requérants,

31343-44-4-0 MAURICE SAUVÉ.

- a) To annex the territory of the following school commissions: The School Commission of Côte de Notre-Dame de Vertu and the School Commission of Côte de Notre-Dame de Liesse;

- b) To fix a pecuniary indemnity for the School Commissioners, payable annually;

- c) To determine a fixed valuation on the immovables of certain industries situate in the Municipality of the Parish of St-Laurent;

- d) To change the date of elections for the School Commissioners;

And for other purposes.

Ville St-Laurent, October 25, 1951.

MAURICE SAUVÉ,

31343-44-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que le Dr Dan Roston, de Weyburn, Province de la Saskatchewan, s'adressera à la Législature, lors de la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre à la pratique de la profession de Chirurgien-Dentiste, après examen et autres conditions.

Montréal, 15 octobre 1951.

Le Procureur du Requérant,

31342-44-4-0 ALBERT THÉBERGE, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation Municipale de la Paroisse de St-Laurent s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1. Annexer pour fins municipales ce territoire borné au sud par le chemin public dit "chemin du Bois-Franc"; vers l'est par le lot N° 124 du cadastre officiel de la Paroisse Saint-Laurent et une partie du lot N° 4 du cadastre officiel de la paroisse Sainte Geneviève; au nord par la limite sud du chemin de fer propriété actuelle des chemins de fer du Canadien National et vers l'est par une partie du lot N° 89 du cadastre officiel de la Paroisse Saint Laurent.

Ce territoire comprend les lots et parties des lots suivants: Pt 123; Pt 119; 118; 117; Pt 116; Pt 114; Pt 113; Pt 112; Pt 111; Pt 110; Pt 109; Pt 108; Pt 107; Pt 106; Pt 105; Pt 104; Pt 103; Pt 97; Pt 96; tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent ainsi que le chemin public traversant ce territoire du nord au sud, le tout contenant en superficie 768.33 arpents.

Toutes ces parties de lots sont les parties sud-est des lots originaires et sont situées au sud du chemin de fer traversant la municipalité du Village de Saraguay.

2. Fixer, par règlement, à trois ans le terme d'office du maire et des conseillers à compter des prochaines élections.

Paroisse de St-Laurent, ce 26 octobre 1951.

Le Procureur de la Paroisse de St-Laurent,

HENRI S. BEAULIEU.

31344-44-4-0

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V. chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes; pour valider

Notice is hereby given that Dr. Dan Roston of Weyburn, Province of Saskatchewan, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental-Surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of dental-surgeon, after examination and other conditions.

Montreal, October 15, 1951.

ALBERT THÉBERGE, K.C.

31342-44-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Parish of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To annex, for municipal purposes, that territory bounded on the south by the public road called "Chemin du Bois-Franc", on the east by lot No. 124 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent and a part of lot No. 4 of the official cadastre for the parish of Sainte-Geneviève; on the north by the south limit of the railway, the actual property of the Canadian National Railways and on the east by a part of lot No. 89 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent.

The said territory comprises the following lots and parts of lots: Pt. 123; Pt. 119; 118, 117; Pt. 116; Pt. 114; Pt. 113; Pt. 112; Pt. 111; Pt. 110; Pt. 109; Pt. 108; Pt. 107; Pt. 106; Pt. 105; Pt. 104; Pt. 103; Pt. 97; Pt. 96; all of the official cadastre for the Parish of Saint-Laurent and also the public road crossing the said territory from north to south, the whole containing a superficial area of 768.33 arpents.

All the said parts of lots are the southeast parts of original lots and are situate south of the railway running through the municipality of the Village of Saraguay.

2. To fix, by by-law, the term of office of the mayor and councillors to three years as from the next elections.

Parish of St-Laurent, this 26th day of October, 1951.

HENRI S. BEAULIEU,

Attorney for the Parish of St-Laurent.

31344-44-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of St-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, Act 24, George V, Chapter 94 and amendments, concerning the following matters: to validate and con-

et confirmer une résolution de son conseil décidant que l'évaluation à \$75,000.00 faite par les estimateurs municipaux, pour l'année 1951, du nouvel immeuble de la compagnie Gaylord Products of Canada Limited, sis au coin des rues Ste-Anne et Morison, à St-Hyacinthe, ne soit pas augmentée pendant une période de dix ans, à partir du premier janvier 1952; pour l'autoriser à emprunter par règlement, une somme n'excédant pas \$150,000.00 pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et pour autres fins.

St-Hyacinthe, ce 29 octobre 1951.

Le Procureur de la Cité de

St-Hyacinthe.

GAËTAN SYLVESTRE,

31356-44-4-o

firm a resolution of its Council deciding that the valuation of \$75,000 made by the municipal assessors for the year 1951, on the new building of Gaylord Products of Canada Limited, situate at the corner of Ste-Anne and Morison Streets, in St-Hyacinthe, be not increased for a period of ten years, as from January first, 1952; to authorize it to borrow, by By-law, an amount not exceeding \$150,000, to acquire or erect building to serve municipal or industrial purposes, and for other purposes.

St-Hyacinthe, this 29th day of October 1951.

GAËTAN SYLVESTRE,

Attorney for the City of

St-Hyacinthe.

31356-44-4

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Limbour dans le comté de Gatineau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander une modification de l'arrêté en conseil du 20 juin 1946, aux fins de définir bien clairement les limites de la municipalité scolaire de Limbour par une nouvelle description territoriale

Le Procureur des Requérants,

ROLAND ST-ONGE.

31362-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Limbor in the county of Gatineau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an amendment to the Order in Council of the 20th of June, 1946, for the purpose of defining very clearly the limits of the school municipality of Limbour by a new territorial description.

ROLAND ST-ONGE,

Attorney for petitioners.

31362-44-4

Avis public est présentement donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins suivantes: pour déterminer une évaluation fixe concernant les biens imposables des industries Webster & Horsfall (Canada) Limited et Columbus Textile Co. Ltd.; pour amender l'article 17 de la charte (22 George V, chapitre 108, article 1); pour amender l'article 72 de la charte (19 George V, chapitre 98, article 4); pour amender l'article 55 de la charte (12 George VI, chapitre 53, article 1) quant aux octrois à la Bibliothèque, aux dispensaires, œuvres de charité et maisons d'éducation; pour être autorisée à installer des compteurs de stationnement payants dans les rues et places publiques de la Cité et à en régler le tarif, le fonctionnement et l'administration; pour faire ratifier l'achat d'un système de réfrigération, son installation au Colisée du Parc de l'Exposition ainsi que les dépenses faites dans ce but; pour faire ratifier l'achat d'un plancher de patinage à roulettes pour compléter l'installation du Colisée du Parc de l'Exposition; pour faire considérer comme privilégiés les rapports et opinions de l'avocat au Conseil dans les affaires litigieuses; pour demander l'abrogation du paragraphe 22 de l'article 526-a de la Loi des Cités et Villes, édicté pour la Cité par la loi 6 George VI, chapitre 76, article 2; pour être autorisée à emprunter les argents nécessaires à payer le coût de l'expropriation de certaines propriétés ainsi que le coût des dépenses faites ou à faire pour la transformation du Colisée en aréna; pour obtenir des dispositions spéciales quant à la préparation de la liste électorale; pour ratifier une émission de débentures datées du 1er novembre 1951; et tous autres amendements jugés nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Trois-Rivières, 5 novembre 1951.

Le Procureur de la Cité des Trois-Rivières,

LÉOPOLD PINSONNAULT.

14306-45-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: to determine a fixed valuation concerning the taxable properties of the industries of Webster & Horsfall (Canada) Limited and Columbus Textile Co. Ltd.; to amend section 17 of the charter (22 George V, chapter 108, section 1); to amend section 72 of the charter (19 George V, chapter 98, section 4); to amend section 55 of the charter (12 George VI, chapter 53, section 1) as regards grants to the Library, to dispensaries, charitable works and educational establishments; to be authorized to install pay parking meters in the streets and public places of the city and to regulate the tariff therefor, their operation and management; to have the purchase of a refrigeration system and its installation in the Coliseum of the Exhibition Park (Colisée du Parc de l'Exposition) ratified, as well as the expenses incurred for such purpose; to have ratified the purchase of a roller skating floor to complete the installation of the Coliseum of the Exhibition Park (Colisée du Parc de l'Exposition); to have the reports and opinions of the advocate of the Council considered as privileged in litigious matters; to request the repeal of paragraph 22 of section 526-a of the Cities and Towns Act, enacted for the City by the Act 6 George VI, chapter 76, section 2; to be authorized to borrow the money required to pay the cost of expropriating certain properties as well as the cost of incurred or to be incurred for transforming the Coliseum into an arena; to obtain special provisions as regards the preparation of the electoral list; to have an issue of debentures dated November 1st, 1951, ratified; and all other amendments deemed necessary for the proper administration of the City.

Trois-Rivières, November 5, 1951.

LÉOPOLD PINSONNAULT,

Attorney for the City of Trois-Rivières.

31406-45-4

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

La limitation du nombre des taxis et autres pouvoirs les concernant; l'imposition à titre de taxe d'eau, dans le cas d'un lot non subdivisé d'une taxe de 4% de la valeur d'une lisière de cent pieds en profondeur de la ligne d'une rue, lorsque la construction ou maison se trouve à plus de deux cents pieds de la dite ligne; l'amendement de l'article 6, de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux fins de rendre l'imposition de la taxe d'affaires imposable suivant la valeur annuelle en ce qui concerne les commerces généralement et autre moyen de profit et d'existence, et sur la valeur réelle des immeubles, quant à ce qui concerne les commerces et industries situés dans certaines zones; le droit d'emprunter avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec cinquante-huit mille dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'excédent du coût des travaux à l'usine de filtration autorisés par le règlement numéro 268, trente-deux mille huit cents dollars au cours de l'année 1952, pour l'achat d'un souffleur à neige, vingt-neuf mille cinq cents dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'insuffisance des frais d'émission des règlements numéros 268, 275, 283, 292 et 294 vendus à un taux plus bas que prévu, quatre-vingt mille dollars au cours de l'année 1952, pour rencontrer le coût du gravelage, du pavage et de la construction des chaînes de rues de la Cité; l'imposition à toutes, fins, d'une lisière de cent pieds en profondeur de tout terrain employé à des fins agricoles et non bâti, de même que tout autre terrain situé en front d'un chemin, d'une rue ou d'une avenue et non bâti; l'amendement de l'article 6, de la loi 14-15 George VI, chapitre 83, aux fins d'édicter que dans la computation de la population des municipalités sujettes à la taxe de vente, il ne soit tenu compte que des personnes légalement domiciliées et pour obliger le trésorier de la Cité de Québec à remplir certaines formalités.

Québec, le 5 novembre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31391-45-4-o

PHILIPPE LANCTOT.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Sir Frederick Carson, Chevalier, l'honorable Wilfrid Bovey, membre du conseil législatif, Léo W. Vézina, exécutif, et autres, tous des district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant les requérantes et leurs successeurs en office, en corporation sous le nom de "Reddy Memorial Hospital", et octroyant à la dite corporation les droits et pouvoirs dont elle a besoin aux fins d'opérer, administrer et développer son hôpital général avec service de médecine, de chirurgie, d'obstétrique, d'orthopédie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maison de gardes-malades, quartier de médecins et école de gardes-malades étudiantes et post-graduées.

Montréal, le 19 septembre 1951.

Le Procureur des Pétitionnaires,

31129-41-4-o

L. M. BLOOMFIELD.

PUBLIC NOTICE

CITY OF SILLERY

Notice is given that the petitioner, the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament, at Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining amendments to its charter and also the following additional powers:

Limiting the number of taxis and other powers concerning them; imposing, under the title of water tax, in the case of an unsubdivided lot, a tax of 4% of the value of a strip of 100 feet in depth from the street line, when the building or house lies at more than two hundred feet from the said line; amending section 6, of the Act 14 George VI, chapter 101, for the purpose of rendering the levying of the Business Tax imposable according to the annual value as regards commerce in general and other means of earning a profit or livelihood, and on the real value of immovables, as regards any commerce or industry situate in certain zones; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, fifty-eight thousand dollars during the year 1952 to cover the excess cost of the works connected with the filtering plant authorized by by-law No. 268; thirty-two thousand eight hundred dollars during the year 1952 for the purchase of a snow blower, twenty-nine thousand five hundred dollars during the year 1952 to cover the deficiency in costs of the issue under by-laws Nos. 268, 275, 283, 292 and 294 sold at a rate lower than was expected, eighty thousand dollars during the year 1952 to meet the cost of gravelling, paving and building curbs on the city streets; the levying of a tax, for all purposes, on a strip of 100 feet in depth on any lot of land used for agricultural purposes and not built upon, likewise on any other lot of land fronting on a road, a street or avenue not built upon; the amendment of section 6, of the Act 14-15 George VI, chapter 83, for the purpose of enacting that in the computation of the population of municipalities subject to sales tax, only persons legally domiciled therein shall be included, and to oblige the treasurer of the City of Quebec to fulfill certain formalities.

Quebec, November 5, 1951.

PHILIPPE LANCTOT.

31391-45-4

Attorney for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Sir Frederick Carson, Knight, The Honourable Wilfrid Bovey, Member of the Legislative Council, Léo W. Vézina, gentleman and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act incorporating the said petitioners as a corporation under the name, "Reddy Memorial Hospital" and granting the said corporation, the rights and powers which it requires to operate, administer and develop its general hospital, with medical, surgical, obstetric, orthopaedic services, dispensaries, clinics and laboratories for scientific research and experimentation, nurses' residence, doctors' quarters and student and post-graduate nurses' school.

Montreal, September 19th, 1951.

L. M. BLOOMFIELD,

31129-41-4-o

Attorney for Petitioners.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1236

Québec, le 31 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certains terrains soustraits à la prospection et au jalonnement de claims miniers.

ATTENDU QUE le Gouvernement du Canada a entrepris l'érection, dans la paroisse de St-Sylvestre, comté de Lotbinière, d'un poste de radar;

ATTENDU qu'à cette fin, les terrains ci-après désignée lui sont nécessaires pour construction de route, de bâtiments, d'une tour, poste émetteur, etc.

ATTENDU qu'il convient, dans l'intérêt public, de fermer ces terrains à la prospection.

Vu le paragraphe 7° de l'article 227 de la Loi des Mines de Québec (chapitre 196 des Statuts Refondus de la Province de Québec.)

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE les terrains dont suit la liste, et y décrits, soient soustraits à la prospection et au jalonnement de claims miniers, savoir:

1° Les lots numéros 585 à 591 inclusivement, 600, 601, 613 à 616 inclusivement, 730 à 736 inclusivement, du cadastre pour la paroisse de St-Sylvestre, comté de Lotbinière;

2° Les lots numéros 192, 192a, 192b, 192d, 201, 209, 210, 211 et 214 inclusivement, du cadastre pour la paroisse de St-Séverin, comté de Beauce.

(Signé) A. MORISSET,

31389-0

Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1236

Quebec, October 31, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain lands restrained from prospecting and staking out of mining claims.

WHEREAS the Government of Canada has undertaken the erecting, in the parish of St-Sylvestre, county of Lotbinière, of a radar station;

WHEREOF for such purpose, the lands hereinafter designated will be required for the building of a road, buildings, a tower, broadcasting station, etc.

WHEREAS it is expedient, in the interest of the public, to close the said lands to prospecting.

IN VIEW of paragraph 7 of section 227 of the Quebec Mining Act (chapter 196 of the Revised Statutes of the Province of Québec.)

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the lands listed below, and described therein, be restrained from prospecting and staking out of mining claims, to wit:

1. Lots Nos. 585 to 591 inclusively, 600, 601, 613 to 616 inclusively, 730 to 736 inclusively, of the cadastre for the Parish of St-Sylvestre, county of Lotbinière;

2. Lots Nos. 192, 192a, 192b, 192d, 201, 209, 210, 211 and 214 inclusively, of the cadastre for the Parish of St-Séverin, county of Beauce.

(Signed) A. MORISSET,

31389

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228.

Québec, le 31 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dame dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375 du 11 septembre 1937, amendé par les arrêtés numéros 1405, 2590 et 3582 des 3 avril, 5 juillet et 4 octobre 1940, 2457 du 22 septembre 1941, 1572 du 2 juillet 1942, 1943 du 9 juin 1943, 1116 du 5 avril 1944, 2587, 2857, 3992 et 4711 des 3 et 17 juillet, 3 octobre et 14 novembre 1946, 483-B du 7 avril 1948, 592-A et 1129-A des 8 juin et 13 octobre 1949 et 93-B du 25 janvier 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.

PRESENT: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, as amended), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree number 2375 of September 11, 1937, as amended by Orders 1405, 2590 and 3582 of April 3, July 5 and October 4, 1940, 2457 of September 22, 1941, 1572 of July 2, 1942, 1943 of June 9, 1943, 1116 of April 5, 1944, 2587, 2857, 3992 and 4711 of July 3 and 17, October 3 and November 14, 1946, 483-B of April 7, 1948, 592-A and 1129-A of June 8 and October 13, 1949 and 93-B of January 25, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 septembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été présentée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2375, soit modifié comme suit:

1° L'article VII est remplacé par le suivant:
"VII. a) *Taux minima pour le travail à la semaine*: L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce:

	<i>L'heure</i>
Coupeur très compétent	\$1.35
Coupeur moins compétent	1.025
Coupeur de fournitures	1.04
Tailleur de fournitures	1.12
Aide-tailleur de fourrure	0.835
Faufleur à la machine	0.835
Opérateur de machine spéciale	0.835
Poseur de boutons	0.59
Ouvrier général	0.59
Examineur	0.59

b) *Taux minima pour travail à la pièce*: Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaire suivante s'applique:

	<i>\$</i>
Opérateur compétent	\$1.35
Opératrice compétente	1.105
Opérateur ou opératrice qui travaille ensemble "section operators"	1.35
Presseur de dessus	1.35
Presseur à la machine	1.35
Sous-presseur	1.28
Presseur de pièces	1.025
Opérateur moins compétent	1.025
Opératrice moins compétente	0.96
Faiseur de jupes	0.835
Faiseur de doublures	0.835
Finisseur	0.835
Faufleur à la main	0.835

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux horaires minima ci-dessus. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes.

2° L'article IX est remplacé par le suivant:
"IX. Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) *Apprentis-opérateurs, presseurs et tailleurs de fourrure*: Un apprenti-opérateur, presseur et tailleur de fourrure est un commençant et doit être rémunéré conformément à l'échelle suivante:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$16.20
Après le premier semestre	20.24
Après le deuxième semestre	24.28
Après le troisième semestre	28.30
Après le quatrième semestre	32.34
Après le cinquième semestre	36.38
Après le sixième semestre	40.48

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 8, 1951;

WHEREAS no objection has been submitted against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 2375, be amended as follows:

1. Section VII is replaced by the following:
"VII. a) *Minimum rates for week work*: The following minimum scale of wages shall apply to employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece-work basis:

	<i>per hour</i>
Full skilled cutter	\$1.35
Semi-skilled cutter	1.025
Trimmer	1.04
Fur tailor	1.12
Assistant fur tailor	0.835
Machine baster	0.835
Special machine operator	0.835
Button sewer	0.59
General hand	0.59
Examiner	0.59

b) *Minimum rates for piece work*: Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	<i>per hour</i>
Skilled operator (male)	\$1.35
Skilled operator (female)	1.105
Section operator (male and female)	1.35
Top presser	1.35
Machine presser	1.35
Under presser	1.28
Piece presser	1.025
Semi-skilled operator (male)	1.025
Semi-skilled operator (female)	0.96
Skirt maker	0.835
Lining maker	0.835
Finisher	0.835
Hand baster	0.835

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

2. Section IX is replaced by the following:
"IX. Apprentices are limited to five percent (5%) in number of the workers employed in the respective establishments.

a) *Apprentice Operators, Pressers and Fur Tailors*: An apprentice operator, presser or fur tailor is a beginner and shall work under the following schedule:

	<i>per week</i>
First six months	\$16.20
At the end of six months	20.24
At the end of twelve months	24.28
At the end of eighteen months	28.30
At the end of twenty-four months	32.34
At the end of thirty months	36.38
At the end of thirty-six months	40.48

b) *Apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale*: Les apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machine spéciale doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

	par semaine
Premier semestre	\$16.20
Après le premier semestre	20.24
Après le deuxième semestre	24.28
Après le troisième semestre	28.30
Après le quatrième semestre	33.44

c) *Apprentis-coupeurs et coupeurs de fournitures*: Un apprenti-coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

	par semaine
Premier semestre	\$16.20
Après le premier semestre	20.24
Après le deuxième semestre	24.28
Après le troisième semestre	28.30
Après le quatrième semestre	32.34
Après le cinquième semestre	36.38
Après le sixième semestre	40.48
Après le septième semestre	47.20
Après le huitième semestre	53.92

Le Bureau des examinateurs garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de fournitures pour une période minimum de quatre (4) années et décide s'il doit être classifié comme coupeur très compétent.

Lorsque le Bureau des examinateurs juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément aux définitions de métiers du présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré à raison de \$53.92 par semaine ou, de \$1.35 l'heure, tel que prévu dans le décret.

Le Bureau des examinateurs peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire, s'ils reçoivent moins que \$53.92 par semaine, et ledit bureau déterminera tel taux en conséquence.

En tout temps après cette période, le candidat peut demander au Bureau des examinateurs d'être promu à la classe de coupeur très compétent et le Bureau des examinateurs doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

d) *Apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs*: 1. Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de dix-huit (18) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du présent décret, à savoir

	par semaine
Premier semestre	\$16.20
Après le premier semestre	18.90
Après le deuxième semestre	21.58
Après le troisième semestre	23.76

2. L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur, faiseur de doublures, faiseur de jupes, faufleur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum pré-

b) *Apprentice skirt makers, Lining makers, Finishers, Machine Basters, Hand Basters and Special Machine Operator*: Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

	per week
First six months	\$16.20
At the end of six months	20.24
At the end of twelve months	24.28
At the end of eighteen months	28.30
At the end of twenty-four months	33.44

c) *Apprentice Cutters and Trimmers*: An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter under the following schedule:

	per week
First six months	\$16.20
At the end of six months	20.24
At the end of twelve months	24.28
At the end of eighteen months	28.30
At the end of twenty-four months	32.34
At the end of thirty months	36.38
At the end of thirty-six months	40.48
At the end of forty-two months	47.20
At the end of forty-eight months	53.92

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four years and shall determine his ability to become a full-skilled cutter.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter as contained in the definitions of drafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full skilled cutter and be paid the minimum rate of \$53.92 per week, or \$1.35 per hour as provided for in the decree.

The "Board of Examiners" may also determine that the applicant although not fully qualified to become a full skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain and increase over his present rates of pay if receiving less than \$53.92 per week, and shall determine such rates accordingly.

At any future time the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of full-skilled cutter, and the "Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

d) *Apprentice Button-sewers, General Hands and Examiners*: 1. Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship respectively at the end of eighteen (18) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the present decree, namely:

	per week
First six months	\$16.20
At the end of six months	18.90
At the end of twelve months	21.58
At the end of eighteen months	23.76

2. All apprenticeship in the crafts of assistant operator, lining maker, skirt maker machine baster and special machine operator, must be completed at the end of the second year and, in the case of the operator, at the end of the third year and irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall

vu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

3. L'apprentissage des métiers, d'aide-tailleur, finisseur, faufileur à la main, doit être terminé à la deuxième année et, dans le cas du tailleur de fourrure, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

4. L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

5. L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de fournitures doit être terminé à la fin de la quatrième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

6. Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Nonobstant les taux minima du présent décret tous les salariés payés à l'heure ou à la semaine doivent recevoir, une augmentation de 4 2'30% sur leur taux en vigueur le 4 août 1951.

Nonobstant les taux horaires minima du présent décret, tous les taux pour travail à la pièce en vigueur le 4 août 1951, doivent être majorés de 3 1/2%.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

3. All apprenticeship in the crafts of assistant tailor, finisher, hand baster, shall be completed at the end of the second year and, in the case of a fur tailor, at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

4. All apprenticeship in the crafts of top-pressers, under-pressers and machine pressers shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

5. All apprenticeship in the crafts of full-skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer, must be completed at the end of the fourth year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time and apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

6. Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examinations."

Notwithstanding the minimum rates of the present decree, all week or hourly workers shall receive an increase of 4 2'30% over their rates of pay prevailing on August 4th 1951.

Notwithstanding the minimum rates per hour set forth in the present decree, all piece-work rates shall be increased by 3 1/2% over and above rate paid on August 4th 1951."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,

31424-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 302049. Eunice Marie Cain, demanderesse; vs James Arthur Bruce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, le 27 octobre 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
31371 SPERBER, GOLD & LAPIN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 306991. Dame Lumina Saint-Louis, demanderesse, vs Rosario Payette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, le 30 octobre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31372 JOHN M. SCHLESINGER.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 302049. Eunice Marie Cain, plaintiff, vs James Arthur Bruce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, October 27th, 1951.

Signed SPERBER, GOLD & LAPIN,
31371-o Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 306991. Lumina Saint-Louis, plaintiff, vs Rosario Payette, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, October 30th, 1951.

JOHN M. SCHLESINGER,
31372-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Province de Québec

VILLE DE CHARLESBOURG

Avis au public concernant le changement de dates pour la présentation des Candidats et la tenue des Élections Municipales.

Les soussignés, respectivement maire et secrétaire-trésorier de la ville de Charlesbourg, donnent avis au public que le conseil municipal de la dite ville a adopté, à sa séance du 9 octobre 1951, une résolution pour qu'à l'avenir la date des élections municipales soit fixée au premier jour juridique du mois de mai, tous les deux ans, et celle de la présentation des candidats au vingt-cinq avril précédent et si ce jour là est fête légale au premier jour juridique suivant et qu'ils ont été autorisés à donner le present avis.

Ils donnent avis également qu'à l'expiration des quatre semaines consécutives qui suivront la publication de cet avis dans la ville et dans la *Gazette officielle de Québec*, ils présenteront une requête au Lieutenant-gouverneur en son conseil pour le prier d'accorder ce changement de dates quant à la présentation des candidats et la tenue des élections municipales comme le prévoit la dite résolution du 9 octobre 1951.

Charlesbourg, ce 29 octobre 1951.

Le Maire,
LÉO FAGUY.
Le Secrétaire-Trésorier,
J.-MARCEL DARVEAU.
L RA

31357-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Cité de Saint-Jean demande au Lieutenant-gouverneur en conseil, d'amender la charte qui la régit en abrogeant l'article 109 et en le remplaçant par l'article 123 de la Loi des Cités et Villes pour faire partie de ladite charte.

Saint-Jean, 30 octobre 1951.

Le Maire,
GEORGES PHANEUF,
Le Secrétaire-Trésorier,
WILFRID BOUTIN.

31358-44-4-o

L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE QUEBEC

Extrait du procès-verbal de l'assemblée des membres de la Corporation de "L'Orchestre Symphonique de Québec," tenue le 8 mai 1950. concernant l'augmentation du nombre des directeurs de ladite corporation de treize (13) à quinze (15):

"Que l'article 32 des règlements de "L'Orchestre Symphonique de Québec", paragraphe (g), soit amendé en remplaçant le mot "quatre" par "six" directeurs adjoints."

Copie conforme, Québec, 2 janvier 1951.

Le Secrétaire,
LIONEL-G. VACHON.

31382-o

ALVINNA SPORTSWEAR INC.

Concernant une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie nommée ci-dessus de trois à quatre)

Miscellaneous Notice

Province of Quebec

TOWN OF CHARLESBOURG

Public notice concerning a change of dates for the Nomination of Candidates and the Holding of Municipal Elections.

The undersigned, respectively Mayor and Secretary-Treasurer of the Town of Charlesbourg and duly authorized to give such notice, hereby give public notice that the Municipal Council of the said town has adopted at its session held on October 9th, 1951, a resolution whereby the municipal elections shall be held on the first judicial day of May, every two years, and the date for the nomination of candidates shall take place the preceding month, on April 25th. Should this date fall on a legal holiday, the nomination shall take place on the following judicial day.

Notice also is given upon the expiration of four consecutive weeks following the publication of this notice in the town and in the *Quebec Official Gazette*, a petition shall be presented to the Lieutenant-Governor in Council requesting that this change of dates be sanctioned.

Charlesbourg, this twenty-ninth day of October, 1951.

LÉO FAGUY,
Mayor.
J.-MARCEL DARVEAU,
Secretary-Treasurer.

31357-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean has petitioned the Lieutenant-Governor in Council, to amend, according to law, its charter by repealing section 109 to be replaced by section 123 of the Cities and Towns Act, which shall be part of the said charter.

Saint-Jean, October 30, 1951.

GEORGES PHANEUF,
Mayor.
WILFRID BOUTIN,
Secretary-Treasurer.

31358-44-4-o

L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE QUÉBEC

Excerpt from the minutes of a meeting of the members of "L'Orchestre Symphonique de Québec", held on May 8, 1950., concerning the increase in the number of directors of the said corporation, from thirteenth (13) to fifteen (15).

"That article 32 of the by-laws of "L'Orchestre Symphonique de Québec", paragraph (g) be amend by replacing the word "four" by the word "six" joint directors".

True Copy, Quebec, January 2, 1951.

LIONEL G. VACHON,
Secretary.

31382

ALVINNA SPORTSWEAR INC.

(Concerning an increase in the directorate of the above named Company from three to four)

Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le règlement 3 (a) de la compagnie soit modifié pour se lire comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs, chacun desquels, au moment de son élection et durant le terme de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie pour le montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Je, le soussigné secrétaire de la compagnie "Alvinna Sportswear Inc.", certifie, par les présentes, que le précédent règlement a été adopté lors d'une assemblée des directeurs de la compagnie Alvinna Sportswear Inc. tenue le 3 janvier 1951, à 10.30 a.m., et a été approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents lors d'une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement le même jour à 11.00 a.m.

[Sceau]
31383

Le Secrétaire,
MRS M. WEGLER.

It was moved, seconded and unanimously resolved that By-Law 3 (a) of the Company, be amended to read as follows:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four directors each of whom at the time of his election and throughout the term of his office, shall be a shareholder on the Company in the amount of at least one share and not in respect of any call thereon."

I, the undersigned, Secretary of "Alvinna Sportswear Inc.", hereby certify that the foregoing By-Law was adopted at a meeting of directors of Alvinna Sportswear Inc., held on January 3rd, 1951, at 10.30 a.m., and was approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting called for considering the said By-Law, on the same day at 11.00 a.m.

[Seal]
31383-o

MRS M. WEGLER,
Secretary.

TIBRA HANDBAGS INC.

Règlement 3 (a)

(diminuant le nombre des directeurs de quatre à trois)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois directeurs, chacun desquels, au moment de son élection et durant le terme de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie pour le montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Je, le soussigné secrétaire de la compagnie "Tibra Handbags Inc.", certifie, par les présentes, que le précédent est le règlement amendé de la compagnie, tel qu'adopté lors d'une assemblée des directeurs de ladite compagnie tenue le 19 juillet 1950, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents lors d'une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer le règlement et tenue le 19 juillet 1950.

[Sceau]
31384

Le Secrétaire,
M. B. BUBALO.

(reducing the number of directors from four to three)

"The affairs of the company shall be managed by a Board of three directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

I, the undersigned, secretary of "Tibra Handbags Inc.", hereby certify that the foregoing is the amended by-law of the company, as adopted at a meeting of the directors of the said company held on July 19th, 1950, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting called for considering the By-law and held on July 19th, 1950.

[Seal]
31384-o

M. B. BUBALO,
Secretary.

CRESTON NOVELTY MFG. CO. LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Creston Novelty Mfg. Co. Ltd.", tenue aux bureaux de Mtres Stein & Stein, procureurs, le 15 mai 1951.

Il a été résolu:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de quatre à trois directeurs.

Certifié copie conforme et exacte.

Le Président,
J. PARIFSKY.
Le Secrétaire,
I. PARIFSKY.

31385

CRESTON NOVELTY MFG. CO. LTD.

Extract of minutes of a meeting of the Board of directors of "Creston Novelty Mfg. Co. Ltd.", held at the offices of Mtres Stein & Stein, Attorneys, on the 15th day of May 1951:

"It was resolved:

That the number of directors of the Company be reduced from four to three directors."

Certified to be a true and exact copy.

J. PARIFSKY,
President.
I. PARIFSKY,
Secretary.

31385-o

SNAPPY HAT MANUFACTURING CO. LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd." tenue aux bureaux de Mtres Stein & Stein, procureurs, le 15 mai 1951.

Il a été résolu:

Extract of minutes of a meeting of the Board of Directors of "Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd.", held at the offices of Mtres Stein & Stein, Attorneys, on the 15th day of May 1951:

"It was resolved:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de quatre à trois directeurs.
Certifié copie conforme et exacte.

Le Président,
J. PARIFSKY.
Le Secrétaire,
I. PARIFSKY.

31386

That the number of directors of the Company be reduced from four to three directors.
Certified to be a true and exact copy.

J. PARIFSKY,
President.
I. PARIFSKY,
Secretary.

31386-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 28 juin 1951, les règlements de l'"Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10 juillet 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31373

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 28th day of June, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chap. 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of July, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31373

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de l'Éternité", en date du 29 mai 1951, dont le siège social est situé à Rivière Éternité, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 octobre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31374-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de l'Éternité" under date the 29th day of May, 1951, whereof the head office is at Eternity River, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of October, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31374

A. JANIN & COMPANY LIMITED
A. JANIN & COMPAGNIE LIMITÉE
(Incorporée en 1925)

Extrait des procès-verbaux d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée tenue à 966 rue Cherrier, Montréal, Qué., le 22 juin 1951, à 11.30 du matin.

Règlement N° 33

Attendu que la compagnie A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventiler ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire de distribuer l'actif de la compagnie entre les actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme le règlement N° 33 de la compagnie A. Janin & Company — A. Janin & Compagnie Limitée que l'actif de la compagnie soit distribué entre les actionnaires.

Je, C. J. Malone, secrétaire de la compagnie A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée, certifie que le règlement annexé a été dûment passé lors d'une assemblée dûment constituée du bureau de direction de la compagnie A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée, à laquelle un quorum légal était présent, et tenue le 22 juin 1951.

[Seal]

Le Secrétaire-Trésorier,
C. J. MALONE.

31390

A. JANIN & COMPANY LIMITED
A. JANIN & COMPAGNIE LIMITÉE
(Incorporated in 1925)

Extract from the minutes of a meeting of the Board of directors of A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée held at 966 Cherrier Street, Montreal, Que., on June 22nd, at 11.30 o'clock in the forenoon.

By-Law No. 33

Whereas A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected;

And whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the Company among the shareholders;

Therefore be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 33 of A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée, that the assets of the company be distributed among the shareholders.

I, J. C. Malone, secretary of A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée, certify that the annexed By-law was duly passed at a duly constituted meeting of the Board of directors of A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée, at which a legal quorum was present, held on the 22nd day of June 1951.

[Seal]

C. J. MALONE,
Secretary-Treasurer.

31390-o

LAGUEUX & FRÈRES INC.

Règlement N° 2

Attendu que les affaires de la compagnie ont pris une expansion considérable en ces dernières années.

Attendu que les locaux actuels sont exigus.

Attendu qu'il serait avantageux pour la compagnie de transférer son bureau principal dans un local plus vaste.

Par le présent règlement il est statué comme suit:

Que le bureau principal de la compagnie soit transféré de 35, côte du Palais, Québec, à 581 St-Cyrille, Québec, (Sillery).

Certifié vraie copie.

Le Président,
L. D. LAGUEUX.
Le Secrétaire,
S. THÉBERGE.

31377-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Chemins d'Hiver du Comté de Bonaventure", en date du 24 septembre 1951, dont le siège social est situé à New-Carlisle, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 octobre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31397-o

NORTH TRINITY MINING CORPORATION
(Libre de responsabilité personnelle)

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial N° 65 de la compagnie "North Trinity Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), ci-après nommée la "compagnie", comme suit:

Règlement spécial N° 65

(Augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq).

Le règlement N° 19 est amendé comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs."

Décrété le 22 octobre 1951.

Témoins: Le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
GASTON DUVAL.

Le Secrétaire,
ARMAND GILBERT.

31416

AMICALE DU COLLÈGE MARIE DE FRANCE

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée du 9 octobre 1951, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à onze:

"Article III. 1. Les affaires de l'Amicale sont dirigées et administrées par un Conseil d'Administration composé de onze membres élus à l'assemblée annuelle..."

Montréal, 12 octobre 1951.

AMICALE DU COLLÈGE MARIE DE FRANCE,

Par le Président,
MAURICE TRUDEAU.

Par le Secrétaire,
VICTOR PAGER.

31422-o

LAGUEUX & FRÈRES INC.

By-law No. 2

Whereas the affairs of the company have expanded considerably these past years.

Whereas the present premises are too small.

Whereas it would be advantageous for the company to move its head office to a larger premises.

By the present by-law it is enacted as follows:

That the head office of the company be moved from 35 Palace Hill, Quebec, to 581 St. Cyrille street, Quebec, (Sillery).

Certified true copy.

L. D. LAGUEUX,
President.
S. THÉBERGE,
Secretary.

31377

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Chemins d'Hiver du Comté de Bonaventure", under date the twenty-fourth day of September, 1951, whereof the head office is at New Carlisle, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31397

NORTH TRINITY MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

Be it enacted and it is hereby enacted as Special By-law No. 65 of "North Trinity Mining Corporation" (No Personal Liability) herein-after called the "company", as follows:

Special By-law No 65

(Increasing the number of Directors from three to five.)

The by-law No 19 is amended as follows:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors."

Enacted this 22nd day of October, 1951.

Witness the corporate seal of the Company.

GASTON DUVAL,
President.

ARMAND GILBERT,
Secretary.

31416-o

AMICALE DU COLLÈGE MARIE DE FRANCE

Extract from the By-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at the meeting of October 9th, 1951, concerning the increase in number of the Directors, from three to eleven:

"Article III. 1. The affairs of the "Amicale" is directed and managed by a Directorate composed of eleven member selected at the annual meeting..."

Montreal, October 12, 1951.

AMICALE DU COLLÈGE MARIE DE FRANCE,

By MAURICE TRUDEAU,
President.

By VICTOR PAGER,
Secretary.

31422

DISCOURS DU TRÔNE

SPEECH FROM THE THRONE

*Honorables Messieurs
du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative,*

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

A l'aube de la quatrième session de notre vingt-troisième législature, il me fait plaisir de de réitérer à notre gracieux Souverain, Sa Majesté le Roi, nos meilleurs souhaits de sante.

At the beginning of the fourth Session of our twenty-third Legislature, it is with pleasure that I extend once more to our gracious Sovereign, His Majesty the King, our best wishes for a perfect health.

La population de la province conserve un agréable souvenir de la visite de Leurs Altesses Royales la Princesse Élisabeth et le duc d'Édimbourg. Ce mémorable événement a mis, une fois de plus, en relief la cordiale hospitalité et la traditionnelle loyauté du Québec.

The people of the Province retain pleasant memories of the visit of Their Royal Highnesses the Princess Elizabeth and the Duke of Edimburg. This historic event has emphasized once again the warm hospitality and the traditional loyalty of Quebec.

A l'heure où plusieurs nations sont rongées par des idéologies malsaines et désastreuses, qui n'ont pas de place dans notre province, Québec jouit d'une prodigieuse prospérité et donne au monde l'exemple d'une stabilité exceptionnelle solide fondement de la véritable sécurité. L'invincible attachement à nos saines et excellentes traditions et la pratique, par le gouvernement, d'une politique familiale, sociale et nationale qui nous convient, demeurent de solides garanties de bien-être réel et de prospérité grandissante.

At a time when not a few nations are menaced by unsound and disastrous ideologies, that have no place in our Province, Quebec is enjoying a prodigious prosperity and is setting the world the example of an exceptional stability, that is the solid foundation of real security. Invincible attachment to our sane and excellent traditions, coupled with the application by the Government of policies best suited to our needs, in the family, social and national domains, continue to be the firm guarantees of genuine welfare and increasing prosperity.

Nous savons que la sécurité scolaire, municipale et nationale est intimement liée à la sécurité constitutionnelle. Il est juste et nécessaire que notre province, en tout temps et spécialement à l'occasion des développements prodigieux dont elle bénéficie et qui s'annoncent de plus en plus merveilleux, puisse jouir, dans leur plénitude, des droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent légitimement et que lui reconnait la constitution canadienne. C'est pourquoi le règlement définitif des problèmes constitutionnels est plus à l'ordre du jour que jamais.

We know that scholastic, municipal and national security is closely linked to constitutional security. It is just and necessary at all times, and particularly now, when she is benefitting from prodigious developments that are ever more and more remarkable, that our Province should enjoy in fullest measure all the rights, prerogatives and liberties that legitimately belong to her and that are recognized by the Canadian Constitution. For this reason, therefore, the definite settlement of existing constitutional problems is more opportune than ever.

L'atmosphère d'amical et mutuelle compréhension dans laquelle s'est tenue, en 1950, la conférence de Québec, réunion historique et sans précédent à laquelle ont participé les premiers ministres des onze gouvernements du pays, est de bon augure. Elle a permis aux gouvernements fédéral et provincial de favoriser une entente qui sera soumise à votre approbation et en vertu de laquelle les personnes âgées de 65 ans et plus recevront une assistance financière et les aveugles, un traitement plus approprié.

The atmosphere of friendship and mutual understanding in which the Quebec Conference, an historic and unprecedented meeting in which the Prime Minister of the eleven Governments of the country took part, was held in 1950, is a good omen. It has enabled the Federal and Provincial Governments to favour an agreement which will be submitted to you for approval and in virtue of which persons who are 65 years of age and more will receive financial assistance and the blind, a more appropriate consideration.

Nous avons l'intime conviction que le gouvernement responsable et démocratique et la véritable unité nationale nécessitent un système confédératif, approprié et juste, qui accorde aux autorités fédérales, provinciales, municipales et scolaires chacune, dans leur sphère respective, les facilités et les moyens d'exercer tous les pouvoirs essentiels; législatifs, administratifs et financiers.

We are deeply convinced that responsible and democratic government, as well as true national unity, necessitate a confederative system that is just and appropriate; one that gives to federal, provincial, municipal and school authorities, alike, each in its proper sphere, facilities for, as well as the means of exercising, all essential powers: legislative, administrative and financial.

C'est la ferme et agréable intention de mon gouvernement de coopérer au règlement définitif et juste des problèmes vitaux constitutionnels. Nous sommes certains que la fidélité de notre province à ses traditions religieuses et nationales, auxquelles nous tenons comme à la prunelle de nos yeux, constitue, pour le pays, un actif précieux et particulièrement remarquable.

It is the firm and agreeable intention of my Government to co-operate in the just and final settlement of vital constitutional problems. We are certain that the fidelity of our Province to its religious and national traditions, to which we hold as to our most cherished possession, is an invaluable and most notable asset to the country.

Nos saines traditions s'opposent, avec raison, au paternalisme d'État, que nous considérons comme une menace pour le régime démocratique et une source de désastres irréparables.

Our sane traditions are rightly opposed to State paternalism which we consider to be a menace to the democratic system and a source of irreparable disasters.

Aussi mon gouvernement est-il convaincu que l'initiative personnelle et sa meilleure mani-

Further, my Government is convinced that personal initiative and private enterprise, which

festation, l'entreprise privée, constituent un système progressif et démocratique bien adapté aux besoins de notre province, conforme à ses meilleurs intérêts et capable d'assurer à notre jeunesse de brillantes et fructueuses carrières.

Parmi les entreprises privées, le premier rang revient à l'agriculture, forteresse de l'ordre et fondement de tout progrès durable. Mon gouvernement entend lui conserver la place prépondérante qui lui appartient, à bon droit, dans notre économie.

C'est pourquoi vous serez appelés à voter des sommes considérables pour perpétuer l'œuvre salubre du prêt agricole provincial, pour compléter l'électrification rurale qui favorise grandement l'activité agricole et contribue beaucoup au bien-être du cultivateur ainsi qu'au règlement de plusieurs de ses problèmes.

Le gouvernement vous demandera aussi de mettre à sa disposition les argentés nécessaires à la mécanisation des travaux de la ferme, à l'expansion du domaine arable et au perfectionnement des communications rurales. En outre, vous serez soumis à un projet de loi dont le but est de faciliter la vente des produits agricoles et de rendre pleine justice aux cultivateurs sans léser les droits des consommateurs.

Mon gouvernement entend appliquer la meilleure politique de colonisation possible dans les circonstances actuelles. Il est persuadé que la colonisation est indispensable à la véritable prospérité de notre province.

Le gouvernement est d'opinion qu'une juste et loyale coopération entre le Capital et le Travail est synonyme de progrès et de prospérité et conforme à l'intérêt public. Il fera tout en son pouvoir pour que les droits de tous et chacun soient entièrement sauvegardés, en particulier, ceux des ouvriers.

Pour toutes les classes de la société, la santé, celle du corps et celle de l'esprit, est le plus précieux de tous les biens terrestres. Pour protéger la santé physique, mon gouvernement s'efforcera de compléter la politique efficace et progressive qu'il a instaurée en multipliant les hôpitaux et les sanatoria et en appliquant les meilleures méthodes de sauvegarde et d'hygiène.

Quant à la santé de l'esprit, elle est conservée et développée par une saine éducation. Mon gouvernement est toujours d'opinion que le progrès de l'éducation, à tous ses paliers, est le moyen indispensable d'assurer l'établissement permanent et profitable de notre jeunesse dont le succès lui tient bien à cœur.

L'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement spécialisé et l'enseignement universitaire ont une place de choix dans les préoccupations de mon gouvernement. Il se propose de réaliser de nouvelles et importantes améliorations et de maintenir, dans leur intégrité, les droits de la province dans ce domaine vital.

La multiplication des facilités éducationnelles permet et permettra à notre jeunesse, en particulier, de jouer un rôle de première importance dans le développement de nos immenses ressources naturelles que mon gouvernement est toujours décidé à mettre en valeur de la façon la plus efficace et la plus juste.

Mon gouvernement est conscient de la grande richesse qui découle de nos forêts et s'occupera toujours d'en assurer la permanence et d'obtenir l'utilisation complète des produits forestiers.

La mise en valeur de nos richesses minières, particulièrement dans l'Abitibi, le Saguenay,

is its best expression, constitute a progressive, democratic system well adapted to the needs of our Province, consonant with its vast interests, and capable of assuring brilliant and fruitful careers to our young people.

Among private enterprises, first place belongs to Agriculture, the bulwark of order and the foundation of all enduring progress. My Government intends to conserve for it the preponderant place in our economy which belongs to it by every right.

For this reason you will be asked to vote considerable sums to perpetuate the salutary system of provincial farm loans, to complete the rural electrification that is greatly assisting agricultural activity and that contributes much, both to the welfare of the farmer and to the solution of many of his problems.

The Government will also ask you to place at its disposal the money required to mechanize the work on the farm, to expand the arable domain and to perfect rural communications. In addition, a bill will be submitted to you the object of which is to facilitate the sale of agricultural products and to do full justice to farm producers without injuring the rights of consumers.

My Government intends to follow the best colonization policy that is possible under existing circumstances. It is persuaded that colonization is indispensable to the true prosperity of our Province.

The Government is of opinion that a just and loyal co-operation between capital and labour is synonymous with progress and prosperity, and in conformity with the public interest. It will do everything in its power to see that the rights of each and all are fully protected, especially those of the workers.

For all classes of society, health, both of body and of mind, is the most precious of all earthly possession. To protect physical health, my Government will do its utmost to bring to completion the effective and progressive policy it has already instituted, by multiplying the number of hospitals and sanatoria and by applying the best protective and hygienic methods.

As for mental health, it is conserved and developed by means of a sane education. My Government remains of the opinion that the progress of Education, at all levels, is the indispensable means of assuring the permanent and profitable establishment of our youth, whose success it has so much at heart.

Elementary and secondary education, specialized training and university education have a preferred place among the pre-occupations of my Government. It propose to carry out new and substantial improvements, and to maintain intact the rights of the Province in this vital domain.

The multiplication of educational facilities enables and will enable our youth, in particular, to play a part of first importance in the development of our immense natural resources which my Government remains determined to use in the most effective and the fairest manner.

My Government is conscious of the great wealth that is derived from our forests and will continue to arm at its permanence and to obtain the full utilization of forest products.

The exploitation of our mineral wealth, particularly in Abitibi, Saguenay, Gaspé and New

la Gaspésie et le Nouveau-Québec, et la construction d'une voirie minière adéquate contribuent et contribueront puissamment au progrès et à la prospérité de notre province. Dans ce domaine important mon gouvernement continuera et améliorera, s'il y a lieu, sa politique progressive.

Mon gouvernement continuera à attacher beaucoup d'importance à la voirie rurale et à la voirie en général et s'emploiera à assurer le succès de la grande industrie du tourisme qui a pris un essor considérable en ces dernières années.

La petite propriété est un gage de bien-être et de paix sociale. La crise du logement, née de conditions étrangères au gouvernement de la province, s'est sensiblement améliorée, mais mon gouvernement vous demandera de l'autoriser à faire davantage à ce sujet. Il vous proposera des améliorations à la loi concernant les rapports entre locataires et propriétaires.

Il aidera au progrès de la petite industrie, favorisera la décentralisation industrielle désirable et encouragera la diversité d'entreprises.

Dans le domaine important des pêcheries maritimes et des pêcheries sportives, mon gouvernement adoptera les meilleures méthodes pour obtenir à nos pêcheurs des marchés avantageux, leur en ouvrir de nouveaux et faire en sorte qu'ils bénéficient de ces grandes richesses, pleinement et d'une manière constante.

Plusieurs projets de loi, susceptibles d'améliorer le sort de toutes les classes de notre population, vous seront soumis.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale vous seront communiqués et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration.

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de répandre ses bienfaits sur notre chère province.
31411-o

Quebec, and the construction of adequate mining roads are contributing and will contribute greatly to the progress and prosperity of our Province. In this important field my Government will continue and, if possible, improve its progressive policy.

My Government, as always, attaches great importance to rural roads, as well as to the highway system in general, and will devote itself to assuring the success of our great tourist industry that has assumed such large proportions of recent years.

Small property holdings are real basis of well-being and social peace. The housing shortage, born of conditions foreign to the Government of the Province, has diminished appreciably but my Government will ask you to authorize it to do still more in this connection. It will submit improvements to the law respecting the relations between tenants and landlords.

It will assist the progress of small industry promote desirable industrial decentralization and encourage the diversification of enterprises.

In the important domains of maritime and inland fisheries, my Government will adopt the best methods of obtaining advantageous markets for our fishermen, of opening new markets to them and of enabling them to benefit, fully and continuously, by these great riches.

A number of bills, capable of improving the lot of all classes in our population, will be submitted to you.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The public accounts for the last fiscal year will be made known to you and you will be called upon to vote the grants required for administrative purposes.

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

I pray Divine Providence to bless your labours and crown them with success and to bestow Its blessings upon our beloved Province.
31411-o

LA COMPAGNIE DES SCIES CHAMPION LIMITÉE
THE CHAMPION SAWS COMPANY LIMITED

Règlement N° 13

"Augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq.

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de trois qu'il est actuellement à cinq et que le Règlement N° 1 soit amendé en conséquence;

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la Compagnie comme suit:

a) L'Article 9 du Règlement N° 1 des règlements généraux de la Compagnie est amendé en substituant au lieu du mot "trois" le mot "cinq";

b) L'article 14 du règlement N° 1 des règlements généraux de la Compagnie est amendé en substituant au lieu du mot "deux" le mot "trois";

c) Le bureau de direction de la compagnie est par les présentes autorisé à nommer deux personnes pour remplir les vacances ainsi créées pour la fin de l'année courante, à savoir jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

LA COMPAGNIE DES SCIES CHAMPION LIMITÉE
THE CHAMPION SAWS COMPANY LIMITED

By-Law No. 13

Increasing the number of directors from three to five

Whereas it is in the interest of the company that the number of directors be increased from three as it is actually, to five, and that By-law No. 1 be consequently amended;

Be it and it is hereby enacted as a by-law of the company as follows:

a) Article 9 of By-law No. 1 of the general by-laws of the company is amended by substituting the word "three" by the word "five";

b) Article 14 of By-law No. 1 of the general by-laws of the company is amended by substituting the word "two" by the word "three";

c) The board of directors of the company is hereby authorized to appoint two persons to fill the vacancies thus created to finish the current year, namely until the annual general meeting of the shareholders.

Le présent règlement entrera en vigueur et le nombre des directeurs sera augmenté de trois à cinq lorsque toutes les formalités prescrites par la loi à ce sujet auront été remplies.

Certifié copie conforme.

31423-o

Le Secrétaire,
J. P. LUSSIER.

The present by-law will come into force and the number of directors will be increased from three to five when all the formalities prescribed by law to this effect have been fulfilled.

Certified true copy.

31423

J. P. LUSSIER,
Secretary.

LES DIPLOMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée du 13 octobre 1951, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à trente-six:

"V. Composition du conseil d'administration. Le Conseil d'administration se compose de deux membres titulaires représentant chacune des Facultés et Écoles mentionnées au règlement N° 1, du président sortant de charge, des trois derniers présidents de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal, du président actuel de cette dernière association et du directeur de la revue, soit un Conseil de trente-six membres; cependant, seuls les membres élus y ont droit de vote, les autres n'étant membres qu'à titre consultatif."

Certifié copie véritable, Montréal, 24 octobre 1951.

31426-o

Le Secrétaire,
G.-H. SÉGUIN.

LES DIPLOMÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Extract from the By-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at the meeting of October 13, 1951, concerning the increase in the number of Directors, from three to thirty-six.

"V. Directorate. The directorate shall be made up of two titular members representing each of the Faculties and Schools mentioned in By-law No. 1, of the retiring president, the three past Presidents of the "Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal," of the actual President of the latter association, and of the Director of the Review, namely a Directorate composed of thirty-six members; however, only the members elected have the right to vote, all others being members in an advisory capacity only."

Certified True Copy, Montreal, October 24, 1951.

31426

G. H. SÉGUIN,
Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "H. Levy & Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 22 juin 1928, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 31 octobre 1951.

Le Procureur de la compagnie dite
"H. LEVY & CO. INC.",
N. L. RAPPAPORT.

31375-o

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "H. Levy & Co. Inc.", incorporated by letters patent, of the Province of Quebec, dated June 22, 1928, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, October 31, 1951.

N. L. RAPPAPORT,
Attorney for
"H. LEVY & CO. INC."

31375-o

Avis est par les présentes donné que "O'Leary & Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1945, s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, de fixer.

Daté à Montréal, ce 16ème jour d'octobre 1951.

Le Secrétaire de
O'LEARY & COMPANY LIMITED,
MARCEL PICHÉ, C.R.

31376-o

Notice is hereby given that "O'Leary & Company Limited", incorporated by letters patent bearing date November 14, 1945, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, for leave to surrender its charter and is cancellation from and after the date which the Attorney General, and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce may be pleased to fix.

Dated at Montreal, this 16th day of October, 1951.

MARCEL PICHÉ, K.C.,
Secretary of

"O'LEARY & COMPANY LIMITED".

31376

AVIS

"The Chapeau Electric Light Company Limited" donne par les présentes avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Chapeau, le 2 novembre 1951.

31387-o

Le Secrétaire,
D. J. HARRINGTON.

NOTICE

"The Chapeau Electric Light Company Limited" hereby gives notice that it will make application for leave to surrender its charter under the Quebec Companies' Act.

Chapeau, November 2nd, 1951.

D. J. HARRINGTON,
Secretary.

31387-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Palmer Realities, Incorporated", incorporée en date du 4 octobre 1948, s'adressera au Lieute-

Notice is hereby given that the company "Palmer Realities, Incorporated", incorporated 4th day of October, 1948, will apply to the Lieute-

nant-Gouverneur en conseil de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, ce 31 octobre 1951.

Le Procureur,

JOSEPH HELAL, C.R.

31388-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Culvert Corporation, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er novembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

31404-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sorel Autoparts Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

31404

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "United Converters Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

31404

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1951, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Sportswear Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

31404

nant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in virtue of the Provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 31st October, 1951.

JOSEPH HELAL, K.C.,

Attorney.

31388-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Culvert Corporation, Limited", incorporated by letters patent dated the third day of February, 1934.

Notice is also hereby given that from and after the first day of November 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

31404

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sorel Autoparts Co." incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1948.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

31404-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941 chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "United Converters Inc." incorporated by letters patent dated the 18th day of January, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

31404-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1951 chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Sportswear Inc." incorporated by letters patent dated the 13th day of November, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

31404-o

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, R.S.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Norfolk Investors Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 janvier 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier novembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31404

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Norfolk Investors Limited" incorporated by letters patent dated the 28th day of January, 1931.

Notice is also given that from and after the first day of November, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

31404-o

HEBECOURT CORPORATION

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Hebecourt Corporation" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Chicoutimi, le 1er novembre 1951.

Le Secrétaire,

31412-o

GEORGES H. LAROCHE,

HEBECOURT CORPORATION

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, the company "Hebecourt Corporation" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter from and after such date as he may be pleased to fix.

Chicoutimi, November 1, 1951.

GEORGES H. LAROCHE,

Secretary.

31412

Commission Municipale de Québec

CORRECTION

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

Loi pour assurer le progrès de l'éducation. (10 Geo. VI, ch. 21, 11 Geo. VI, ch. 32.)

Dans l'avis daté du 29 octobre 1951, publié à la page 2979 de la *Gazette officielle de Québec* de samedi 3 novembre 1951, les obligations scolaires de St-Jean Cité, protestante, qui seront échangées pour celles de la Commission municipale de Québec, devraient se lire comme suit: "Émission de \$33,000, datée de juillet 1928, 5%—Obligations échéant de juillet 1952 à juillet 1955 inclusivement."

Daté à Québec, ce sixième jour de novembre 1951.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,

par: MAURICE R. MARCOTTE,

31413-o

Secrétaire.

Quebec Municipal Commission

CORRECTION

NOTICE OF EXCHANGE OF DEBENTURES

Act to Ensure the Progress of Education. (10 Geo. VI, Chap. 21, 11 Geo. VI, Chap. 32)

In the notice dated October 29th, 1951, published on page 2979 of the *Quebec Official Gazette* of Saturday, November 3rd, 1951, the school bonds or debentures of St. John's City, protestant, which will be exchanged for bonds of the Quebec Municipal Commission, should read as follows: "Issue of \$33,000, dated July 1928, 5%—Bonds maturing from July 1952 to July 1955 inclusive."

Dated at Quebec, this 6th day of November 1951.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,

per MAURICE R. MARCOTTE,

31413-o

Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 13 octobre 1951, No. 41, à la page 2764, concernant la compagnie "Candela Development Company", dans la version anglaise veuillez lire "Candela Development Company" au lieu de "Canada Development Company".

31370A-X-o

Company Licensed to do Business

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, of the 13th of October, 1951, No. 41, Page 2764, concerning the "Candela Development Company", in the English version thereof, please read: "Candela Development Company", instead of "Canada Development Company".

31370A-X-o

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Sainte-Rose s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charge, la loi 8 George V, chapitre 98, modifiée par la loi 14-15 George VI, chapitre 97, sur les matières suivantes: exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation pour l'enlèvement des vidanges; droit de passage pour service d'aqueduc; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; réglementation des taxis; imposition d'une taxe de vente; augmentation du fonds de roulement et pour autre fins.

Montréal, ce 6 novembre, 1951.

Les Procureurs de la ville

de Sainte-Rose,

LACROIX & VIAU.

31428-45-4-o

Application to Leg'sature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Sainte-Rose will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 8 George V, chapter 98, modified by the Act 14-15 George VI, chapter 97, for the following purposes: to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation for the removal of garbages; wright of way for waterworks; to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; regulation of taxis; imposition of a sale tax; raise of cash in hand, and for all other purposes

Montreal, November 6th, 1951.

LACROIX & VIAU,

Attorneys for the Town

of Sainte-Rose.

31428-45-4-o

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Papineau, sous le nom de "Poltimore Cheese Patrons Society", avec sa principale place d'affaires à St-Louis-de-Portland (bureau de poste Poltimore) municipalité de la partie ouest du canton de Portland, comté de Papineau.

Québec, le 29 octobre 1951.

Le Ministre de l'Agriculture,

LAURENT BARRÉ.

31400-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a society of patrons has been incorporated in the county of Papineau, under the name of "Poltimore Cheese Patrons Society", with its principal place of business at St-Louis-de-Portland (Poltimore Post Office), municipality of the West part of the Township of Portland, county of Papineau.

Quebec, October 29, 1951.

LAURENT BARRÉ,

Minister of Agriculture.

31400

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 10-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 10-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

2° La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield, la municipalité de village du Nouveau-Salaberry et cette partie de la municipalité de la paroisse de St-Timothée présentement connue sous le nom de Nitro.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.15 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

(a) Plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

(b) Moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 10-46 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 1er novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-0

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield, the village municipality of New Salaberry and that part of the parish municipality of St-Timothée actually known under the name of Nitro.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.15 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

(a) A premium of three cents per 100 pounds of milk shall be added for each 1-10 of 1% over this percentage;

(b) A deduction of three cents per 100 pounds of milk shall be made for each 1-10 of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 9 cents a pint and 17 cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 10-46 published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1946, and shall come into force on November 1st 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 16-51

Order No. 16-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2° La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contiguë à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du Village Saint-Pierre, l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, et St-Félix de Valois.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette, and a strip of land of a mile deep bordering of the city of Joliette, and forming part of the municipalities of Saint-Charles Borromée, and Village Saint-Pierre, the district of Crabtree Mills, situated in the parish of the Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills, and St-Félix de Valois.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.32 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.32 F.O.B. business place of said dealer.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-

5. No person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any

chand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands du lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 16-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950, et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 20-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 16-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1950, and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 20-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2° La région de Asbestos comprend les municipalités des villages d'Asbestos et Danville situées dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.32 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieur à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Asbestos offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 20-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1950 et l'ordonnance N° 31-51, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1951, et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

2. The region of Asbestos includes the municipalities of the villages of Asbestos, and Danville, located in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.32 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Asbestos offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Asbestos offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 20-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28 1950, and Order No. 31-51, published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th, 1951, and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 21-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 21-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de la Beauce.

2° La région de la Beauce comprend les municipalités de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-Georges-Est, Saint-Georges-Ouest, Saint-Joseph, Sainte-Marie et Vallée Jonction, dans le comté de Beauce.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de la Beauce, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 68 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 66 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros: soit 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 58 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 21-50, et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 23-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauce.

2. The region of Beauce includes the municipalities of Beauceville, Beauceville-East, Saint-Georges-East, Saint-Georges-West, Saint-Joseph, Sainte-Marie and Vallée Jonction, in the county of Beauce.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Beauce, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents per pint and 19 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Beauce, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of the Beauce, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell, or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 66 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices that is: 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 58 cents a gallon.

The present order cancels Order No. 21-50, and shall come into force on November 16th 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 23-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions, des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Berthierville.

2° La région de Berthierville comprend la ville de Berthierville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.07 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Berthierville offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Berthierville offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 67 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 23-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950, et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Berthierville.

2. The region of Berthierville includes the town of Berthierville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.07 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Berthierville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Berthierville offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 23-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 27-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région du Lac Saint-Jean.

2° La région du Lac Saint-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquières et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la municipalité du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de Saint-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Sainte-Anne de Chicoutimi, la ville de Saint-Félicien et le territoire compris entre les cités d'Arvida et de Chicoutimi.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Pour le lait acheté par un marchand de lait d'une beurrerie, d'une fromagerie ou d'un autre marchand de lait, le prix est fixé à \$4.40 le 100 livres F.A.B. la place d'affaires dudit fournisseur.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 27-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St. John.

2. The region of Lake St. John includes the city of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquières and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, the village municipality of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, the town municipalities of Saint-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Sainte-Anne de Chicoutimi, the town of Saint-Félicien, and the territory between the cities of Arvida and Chicoutimi.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$4.40 net F.O.B. business place of said dealer.

For milk bought by a milk dealer from a butter-factory, a cheese-factory or another milk dealer, the price is fixed at \$4.40 per 100 pounds F.O.B. business place of said supplier.

Lorsqu'une fabrique locale, c'est-à-dire une fromagerie, une beurrerie ou autre fabrique de produits laitiers reçoit du lait des producteurs-fournisseurs pour le revendre à un marchand de lait, tel qu'indiqué ci-haut, le prix aux producteurs ne devra pas être moins de \$4.40 du 100 livres de lait acheté, moins 15% de ce prix.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 68 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 66 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros: soit 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½c le demiard.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 32-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des
producteurs de lait de la province de Québec
a représenté à la Commission que le coût de la
production du lait a haussé substantiellement
depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée
en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels
du lait en nature et qu'elle réclame une augmen-
tation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte
plus cher pour se procurer des vaches et
l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur
les fermes et dans les laiteries exige et reçoit
des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits
alimentaires a augmenté et que le lait qui est

When a local factory, i.e. a cheese-factory,
a butter-factory or any other dairy products
factory, receives milk from producers-suppliers
to be resold to a milk dealer, as above mentioned,
the price to producers shall not be less than
\$4.40 per 100 pounds of milk bought, less 15%
of said price.

4. No person shall, within the limits of said
region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk
at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk to
a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any
business establishment, at price inferior to 6
cents a half-pint, 10 cents a pint and 17½ cents a
quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Lake St. John, offer, sell, or deliver milk
in bulk to hotels or to military cantines at a price
inferior to 68 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or co-
operative syndicate shall offer, sell, or deliver milk
in bulk to hospitals or to charitable institutions at
a price inferior to 66 cents a gallon. These insti-
tutions will have the privilege of buying bottled
milk at wholesale prices that is: 10 cents a pint
and 17½ cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered sold or
delivered by milk dealers, cooperative societies
and cooperative syndicates, to milk distributors,
is fixed at 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half pint bottles deliver-
ed to pupils is set at 5½ c per half-pint.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certifie: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 32-51

Except from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Asso-
ciations of the Province of Quebec have made
representations to the Commission to the effect
that the cost of milk production has increased
substantially since November 1st, 1950, when
Orders fixing the present milk prices came into
effect, and are asking for an increase of these
prices;

WHEREAS since that date, it costs more to
buy cows and machinery, and that adequate
labor on the farm and in milk plants is asking
for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has
increased and that milk which is an essential

un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills;

2° La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier de Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.32 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Windsor Mills offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Windsor Mills offrir, vendre ou livrer du lait à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 32-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 33-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire.

and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills;

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor, and that of Saint-François-Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.32 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Windsor Mills offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7° The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 32-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 33-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

2° La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de ladite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5° ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Donnacona offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Donnacona offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 33-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five arpents deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Écureuils.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.25 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5. hereunder, person shall, within the limits of said region of Donnacona offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and 17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 33-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th 1950, and shall come into force on November 16th, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 35-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2° La région de Granby comprend la cité de Granby.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Granby offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Granby offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 66 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 35-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.25 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Granby offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per-quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 66 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 35-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

The present Order cancels Order No. 35-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th 1950, and shall come into force on November 16th, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 40-51

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 40-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint-Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot N° 871 et au sud par et y compris le lot N° 894;

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot N° 378; au sud: par et y compris le lot N° 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot N° 378 jusqu'à et y compris le lot N° 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot N° 349 et au nord par et y compris le lot N° 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot N° 777; au nord: par et y compris le lot N° 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot N° 777 jusqu'à et y compris le lot N° 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci \$4.07 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte, pourvu que la quantité de lait vendu soit supérieure à six pintes.

6. Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7. Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 40-48 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* 14 août 1948 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 48-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.07 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to 9 cents a pint and 17 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to 8½ cents a pint and 16 cents a quart, provided the quantity of milk sold is superior to six quarts.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 40.48 published in the *Quebec Official Gazette* of August 14th, 1948, and shall come into force on November 16th 1950.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 48-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into

du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2° La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.25 net, F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut dans les limites de la région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 66 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 55 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 48-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them \$4.25 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 66 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 55 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 48-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th 1950, and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 50-51

Order No. 50-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec. Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon.

2° La région de St-Gabriel-de-Brandon comprend la municipalité du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district électoral de Berthier.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.07 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Saint-Gabriel de Brandon, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 0.52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 50-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

31420-0

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Gabriel de Brandon.

2. The region of Saint-Gabriel de Brandon includes the municipality of the village of Saint-Gabriel de Brandon, in the electoral district of Berthier.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.07 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Gabriel de Brandon offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint-Gabriel de Brandon offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 0.52 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 50-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th 1950., and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

31420-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 53-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 31 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des
producteurs de lait de la province de Québec
a représenté à la Commission que le coût de la
production du lait a haussé substantiellement
depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée
en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels
du lait en nature et qu'elle réclame une augmen-
tation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte
plus cher pour se procurer des vaches et de
l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur
les fermes et dans les laiteries exige et reçoit
des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits
alimentaires a augmenté et que le lait qui est
un aliment essentiel et le plus complet doit être
assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et
leurs enfants souffrent d'une rareté de cet
aliment si les cultivateurs sont moins intéressés
à s'adonner à cette production parce qu'ils ne
reçoivent pas une rétribution suffisante pour le
lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant
compte de la valeur du produit, des conditions
de sa production, de sa manipulation, de sa
livraison et des conditions des divers marchés
locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des
fournisseurs-producteurs, des marchands de lait,
des distributeurs de produits laitiers et des
consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Thetford.

2° La région de Thetford comprend la cité
de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-
Sud et la ville de Black Lake.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.30
net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-des-
sous, nul ne peut, dans les limites de la région de
Thetford offrir, vendre ou livrer du lait à des
prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents
la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région
de Thetford offrir, vendre ou livrer du lait à une
épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un mar-
chand ou à tout autre établissement de commerce
à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9
cents la chopine et 17 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un
prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands
de lait aux distributeurs de produits laitiers est
fixé à .55 cents le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 53-51

Except from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Prov-
ince of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 31st, 1951,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Asso-
ciations of the Province of Quebec have made
representations to the Commission to the effect
that the cost of milk production has increased
substantially since November 1st, 1950, when
Orders fixing the present milk prices came into
effect, and are asking for an increase of these
prices;

WHEREAS since that date, it costs more to
buy cows and machinery, and that adequate
labor on the farm and in milk plants is asking
for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has
increased and that milk which is an essential
and the most perfect food, must be provided to
the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their
children may suffer from a shortage of this food
if the farmers are less interested in milk pro-
duction because they would receive insufficient
returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery,
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Thetford.

2. The region of Thetford includes the city
of Thetford-Mines and the municipality of
Thetford-South, and the town of Black Lake.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.30 F.O.B. business
place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder,
no person shall, within the limits of said region
of Thetford offer, sell or deliver milk at prices
inferior to 10 cents per pint and 18 cents per
quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Thetford offer, sell or deliver milk to
a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to
any other business establishment at prices inferior
to 5 cents per half-pint, 9 cents per pint and
17 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price
inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to
distributors of dairy products is set at .55 cents
a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 53-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

The present Order cancels Order No. 53-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1950, and shall come into force on November 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charlevoix.

2° La région de Charlevoix comprend les municipalités suivantes: Les Éboulements, Saint-Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village de la Malbaie, Village de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphael du Cap à l'Aigle et Saint-Siméon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 78-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, November 7th 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Québec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charlevoix.

2. The region of Charlevoix includes the following municipalities: Les Éboulements, Saint-Irénée, Pointe au Pic, La Rivière Malbaie, Village of La Malbaie, Village of the parish of Saint-Etienne de la Malbaie, Clermont, Saint-Raphael du Cap à l'Aigle and Saint-Siméon.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which

cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.07 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de la région de Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Charlevoix, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 52 cents le gallon.

La présente ordonnance annule les ordonnances Nos 78-50, 78A-50, 78B-50 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle du Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31420-o

he receives from them, \$4.07 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall within the limits of said region of Charlevoix, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Charlevoix, offer, sell or deliver milk at a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 52 cents a gallon.

The present Order cancels Orders Nos 78-50, 78A-50, 78B-50 and shall come into force on November 16th, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31420-o

Département de l'Instruction publique

N° 177-48.

Québec, le 27 octobre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte qui serait connue et désignée sous le nom de Renault, dans le comté d'Abitibi-Ouest et qui comprendrait les lots suivants, tous inclusivement, qui seraient détachés de la municipalité scolaire de St-François-de-Sales, savoir:

1 à 13 inclusivement des rangs est à ouest du chemin Macamic dans le canton Dufresnoy; 1 à 46 des rangs est et ouest du chemin Macamic du canton de Destor.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31393-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1241-50.

Québec, le 31 octobre 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Thomas-Didyme, dans le comté de Roberval, les lots suivants, tous inclusivement, du canton Dumais qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

Les lots 1 à 60 du rang II (2), les lots A à 60 du rang III (3), le rang IV (4) du dit canton depuis la rivière Ashuapmouchouan jusqu'au lot 50 inclusivement, 31 à 50 du rang V (5), toutes les îles comprises sur la rivière Ashuapmouchouan et incluses dans ledit canton de Dumais. Toute la partie non-subdivisée du dit canton de Dumais et comprise dans les bornes suivantes: du côté nord-est par les rangs ou partie de rang III, IV et V, du côté sud-est partie par les rangs IV et V et partie par la Rivière Ashuapmouchouan, du côté sud-ouest par la susdite Rivière et du côté nord-ouest partie par le rang V et partie par la ligne de division entre les Cantons de Dumais et Ramsay.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31395-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 177-48.

Quebec, October 27, 1951.

Application is made to form into a separate school municipality to be known and designated under the name of "Renault" in the county of Abitibi-West and to comprise the following lots, all inclusively, to be detached from the school municipality of St-François-de-Sales, to wit:

1 to 13 inclusively of the ranges east and west of the Macamic Road, in the township Dufresnoy; 1 to 46 of the ranges east and west of the Macamic Road, of the township of Destor.

O. J. DESAULNIERS,
31393-45-2 Superintendent of Education.

No. 1241-50.

Quebec, October 31, 1951.

Application is made to annex to the school municipality of St-Thomas-Didyme, in the county of Roberval, the following lots, all inclusively, of the township Dumais, which are not as yet organized as regards schools:

Lots 1 to 60 of range II (2), lots A to 60 of range III (3), range IV (4), of said township from the Ashuapmouchouan river to lot 50' inclusively, 31 to 50 of range V (5), all the islands on the Ashuapmouchouan river and included in the said township Dumais. All the unsubdivided part of said township Dumais and comprised within the following boundaries: on the northeast side by the ranges or part of range III, IV and V, on the southeast side partly by ranges IV and V and partly by the Ashuapmouchouan river, on the southwest side by the aforesaid river and on the northwest side partly by range V and partly by the division line between the townships Dumais and Ramsay.

O. J. DESAULNIERS,
31395-45-2 Superintendent of Education.

N° 612-51.

Québec, le 27 octobre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Hébertville Station, dans le même comté, les lots suivants du canton de Signai, savoir:

Les numéros 13A, 14, 15, 16A, 16B, 17, 18A, 18B, 19A, 19B, 20A, 20B, 21, 22A, 22B, dans le troisième rang du canton de Signai; les numéros 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19A, 19B, 20A, 20B, 21A, 21B, 22A, 22B, 23A, 23B, 23C, 23D, 23E, 24A, 24B, 24C dans le deuxième rang du canton de Signai; le N° 10 dans le rang quatre du canton de Signai.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31394-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 612-51.

Quebec, October 27, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of St-Bruno, in the county of Lake St. John, and to annex them to the school municipality of Hébertville Station, in the same county, the following lots of the township Signai, to wit:

Numbers 13A, 14, 15, 16A, 16B, 17, 18A, 18B, 19A, 19B, 20A, 20B, 21, 22A, 22B, in the third range of the township Signai; numbers 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19A, 19B, 20A, 20B, 21A, 21B, 22A, 22B, 23A, 23B, 23C, 23D, 23E, 24A, 24B, 24C in the second range of the township Signai; number 10 in the range four of the township Signai.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 126-51.

Québec, le 2 novembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 25 octobre 1951, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, les lots 26A, 26B 27 et toutes leurs subdivisions du rang IV (4) du canton de Jonquière et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Jonquière, dans le même comté. Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31401-o O. J. DESAULNIERS

No. 126-51.

Quebec, November 2, 1951.

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, by Order-in-Council dated October 25, 1951, to detach from the school municipality of the parish of Jonquière, in the county of Chicoutimi, lots 26A, 26B, 27 and all the subdivisions of range IV (4) of the township of Jonquière and to annex them to the school municipality of the town of Jonquière, in the same county.

The said Order-in-Council to become effective on the First of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 984-51.

Quebec, le 6 novembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma dans le comté du Lac St-Jean, les lots suivants du cadastre officiel du canton Delisle et de les annexer à la municipalité scolaire du Village de Naudville, dans le même comté, savoir:

Les lots un, deux, trois-A, trois-B, quatre, cinq, six-A, six-B, sept-A, sept-B, sept-C, huit-A, huit-B et neuf-A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) du rang quatre (4) de l'Île d'Alma, au cadastre officiel du canton Delisle.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31405-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 984-51.

Quebec, November 6, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph d'Alma, in the county of Lake St-John, the following lots of the official cadastre of the township of Delisle and to annex them to the school municipality of the Village of Naudville, in the same county, to wit:

Lots one, two, three-A, three-B, four, five, six-A, six-B, seven-A, seven-B, seven-C, eight-A, eight-B and nine-A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) of the fourth range (4), of the Isle of Alma, on the official cadastre of the township of Delisle.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department Land and Forests

AVIS

Cadastre officiel d'une partie du canton de Garnier (Municipalité de l'Ascension de Notre-Seigneur)— Division d'Enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que dans le Rang II le lot 8-2 est annulé et le lot 8-1 est corrigé, en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 24 octobre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
31402-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of part of the Township of Garnier (Municipality of L'Ascension de Notre-Seigneur)— Registration Division of Lake St. John East.

Notice is hereby given that lot 8-2 is cancelled and lot 8-1 is corrected in range II, in virtue of Article 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, October 24th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
31402-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe (maintenant partie de la cité de Saint-Hyacinthe)— Division d'Enregistrement de St-Hyacinthe.

Avis est par la présente donné que le lot 1087-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31402-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe (now part of the city of St. Hyacinthe)— Registration Division of St. Hyacinthe.

Notice is hereby given that lot 1087-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 26th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31402-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy — Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 170-9 et partie du lot 175-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 novembre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31402-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foy — Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 170-9 and part of lot 175-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 5th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31402-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève — Division d'Enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 237-5-1 à 237-5-16, 237-5-18 à 237-5-32 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31402-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Geneviève — Registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 237-5-1 to 237-5-16, 237-5-18 to 237-5-32 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 26th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31402-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 2683 of October 9, 1941, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Le sous-paragraph intitulé "Zone I" du paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

1. The paragraph headed "Zone I" contained in subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"Zone I: Les heures de travail pour les barbiers et coiffeurs pour hommes seront réparties comme suit:

"Zone I: The hours of work for men's barbers and hairdressers shall be distributed as follows:

Le lundi chômé toute la journée
Le mardi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le mercredi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le jeudi de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le vendredi de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le samedi de 7.00 a.m. à 9.00 p.m.

On Monday no work all day
On Tuesday from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
On Wednesday from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
On Thursday from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
On Friday from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
On Saturday from 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

La veille des fêtes chômées de 7.00 a.m. à 9.00 p.m.

Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames seront réparties comme suit:

Le lundi chômé toute la journée

Les mardi et mercredi de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les jeudi et vendredi de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

La veille des fêtes chômées de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Durant les mois de mai, juin et décembre, les heures de travail du mercredi seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m. Durant les mois de juillet et août, les heures de travail du samedi seront de 8.30 a.m. à 5.00 p.m.

2° L'heure de fermeture le samedi pour les coiffeurs, coiffeuses pour dames de la zone II, sera 5.00 p.m.

3° Les heures de travail des barbiers, coiffeurs pour hommes de la zone V, seront remplacées par les suivantes:

Le lundi de 7.00 a.m. à midi

Le mardi de 7.00 a.m. à 7.00 p.m.

Les mercredi et jeudi de 7.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les vendredi, samedi & veille de fêtes chômées de 7.00 a.m. à 10.00 p.m.

La semaine de Noël, du mardi au jeudi inclusivement de 7.00 a.m. à 9.00 p.m.

4° L'heure de fermeture la veille des fêtes chômées, pour les barbiers-coiffeurs pour hommes de la zone IX, sera dorénavant 10.00 p.m.

5° Le paragraphe "a" de l'article VIII sera modifié comme suit:

Zone II:

"Cheveux pour adultes des deux sexes,

Tous les jours \$0.75

Cheveux en brosse pour adultes, Tous les jours 0.90

Zone V:

"Barbe \$0.30

Cheveux pour adultes des deux sexes,

Du lundi au jeudi inclusivement 0.50

Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées 0.60

Cheveux pour enfants des deux sexes au-dessous de 14 ans: Du lundi au jeudi inclusivement 0.35

Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées 0.50

Shampooing 0.50"

6° Le paragraphe "b" de l'article VIII sera modifié comme suit:

"Zone I:

Permanente à froid (Cold Wave) dames

et enfants \$8.00

Permanente à froid (Cold Wave) hommes 6.00

Reprise de fossettes (permanente à froid)

dames et enfants 6.00

Permanente à la vapeur, hommes 5.00

Cocktail Shampoo, Miss Clairol, Color

Treet 3.00

Peignage 0.25

Laque ou Brillantine 0.15

Teinture, shampooing et mise en plis non

compris 5.00

Teinture, retouches, shampooing et mise

en plis non compris 3.50"

"Zone V:

Ondulation à l'eau 0.75"

On Holiday eves from 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

The hours of work for ladies' male and female hairdressers shall be distributed as follows:

On Monday no work all day

On Tuesday and Wednesday from 9.00 p.m. to 7.00 p.m.

On Thursday and Friday from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

On Holiday eves from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: During the months of May, June and December, the hours of work on Wednesday shall be distributed between 9.00 a.m. to 9.00 p.m. During the months of July and August, the hours of work on Saturday shall be distributed between 8.30 a.m. to 5.00 p.m."

2. The closing time on Saturday for ladies' male and female hairdressers of zone II will be 5.00 p.m.

3. The hours of work for men's barbers and hairdressers of zone V will be replaced by the following:

"On Monday from 7.00 a.m. to 12.00 noon

On Tuesday from 7.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Wednesday and Thursday from 7.00 a.m. to 8.00 p.m.

On Friday, Saturday and holiday eves from 7.00 a.m. to 10.00 p.m.

In Christmas week, from Tuesday to Thursday inclusive from 7.00 a.m. to 9.00 p.m."

4. The flowing time on holiday eves for men's barbers and hairdressers of zone IX will be 10.00 p.m.

5. Subsection "a" of section VIII will be amended as follows:

Zone II:

"Haircut for adults, male and female,

Every day \$0.75

Brushcut for adults, Every day 0.90"

Zone V:

"Shave \$0.30

Haircut for adults, male and female:

From Monday to Thursday inclusive 0.50

Friday, Saturday and holiday eves 0.60

Haircut for children, male and female, under 14 years of age: From Monday

to Thursday inclusive 0.35

Friday, Saturday and holiday eves 0.50

Shampoo 0.50"

6. Subsection "b" of section VIII will be amended as follows:

"Zone I:

Cold wave ladies and children \$8.00

Cold wave men 6.00

Retouching (coldwave) ladies and children 6.00

Steam permanent wave, men 5.00

Cocktail Shampoo, Miss Clairol, Color

Treet 3.00

Combing of the hair 0.25

Lacquer or "Brillantine" 0.15

Dyeing, shampoo and hairdo not included 5.00

Dyeing, retouching, shampoo and hairdo not included 3.50"

"Zone :

Water wave 0.75"

7° Les mots suivants seront ajoutés au premier alinéa de sous-paragraphe "e-l" de l'article X:

7. The following words will be added to the first sub-paragraph of paragraph "e-l" of section

"Le 7 janvier est un jour chômé pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames de la zone I".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1951. 31425-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac et Témiscamingue.

1° Le paragraphe "j" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"j) *Compagnon électricien*: Les mots "compagnon électricien" signifient toute personne qui fait des travaux d'installation électrique nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, pour fins de pouvoirs, d'éclairage ou de chauffage, au compte d'un entrepreneur électricien. Cette personne doit détenir à ces fins la licence "C".

2° L'item "électricien ... \$1.05, \$1.10" apparaissant à l'échelle de salaires de l'article III, sera remplacé par le suivant:

"Electricien:	Zone I	Zone II
Entrepreneur (services personnels),		
jusqu'au 31 janvier 1952 ...	\$2.25	\$1.75
à partir du 31 janvier 1952..	2.40	1.95
Compagnon:		
jusqu'au 31 janvier 1952 ...	1.40	1.10
à partir du 31 janvier 1952..	1.50	1.20"

3° Les alinéas suivants seront ajoutés à l'article IX:

"Si un compagnon électricien ou apprenti résidant dans la zone I doit travailler dans la zone II pour le compte de son patron, il sera rémunéré au salaire de la zone I.

L'entrepreneur électricien, résidant dans la zone II devra, s'il travaille dans la zone I, rémunérer ses employés suivant l'échelle des salaires de cette dernière zone.

Le compagnon électricien sera tenu de fournir un coffre d'outils convenable."

4° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "f" de l'article XII;

"Dans la zone I, on peut embaucher un apprenti électricien par deux compagnons détenant la licence "C"; dans la zone II, il peut y avoir un apprenti électricien par compagnon."

5° Le sous-paragraphe 3 suivant sera ajouté au paragraphe "j" de l'article XII:

"3. Apprenti électricien:		
Jusqu'au 31 janvier 1952:		
Zone I Zone II		
Nouvelles négociations		
permises		
le 1er mai 1952		
1ère année	\$0.65	\$0.65
2ème année	0.75	0.75
3ème année;		
1er semestre	0.95	0.95

X: "January 7 shall be considered as a holiday by ladies' male and female hairdressers of zone I."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1951. 31425-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1254 of November 10, 1949, as amended, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Témiscamingue.

1. Subsection "j" of section I will be replaced by the following:

"j) *Journeyman electrician*: The words "journeyman electrician" mean any person whose work is connected with electrical installations, either new or existing, winding, laying, repair of wires, conductors or electrical apparatus for power, lighting of heating, for the account of an electrical contractor. He shall hold licence "C".

2. Item "electrician ... \$1.05, \$1.10" contained in the wage scale of section III, will be replaced by the following;

"Electrician:	Zone I	Zone II
Contractor (personal services)		
until January 31, 1952.....	\$2.25	\$1.75
from January 31, 1952.....	2.40	1.75
Journeyman:		
until January 31, 1952.....	1.40	1.10
from January 31, 1952.....	1.50	1.20"

3. The following paragraphs will be added to section IX:

"When a journeyman electrician or an apprentice who lives in zone I has to work in zone II the account of his employer, he shall receive the wages set for zone I.

The electrical contractor residing in zone II shall when working in zone I, pay his employees according to the wage scale of the latter zone.

The journeyman electrician shall supply an adequate tool box."

4. The following paragraph will be added to subsection "f" of section XII;

"In zone I, there may be one apprentice electrician to each two journeymen holding licence "C"; in zone II, there may be one apprentice per journeyman."

5. The following paragraph 3 will be added to subsection "j" of section XII:

"3. apprentice electrician:		
until January 31, 1952		
Zone I Zone II		
Open for negotiations		
on May 1, 1952.		
1st year	\$0.65	\$0.65
2nd year	0.75	0.75
3rd year		
1st six months	0.95	0.95

2ème semestre	1.00	0.95	2nd six months.....	1.00	0.95
4ème année.....	1.10	0.95	4th year.....	1.10	0.95
<i>A partir du 31 janvier 1952</i>			<i>From January 31, 1952</i>		
	<i>Zone I Zone II</i>			<i>Zone I Zone II</i>	
1ère année	0.65	0.65	1st year.....	0.65	0.65
2ème année.....	0.80	0.80	2nd year.....	0.80	0.80
3ème année:			3rd year		
1er semestre.....	0.95	0.90	1st six months.....	0.95	0.90
2ème semestre	1.00	0.90	2nd six months.....	1.00	0.90
4ème année.....	1.20	1.00	4th year.....	1.20	1.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1951. 31425-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1951. 31425-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

- 1° Le sous-paragraphe "f-5" de l'article II sera abrogé.
- 2° Le sous-paragraphe "g-4" de l'article II sera abrogé.
- 3° Le troisième alinéa du sous-paragraphe "b-3" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"Tout employé a droit à une heure et demie pour prendre ses repas."

- 4° Les paragraphes "ff" et "hh" de l'article IV seront radiés.

- 5° Les lettres "hh" sera radiée du paragraphe "j" de l'article IV.

- 6° L'article VI-B suivant sera ajouté:

"VI. *Dispositions particulières aux marchands de matériaux de construction.* Dans les établissements où on ne vend que des matériaux de construction, ou qui seront reconnus comme tel par le comité paritaire, on appliquera en outre les dispositions particulières suivantes:

- 1° *Définitions:* Le terme "premier commis d'entrepôt" désigne l'employé qui a sous sa surveillance et sa direction au moins quatre (4) employés.

- 2° Le terme "employé d'entrepôt" désigne l'employé dont le travail consiste à recevoir, déballer, expédier la marchandise ou la placer dans les entrepôts ou les cours.

- 3° Le terme "personnel masculin de bureau" ou "teneur de livres" comprend les commis à la vente et aux écritures des commandes et les commis aux commandes.

- 4° Le terme "employé temporaire" désigne celui qui est embauché occasionnellement pour travailler dans les entrepôts ou les cours ou sur la livraison et fait moins de trente (30) heures de travail par semaine.

- 5° *Durée du travail:* La semaine régulière de travail sera de quarante-neuf heures et demie (49½) réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 7.30 a.m. à 5.30 p.m.

Le samedi: de 7.30 a.m. à midi.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Paragraph "f-5" of section II will be deleted.

2. Paragraph "g-4" of section II will be deleted.

3. The third sub-paragraph of paragraph "b-3" of section III will be replaced by the following:

"Every employee is entitled to one hour and a half for his meals."

4. Subsections "ff" and "hh" of section IV will be deleted.

5. The letters "hh" will be stricken off subsection "j" of section IV.

6. The following section VI-B will be added:

"VI. *Special provisions respecting building materials dealers:* In establishments where only building materials are sold, or in those which the Parity Committee so considers, the following special provisions shall also apply:

1. *Definitions:* The words "warehouse head clerk" mean the employee in charge of at least four (4) employees.

2. The words "warehouse man" mean the employee whose work is to receive, unpack, ship merchandise or place it in the warehouses or yards.

3. The words "male office employee" or "book-keeper" mean the clerks working at the sales, orders and order records.

4. The words "temporary employee" mean an employee hired occasionally to work in the warehouses or yards or on the delivery, and who works less than thirty (30) hours per week.

5. *Duration of work:* The standard work week consists of forty-nine hours and a half (49½) distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 7.30 a.m. to 5.30 p.m.

Saturday: 7.30 a.m. to 12.00 (noon).

6° Les salariés n'ont droit qu'à une (1) heure pour les repas.

7° Taux de salaires: Aux fins de la présente convention, le salaire minimum pour la semaine régulière ou normale de l'établissement est le suivant:

Occupation	Salaire hebdomadaire
a) 1. Gérant	\$57.00
2. Chef-Comptable	50.00
3. Premier commis à la vente	50.00
4. Premier commis d'entrepôt	44.00
b) Livreur	40.00
c) Aide-Livreur (moins de 21 ans)	25.00
(21 ans et plus)	30.00
f) Personnel masculin de bureau (Teneur de Livres)	
1ère année	18.00
2ème année	22.00
3ème année	25.00
4ème année	29.00
5ème année	33.50
6ème année	38.00
7ème année	42.00
8ème année	46.00
hh) Employé d'entrepôt	
1ère et 2ème années d'expérience	31.00
Après 2 ans d'expérience	36.00
l) Employé temporaire (l'heure)	0.80
m) Personnel féminin de Bureau	
1ère année	18.00
2ème année	21.50
3ème année	25.00
4ème année	28.50

8° La moitié de tous les salariés mentionnés aux sous-paragraphe "a-1" "a-2" "a-3" "a-4" "f" et "hh" du paragraphe "7" du présent article doivent recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective et, après sept (7) ans pour le personnel masculin de bureau et deux (2) ans pour les employés d'entrepôt, devront recevoir le salaire correspondant à la septième ou la deuxième année d'expérience suivant le cas, jusqu'à ce qu'il se produise une vacance dans cette moitié des salariés d'un même employeur qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie respective.

Du moment qu'une vacance se produira dans le premier 50% de chaque catégorie, le salarié qui a sept (7) années d'expérience ou plus de deux ans d'expérience et qui a été classifié au salaire de la septième année ou de la deuxième, suivant le cas, attendant une place vacante dans le premier 50% a droit automatiquement au salaire maximum de sa catégorie par ordre de séniorité d'expérience."

Les parties contractantes consentent à être liées par les présents amendements à compter du 1er juin 1951.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1951. 31425-0

6. Employees shall have but one hour off for the meals.

7. Wages rates: For the purposes of the present agreement, the minimum wages for the standard work week of the establishment shall be as follows:

Occupation	Weekly wages
a) 1. Manager	\$57.00
2. Chief accountant	50.00
3. Head sales clerk	50.00
4. Head warehouse-clerk	44.00
b) Delivery man	40.00
c) Delivery man's helper (under 21 years of age)	25.00
(21 or over)	30.00
f) Male office employees (bookkeepers)	
1st year	18.00
2nd year	22.00
3rd year	25.00
4th year	29.00
5th year	33.50
6th year	38.00
7th year	42.00
8th year	46.00
hh) Warehouse employee	
1st and 2nd years of experience	31.00
After 2 years of experience	36.00
l) Temporary employee (per hour)	0.80
m) Female office employees	
1st year	18.00
2nd year	21.50
3rd year	25.00
4th year	28.50

8. Half of all the employees mentioned in paragraphs "a-1", "a-2", "a-3", "a-4", "f" and "hh" of subsection 7 of the present section shall receive the maximum wage for their respective category and, after seven (7) years in the case of male office employees and two (2) years in the case of warehouse men, shall receive the wages set for the seventh or second year of experience, as the case may be, until a vacancy occurs in that half of the employees of a same employer which receives the maximum wage rate for their respective category.

When a vacancy occurs in the first 50% of each category, the employee with seven (7) years of experience or more than two (2) years of experience and who has been classified in the seventh or second year, as the case may be, waiting for a vacancy to occur in the first 50% is automatically entitled to the maximum wages of his category by order or seniority of experience."

The contracting parties have agreed to be bound by the present amendments reckoning from June 1, 1951.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1951. 31425-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret nu-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, as amended), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1743

méro 1743 du 11 juillet 1941, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

Les mots "Baie Comeau" apparaissant au deuxième alinéa de paragraphe "c" de l'article III seront radiés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1951.

31425-o

of July 11, 1941, as amended, relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

The words "Baie Comeau" mentioned in the second paragraph of subsection "c" of section III will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1951.

31425-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Larivière,	Lucien-Réal,	21	Montréal,	Université d'Ottawa.

Hull, 26 octobre 1951.— Hull, October 26, 1951.

31367-44-20

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUÉBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
DeGoumois,	Marc,	20	Québec.
Allard,	Paul,	21	Lévis, P. Q.
Côté,	Georges,	22	Québec.
Letarte,	René,	19	Québec.
Couture,	Jacques,	21	Sillery, P. Q.
Gagné,	Jacques,	21	Québec.
Picard,	Paul,	20	Québec.
Lord,	Jean-Charles,	23	Beauport, P. Q.
Asselin,	Jean d'Arcy,	20	Québec.
Hébert,	Gaston,	20	St-Méthode, P. Q.
Pinsonnault,	Guy,	24	Québec.
Dussault,	Jean-Marie,	27	Québec.
Bilodeau,	André,	20	Québec.
Lambert,	Guy,	23	Québec.
Bourget,	Jean,	23	Québec.
Galipeault,	Louise,	18	Québec.
Dionne,	Denys,	20	Québec.
Letarte,	Guy,	21	Québec.
Lahoude,	Maurice,	20	Québec.
Grenier,	Gérard,	22	St-Flavien, P. Q.
Roberge,	Pierre,	21	Québec.
Aubé,	Denys,	21	Québec.
Jacques,	Maurice,	26	Québec.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,

J.-CHARLES-V. GRAVEL,

Secretary of Quebec Bar.

31367-44-2-o

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
(Novembre 1951) — (November 1951)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Ackman . . .	Moe	25	Montréal	Sir George Williams College.
2.— Alexander . . .	James	23	Montréal	Bishop's University, Lenn.
3.— Allaire	Jean	21	Montréal	Collège André Grasset
4.— Bilodeau	Jeannine	20	Montréal	Collège Marie de France.
5.— Bless	Joseph-S.	24	Montréal	Sir George Williams College.
6.— Boudrias	Bernard	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
7.— Bourque	Pierre	21	Montréal	Collège Brébeuf.
8.— Brousseau	Jacques	21	Montréal	Séminaire de Philosophie.
9.— Bruneau	Claude	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
10.— Caron	Jacques	19	Ville St-Laurent	Collège Ste-Marie.
11.— Carrier	J.-M.	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
12.— Cartwright	Raymond	26	Montréal	Collège Loyola.
13.— Caumartin	Jean	21	Montréal	Inst. Mongeau et St-Hilaire.
14.— Chipman	Julian	20	Montréal	Université McGill.
15.— Cosford	E.-J.	25	Montréal	Université McGill.
16.— Couture	J.-P.	26	Montréal	Séminaire de Philosophie.
17.— Desjardins	Robert	20	Montréal	Séminaire de Philosophie.
18.— Dorais	Richard	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
19.— Duchesne	Gilles	20	Montréal	Collège André Grasset.
20.— Edward	J. C.	21	Montréal	Collège Loyola.
21.— Empey	G. B.	22	Montréal	Université McGill.
22.— Fontana	Eltie	27	Montréal	Sir George Williams College.
23.— Fortier	André	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
24.— Gadoury	Paul	23	Montréal	Collège Ste-Marie.
25.— Gagné	Ghislaine	26	Montréal	Sir George Williams College.
26.— Garber	Harry Y.	23	Montréal	Université McGill.
27.— Gauvin	Pierre	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
28.— Goldman	Marylin	21	Montréal	Université McGill.
29.— Johnson	Maurice	22	Montréal	Collège St-Laurent.
30.— Kennedy	James T.	22	Montréal	St. Francis Xavier University.
31.— Kirshblatt	David	24	Montréal	Sir Geo. Williams College.
32.— Lalonde	Marc	22	Ile Perrot, Qué.	Collège St-Laurent.
33.— Langlois	Lise	20	Montréal	Collège Marguerite-Bourgeoys.
34.— Lapiere	Yves	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
35.— LaPrairie	Rolland	25	Montréal	Université McGill.
36.— Laramée	P. P.	24	Boucherville, Qué.	Collège Ste-Marie.
37.— Laurendeau	Maurice	20	Montréal	Collège Brébeuf.
38.— Lazure	Gilles	21	Montréal	Université d'Ottawa.
39.— LeBel	Jacques	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
40.— Lebeuf	Eliane	20	Montréal	Collège Jésus-Marie.
41.— Legault	Gilles	22	Montréal	Int. Mongeau et St-Hilaire.
42.— Lortie	Alain	19	Montréal	Collège Brébeuf.
43.— Lundie	Ian G. W.	23	Montréal	Université McGill.
44.— Magor	Murray	21	Montréal	Bishop's College, Lenn.
45.— Marchessault	Lucette	19	Montréal	Collège Marie de France.
46.— Marleau	Huguette	22	Montréal	Collège Marguerite-Bourgeoys.
47.— Mason	Kathryn	21	Montréal	Université McGill.
48.— Mercier	Pierre	19	Montréal	Université d'Ottawa.
49.— Monette	Claude	22	Montréal	Université d'Ottawa.
50.— Morand	Cyrille	23	Montréal	Externat Classique Ste-Croix.
51.— Oakley	Donald A.	27	St-Lamher, Qué.	Université McGill.
52.— O'Brien	Joseph E.	26	McMasterville, Q.	Sir Geo. Williams College.
53.— Pelletier	André	20	Montréal	Collège Grasset.
54.— Phillips	Frederick R.	27	Montréal	Université McGill.
55.— Pilon	Jean-Guy	20	St-Polycarpe	College Bourget.
56.— Poulin	J.-M.	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
57.— Poupert	Armand Jr.	21	Montréal	Collège St-Laurent
58.— Respitz	Oscar	22	Montréal	Université McGill.
59.— Rioux	M.-E.	22	Montréal	Western University Ontario.
60.— Rothman	M.	21	Montréal	Université McGill.
61.— Ruby	Jason	21	Montréal	Université McGill.
62.— Sanche	J.-J.	21	Montréal	Université d'Ottawa.
63.— Sasseville	P.-R.	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
64.— Sauvè	Maurice	28	Montréal	Collège Ste-Marie.
65.— Sauvè	Robert	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
66.— Seal	Don	22	Montréal	Université McGill.
67.— Smyth	J. C.	21	Montréal	Université Western, Ont. . .
68.— Stead	A. C. S.	23	Montréal	Université McGill.
69.— Tellier	Claude	19	Montréal	Collège Stanislas.
70.— Tétrault	Jacques	23	Montréal	Sir Geo. Williams College.
71.— Thouin	Marcel	22	Montréal	Université de Montréal.
72.— Tremblay	Rodolphe	24	Montréal	Collège St-Laurent.
73.— Valade	Jacques	21	Montréal	Université de Montréal.
74.— Valiquette	André	17	Montréal	Collège Stanislas.
75.— Vien	Raymond	25	Montréal	Collège Stanislas.
76.— Vlahos	Nicholas	22	Montréal	Université McGill.
77.— Whelan	George	26	Montréal	Université McGill.
78.— Winston	Milton	21	Montréal	Université McGill.
79.— Bloomfield	Harold	25	Montréal	Université McGill.
80.— Duceppe	André	22	Montréal	Séminaire de Valleyfield.
81.— Léger	André	21	Montréal	Séminaire de Valleyfield.

Montréal, le 29 octobre 1951.— Montreal, October 29, 1951.

Le Secrétaire,
FRANCOIS MERCIER,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Quain	Redmond Charles Hamilton.	23	Kingsmere	Université d'Ottawa.

Hull, 31 octobre 1951 — Hull, October 31, 1951.

31429-45-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Bolduc	Laurent Paul	22	Jonquière, P. Q.

Québec, 31 octobre 1951 — Quebec, October 31, 1951.

31429-45-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J. CHARLES V. GRAVEL,
Secretary of Quebec Bar.

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Gaston Boily, notaire exerçant à St-Flavien, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me J.-A. Verville, notaire décédé, dont Me Gaspard Ethier était le cessionnaire.

Montréal, 6 novembre 1951.

Le Secrétaire-Trésorier de la
Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

31398-o

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Gaston Boily, Notary practising at St. Flavien, County of Lotbinière, Judicial District of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me J.-A. Verville, deceased Notary, whereof Me Gaspard Ethier was the assignee.

Montreal, November 6th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries.

31398-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me G. Henri Séguin, notaire, exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Lionel Joron et de Me Ulric Joron, notaires décédés.

Montréal, 6 novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

31399

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me G. Henri Séguin, Notary practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Lionel Joron and Me Ulric Joron, deceased Notaries.

Montreal, November 6th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

31399

Liquidations, avis de:

Winding up Notices:

AVIS DE LIQUIDATION

NOTICE OF LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de

Notice is hereby given, as provided by Section 276 of the the Quebec Insurance Act, that "La

Québec, que la "Mutuelle des Marchands Détaillants" a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 16 septembre 1951.

Monsieur Luc Marchessault, West Shefford, Qué., a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de la société qui sera tenue le 28 novembre 1951, à 4.00 heures p.m., au siège social de la société, 354 est, rue Ste-Catherine, chambre 80, Montréal.

Donné à Montréal, le dixième jour de novembre, mil neuf cent cinquante et un.

[Seal]

31410-45-2-o

Le Secrétaire,
FERNAND BOISSEAU.

Mutuelle des Marchands Détaillants" has decided to liquidate its business at a general special meeting of its members held on 16th of September, 1951.

Mr. Luc Marchessault, West Shefford, Que., has been proposed as liquidator at the same general special meeting, and will be officially appointed at a subsequent general special meeting of the members of the society to be held on 28th of November, 1951, at the office of "La Mutuelle des Marchands Détaillants," 354 St. Catherine Street East, Room 80, Montreal.

Given at Montreal, this tenth day of November, nineteen fifty one.

[Seal]

31410-45-2-o

FERNAND BOISSEAU,
Secretary.

Sièges sociaux

Avis est donné que la Compagnie Lagueux & Frères Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 18ème jour de mars 1946, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 35, Côte du Palais, l'a transporté à 581 St-Cyrille, Québec (Sillery).

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 1er octobre 1951.

31378-o

Le Président,
LOUIS-D. LAGUEUX.

Canada, Province de Québec, District
de Bonaventure

NOUVELLE PULPWOOD LIMITED

Avis de situation du siège social

Avis est donné que la compagnie "Nouvelle Pulpwood Limited", constituée en corporation par lettres patentes accordées le 28 juin 1951 et ayant son siège social à Carleton, comté de Bonaventure, a établi son bureau dans l'édifice de la compagnie "Madawaska Corporation Limited", village de Carleton, district de Bonaventure, Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Carleton, ce deuxième jour d'octobre 1951.

[Seal]

31379

Le Président,
EARL W. SPAULDING.

LAURENTIAN MINING & EXTRACTION CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises le 9 juin 1951, et ayant son siège social à Saint-Jovite, district de Terrebonne, a établi son bureau principal rue Lapointe, Saint-Jovite.

Daté à Saint-Jovite, le 21 septembre, 1951.

31414-o

Le Secrétaire-trésorier,
YVAN MASSE.

Head Offices

Notice is hereby given that the company "Lagueux & Frères Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of March, 1946, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situated until now at 35 Palace Hill, has moved it to 581 St-Cyrille street, Quebec (Sillery).

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 1st day of October, 1951.

31378

LOUIS D. LAGUEUX,
President.

Canada, Province of Quebec, District
of Bonaventure

NOUVELLE PULPWOOD LIMITED

Notice of Situation of Head Office

Notice is hereby given that the "Nouvelle Pulpwood Limited", company incorporated by letters patent granted on the 28th of June 1951 and having its head office in Carleton, county of Bonaventure, has established its office at "Madawaska Corporation Limited" Office Building, Village of Carleton, District of Bonaventure, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Signed at Carleton, this second day of October, 1951.

[Seal]

31379-o

EARL W. SPAULDING,
President.

LAURENTIAN MINING & EXTRACTION CO. LTD.

Notice is hereby given that the "Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th of June 1951, and having its head office in Saint-Jovite, district of Terrebonne, has established its office on Lapointe street, in Saint-Jovite.

Dated at Saint-Jovite, this 21th day of September 1951.

31414-o

YVAN MASSE,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montréal

Re: Loi des déclarations des compagnies et des sociétés

In the matter of The Partnership Declaration Act

DÉCLARATION D'EXERCICE DE SES AFFAIRES

DECLARATION OF CARRYING ON BUSINESS

La compagnie "Romaine River Railway Company" a été constituée en corporation par une loi spéciale de la Législature de la province de Québec sanctionnée le 10 mars 1949. Sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, située auparavant à 1255 Carré Phillips, est maintenant située à 1510 rue Drummond.

En foi de quoi, cette déclaration est faite et signée par moi, Clifford C. Schmelzle, le trésorier de ladite compagnie, en la cité de Montréal ce 5ème jour d'octobre 1951.

31380

C. SCHMELZLE.

"Romaine River Railway Company" was incorporated by a special Act of the Legislature of the Province of Quebec assented to on March 10th, 1949. Its principal place of business in the City of Montreal formerly located at 1255 Phillips Square is now located at 1510 Drummond Street.

In witness whereof, this declaration is made and signed by me, Clifford C. Schmelzle, the Treasurer of the said company at the City of Montreal, this 5th day of October, 1951.

31380-o

C. SCHMELZLE.

TURCOT LUMBER INC.

TURCOT LUMBER INC.

Avis est donné que la compagnie "Turcot Lumber Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 février 1945 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 311, rue St-Joseph l'a transporté à 80 rue St-Pierre, dans la même localité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce vingt-huitième jour de septembre 1951.

[Sceau]

COLETTE D. TURCOT,

Secrétaire.

31381-o

Notice is hereby given that "Turcot Lumber Inc.", a company incorporated by letters patent on the 6th of February, 1945, and having its head office in the city of Quebec where its office was situated up to today at 311 St. Joseph St., has moved it to 80 St. Peter St., in the same city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, P.Q., this twenty-eighth day of September 1951.

[Seal]

COLETTE D. TURCOT,

Secretary.

31381-o

O. CLOT GRAPHITE MINES CO. LTD.

O. CLOT GRAPHITE MINES CO. LTD.

Avis est donné que la compagnie "O. Clot Graphite Mines Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises le 6 juillet 1951, et ayant son siège social à Saint-Jovite, district de Terrebonne, a établi son bureau principal rue Lapointe, Saint-Jovite.

Daté à Saint-Jovite, le 21 septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,

YVAN MASSE.

31415-o

Notice is hereby given that the "O. Clot Graphite Mines Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th of July 1951, and having its head office in Saint-Jovite, district of Terrebonne, has established its office on Lapointe street, in Saint-Jovite.

Dated at Saint-Jovite, this 21th of September 1951.

YVAN MASSE,

Secretary-Treasurer.

31415-o

J. A. DURANCEAU CONSTRUCTION LTÉE

J. A. DURANCEAU CONSTRUCTION LTD.

J. A. DURANCEAU CONSTRUCTION LTÉE

J. A. DURANCEAU CONSTRUCTION LTD.

Avis d'adresse

Notice of Address

Avis est donné par les présentes que la compagnie "J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd." constituée en corporation en vertu de la Première Partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts Révisés de Québec, chapitre 276, par lettres patentes datées du 8 août 1951, enregistrées le 21 août 1951, Libro 243, Folio 57, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à 10905 boulevard Lajeunesse, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 31 octobre 1951.

[Sceau]

Le Président,

31417-o J. ALEXANDRE DURANCEAU, Jr.

Notice is hereby given that the company "J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, by letters patent bearing date August 8th, 1951, registered on August 21, 1951, Libro 243, Folio 57, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 10905 Lajeunesse Boulevard, in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Montreal, October 31, 1951.

J. ALEXANDRE DURANCEAU, Jr.,

President.

31417

[Seal]

Avis est donné que le "Club du Lac des Roches, Inc.", corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec, en date du 12 septembre 1949, et ayant son siège social à Québec, a fixé celui-ci à 206, rue du Pont, Québec.

Québec, 16 octobre 1951.

Le Secrétaire-Trésorier,
ARTHUR DROLET.

31396-o

Notice is given that the "Club du Lac des Roches, Inc.", a company incorporated by letters patent of the province of Quebec on September 12th, 1949, and having its head office in Quebec, has established the same at 206, Bridge Street, Quebec City.

Quebec, 16th of October, 1951.

ARTHUR DROLET,
Secretary-Treasurer.

31396-o

Soumissions

Province de Québec

CITÉ D'ARVIDA
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. A. Fréchette, secrétaire-trésorier, C.P., 2, Arvida, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 P.M., le 26 novembre 1951, pour l'achat de \$200,000.00 d'obligations de la Cité d'Arvida, datées du 1er décembre 1951 et remboursables par séries du 1er décembre 1952 au 1er décembre 1971, inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$200,000.00—20 ans

Année	Capital
1er décembre 1952.	\$10,000.00
1er décembre 1953.	10,000.00
1er décembre 1954.	10,000.00
1er décembre 1955.	10,000.00
1er décembre 1956.	10,000.00
1er décembre 1957.	10,000.00
1er décembre 1958.	10,000.00
1er décembre 1959.	10,000.00
1er décembre 1960.	10,000.00
1er décembre 1961.	10,000.00
1er décembre 1962.	10,000.00
1er décembre 1963.	10,000.00
1er décembre 1964.	10,000.00
1er décembre 1965.	10,000.00
1er décembre 1966.	10,000.00
1er décembre 1967.	10,000.00
1er décembre 1968.	10,000.00
1er décembre 1969.	10,000.00
1er décembre 1970.	10,000.00
1er décembre 1971.	10,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte à Québec, à Montréal ou à Arvida.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1951, à 7 heures 30 P.M., à l'hôtel de Ville de la Cité d'Arvida.

Tenders

Province of Quebec

CITY OF ARVIDA
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, J. A. Fréchette, Secretary-Treasurer, P.O. Box 2, Arvida, P.Q., up to half past seven o'clock in the evening, the 26th day of November, 1951, for the purchase of \$200,000.00 of bonds of the City of Arvida, dated the 1st of December, 1951, and redeemable serially from the 1st of December 1952 to the 1st of December 1971, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum payable semi-annually, the 1st of June and the 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$200,000.00—20 years

Year	Capital
1st December 1952.	\$10,000.00
1st December 1953.	10,000.00
1st December 1954.	10,000.00
1st December 1955.	10,000.00
1st December 1956.	10,000.00
1st December 1957.	10,000.00
1st December 1958.	10,000.00
1st December 1959.	10,000.00
1st December 1960.	10,000.00
1st December 1961.	10,000.00
1st December 1962.	10,000.00
1st December 1963.	10,000.00
1st December 1964.	10,000.00
1st December 1965.	10,000.00
1st December 1966.	10,000.00
1st December 1967.	10,000.00
1st December 1968.	10,000.00
1st December 1969.	10,000.00
1st December 1970.	10,000.00
1st December 1971.	10,000.00

Capital and interest are payable at any chartered bank at Quebec, Montreal or Arvida.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, the 26th day of November, 1951, at half-past seven o'clock in the evening, at the City Hall, in the City of Arvida.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arvida (Comté de Chicoutimi), ce 5 novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. FRÉCHETTE.

C.P., 2,
Arvida, P.Q.

31403-0

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arvida (County of Chicoutimi), this fifth day of November, 1951.

J. A. FRÉCHETTE,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 2,
Arvida, P.Q.

31403

Province de Québec

COMMISSAIRES DES ÉCOLES PROTESTANTES
DE LA MUNICIPALITÉ DE LENNOXVILLE
(COMITÉ DE SHERBROOKE)

Avis est donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, W. R. Baker, secrétaire-trésorier, B.-P. 220, Lennoxville, Qué., jusqu'à 4 heures p.m., mardi le 27 novembre 1951, pour l'achat d'une émission de \$412,000 d'obligations des Commissaires des Ecoles Protestantes de la Municipalité de Lennoxville, datées du 1er octobre 1951 et remboursables par séries du 1er octobre 1952 au 1er octobre 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$412,000 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1952.....	x\$48,500.00
1er octobre 1953.....	x 50,500.00
1er octobre 1954.....	x 52,500.00
1er octobre 1955.....	x 54,500.00
1er octobre 1956.....	6,500.00
1er octobre 1957.....	6,500.00
1er octobre 1958.....	7,000.00
1er octobre 1959.....	7,500.00
1er octobre 1960.....	7,500.00
1er octobre 1961.....	8,000.00
1er octobre 1962.....	8,000.00
1er octobre 1963.....	8,500.00
1er octobre 1964.....	9,000.00
1er octobre 1965.....	9,000.00
1er octobre 1966.....	128,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$201,600.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements de \$50,400 de 1952 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de l'emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, Montréal ou Lennoxville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées lors d'une assemblée spéciale des Commissaires des Ecoles Protestantes de Lennoxville qui sera

Province of Quebec

PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF LENNOXVILLE
(COUNTY OF SHERBROOKE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. R. Baker, Secretary-Treasurer, P.O. Box 220, Lennoxville, Que. until 4 o'clock p.m., Tuesday, November 27th, 1951, for the purchase of an issue of \$412,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Lennoxville, dated October 1st, 1951 and redeemable serially from October 1st, 1952 to October 1st 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$412,000.00 — 15 years

Year	Capital
October 1st, 1952.....	x\$48,500.00
October 1st, 1953.....	x 50,500.00
October 1st, 1954.....	x 52,500.00
October 1st, 1955.....	x 54,500.00
October 1st, 1956.....	6,500.00
October 1st, 1957.....	6,500.00
October 1st, 1958.....	7,000.00
October 1st, 1959.....	7,500.00
October 1st, 1960.....	7,500.00
October 1st, 1961.....	8,000.00
October 1st, 1962.....	8,000.00
October 1st, 1963.....	8,500.00
October 1st, 1964.....	9,000.00
October 1st, 1965.....	9,000.00
October 1st, 1966.....	128,500.00

The letters (x) indicate the years during which annual payments of a total grant of \$201,600.00 given by the Provincial Secretary and payable in four instalment of \$50,400.00 from 1952 to 1955 inclusively will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at The chartered bank mentioned in the loan procedure in Quebec, in Montreal or in Lennoxville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at special meeting of the Prot. Sch. Comm. of Lennoxville, to be held on the 27th day of the month

tenue le 27ième jour de novembre 1951, à 4 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Lennoxville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lennoxville (comté de Sherbrooke), ce 7 novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
W. R. BAKER.

B. P. 220,

31427 Lennoxville, (Sherbrooke) Qué.

of November, 1951, at 4 o'clock p.m., at The Town Hall of Lennoxville.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lennoxville (County of Sherbrooke), this 7th day of November 1951.

W. R. BAKER,
Secretary-Treasurer,

P.O. BOX 220,

31427-o Lennoxville, (Sherbrooke) Que.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 35, Cour Supérieure, (en matière de faillite).

Dans l'affaire de Léo Boucher, ci-devant épiciier de St-Jean, P.Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une terre située en la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, composée comme suit:

a) Du lot connu et désigné au cadastre officiel de la dite Paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur sous le numéro deux cent trente-neuf (239) avec les bâtisses y érigées.

b) D'un lopin de terre d'environ onze arpents de superficie, étant une partie du lot numéro deux cent trente-huit (Ptie 238) du cadastre de ladite paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, bornée: en front par le chemin de la Concession Sud de la Rivière Yamaska, en profondeur par la dite Rivière, d'un côté par le terrain ci-dessus décrit, et de l'autre côté par les représentants de Louis Languerant, sans bâtisses.

A distraire cependant de cette dite partie du lot N° 238 une lisière de terre prise sur ce dit lot à onze cent quinze pieds du Chemin public, de la contenance de quatre-vingt-quinze pieds de largeur par toute la profondeur qui reste à partie de onze cent quinze pieds du Chemin public à aller à la Rivière Yamaska, suivant les sinuosités de ladite Rivière bornée: en front et d'un côté par partie du même lot N° 238, en profondeur par la Rivière Yamaska, et de l'autre côté par la terre de Léo Rainville ou représentants, avec droit de passage, à pieds et en voiture avec tous autres y ayant droit, dans un chemin de quinze pieds de largeur pris sur le dit lot N° 238, dans la ligne de terrain de Léo Rainville, par toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la susdite lisière de terre, pour communiquer à icelle, aux charges ordinaires d'entretien, et à frais communs.

Le sudit emplacement présentement distrait est détenu par Raoul Dupré et William Houle, aux termes d'une promesse de vente à eux consentie par Armand Tétreault le vingt-huit juillet mil neuf cent cinquante, devant J. Lafontaine, notaire.

2. Une terre située au même endroit, composée comme suit:

a) Du lot numéro deux cent quarante et un (N° 241) du cadastre officiel de la dite paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, avec bâtisses.

b) D'une partie du lot numéro deux cent quarante-deux (Ptie 242) du même cadastre, de la contenance de un arpent et demi de largeur par environ vingt-quatre arpents de profondeur, bornée: en front par le chemin public, en profondeur par Albany Racine, d'un côté à Aurélien

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 35, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of Léo Boucher, heretofore a grocer of St-Johns, P.Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. A farm situate in the Parish of St-Hyacinthe le Confesseur, composed as follows:

a) Of the lot known and designated on the official cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur as number two hundred and thirty-nine (239) — with the buildings thereon erected.

b) Of a parcel of land of about eleven arpents in superficial area, being a part of lot number two hundred and thirty-eight (Pt. 238) on the cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur, bounded: in front by the road of the concession south of the Yamaska river, in depth by the said river, on one side by the land above described, and on the other side by the representatives of Louis Languerant — without buildings.

To be deducted, however, from the said part of lot No. 238, a strip of land taken from said lot at eleven hundred and fifteen feet from the public road, measuring ninety-five feet in width by all the depth that remains, starting at eleven hundred and fifteen feet from the public road and extending as far as the Yamaska river, following the curves of the said river, bounded: in front and on one side by part of the same lot No. 238, in depth by the Yamaska River, and on the other side by the land of Léo Rainville or representatives — with right of way, on foot and in vehicle, with all others having a right thereto, in a road fifteen feet wide taken from said lot No. 238, in the line of the land of Léo Rainville, by the whole depth which exists between the public road and the aforesaid strip of land, to communicate thereto, subject to ordinary charges of maintenance, and at common costs.

The aforesaid emplacement presently deducted is held by Raoul Dupré and William Houle, under the terms of a promise of sale consented to them by Armand Tétreault on the twenty-eighth day of July, one thousand nine hundred and fifty, before J. Lafontaine, notary.

2. A farm situate at the same place, composed as follows:

a) Of lot number two hundred and forty-one (No. 241) of the official cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur — with buildings.

b) Of a part of lot number two hundred and forty-two (Pt. 242) of the same cadastre, measuring one arpent and one half in width by about twenty-four arpents in depth, bounded: in front, by the public road, in depth by Albany Racine, on one side by Aurélien Chaput or representatives

Chaput ou représentants, et de l'autre côté par le terrain de Paul Grégoire; avec la grange y érigée.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Seront vendus séparément, suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal en matière de faillite, rendu le 18 juillet 1951, portant le N° 35 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret conformément aux prescriptions de l'article 55 de la loi de faillite, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de St-Hyacinthe, MARDI, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante et un, à ONZE heures de l'avant midi.

Condition de vente 10% comptant, plus 1% pour le fonds des bâties et des jurés; la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

10 novembre 1951.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques, Montréal.

31407-45-2-0

and on the other side by the land of Paul Grégoire — with the barn thereon erected.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

To be sold separately, according to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, Sitting in Bankruptcy, rendered on the 18th day of July, 1951, bearing No. 35 of the records of the said Court, by public auction, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of section 55 of the Bankruptcy Act, at the church door of the parish of St-Joseph de St-Hyacinthe, on TUESDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-one, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Condition of sale 10% cash, plus 1% for Government taxes; the balance within three days.

For information and list of charges apply to the undersigned.

November 10, 1951.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Office of Lamarre & Inns,
10 St. James Street East, Montreal.

31407-45-2

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE MONT-ROYAL

Avis public est par les présentes donné que conformément à un arrêté en conseil en date du 22 octobre 1951, le greffier de Ville Mont-Royal vendra à l'enchère publique le septième jour de décembre 1951, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du conseil, à l'Hôtel de ville, 90 avenue Roosevelt, Vil e Mont-Royal, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales et scolaires n'ont pas été payées:

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MOUNT ROYAL

Public notice is hereby given that pursuant to an order of the Council made on October 22nd, 1951, the Clerk of the Town of Mount Royal will on the seventh day of December, 1951 at ten o'clock in the forenoon at the office of the Council, Town Hall, 90 Roosevelt Avenue, Town of Mount Royal, P.Q., sell at public auction in the manner prescribed by law the following immovables on which the municipal and school taxes assessed have not been paid:

Descriptions des propriétés — Description of Property	Noms des propriétaires — Name of Owner	Taxes non-payées — Unpaid Taxes
(1)	Succession-Estate J. H. Mead.	\$ 9.95
(2)	Mount Royal Homesites Ltd.	98.57

(1) Subdivision 2415 du cadastre originaire 623 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

(2) Un emplacement vacant situé dans Ville Mont-Royal faisant partie du lot originaire numéro 621 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot originaire comme la partie sud-est de la subdivision numéro 120 (ruelle); la dite partie sud-est appartenant à Mount Royal Homesites Limited ou représentants et étant bornée sur un côté au nord-est par les lots numéros 121 et 125 de la dite subdivision, sur l'autre côté au sud-ouest par les lots numéros 117 et 118 et partie du lot numéro 119 de la dite subdivision, à une extrémité au sud-est par le lot numéro 211 de la dite subdivision étant une partie de l'avenue Roosevelt, et à l'autre extrémité au nord-ouest par une autre partie du dit lot numéro 120 de la dite subdivision de laquelle il est séparé par une ligne étant le prolongement dans une ligne directe au sud-ouest de la ligne latérale au nord-ouest du dit lot numéro 125 de la dite subdivision.

(1) Lot subdivision 2415 of original Cadastre 623 on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Laurent.

(2) That certain vacant emplacement situated in the Town of Mount Royal forming part of original lot number 621 on the Official Plan and Book of Reference for the Parish of St. Laurent, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said original lot as the south-east part of subdivision lot number 120 (lane); the said south-east part being owned by Mount Royal Homesites Limited or representatives and being bounded on one side to the north-east by lots numbers 121 and 125 of the said subdivision, on the other side to the south-west by lots numbers 117 and 118 and part of lot number 119 of the said subdivision, on one end to the south-east by lot number 121 of the said subdivision being a part of Roosevelt Avenue, and on the other end to the north-west by another part of the said lot number 120 of the said subdivision from which it is separated by a line being the prolongation in a straight line south-westerly of the north-westerly side line of said lot number 125 of the said subdivision.

Donné à Mont-Royal, ce deuxième jour de novembre 1951.

31392-45-2-o

Le Greffier,
D. W. LOUGH.

Given at Mount Royal, this second day of the month of November, 1951.

31392-45-2-o

D. W. LOUGH,
Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Beauharnois, Province de Québec
Cour Supérieure, N° 410.

{ EDDIE PIGEON, demandeur vs RAOUL LACROIX, défendeur, et PAMPHILE LAPLANTE, es-qualité, mis-en-cause,

L'usufruit du défendeur sur le lot de terre ci-après décrit de même que la propriété des bâtisses érigées sur le dit lot, terrain et bâtisses en la possession du défendeur;

"Un lot de terre désigné au cadastre officiel de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro trois-cent quarante-huit (348), mesurant quarante-huit (48) pieds en front sur quatre-vingt-seize (96) pieds de profondeur, mesure anglaise, avec toutes constructions qui y sont et y seront érigées,

Pour être vendu dans mon Bureau au Palais de Justice, à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, MERCREDI le 21 ième jour du mois de NOVEMBRE 1951, à 10 heures de l'avant-midi, heure solaire.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ce 3ième jour d'Octobre 1951. P. H. REID.
[Première insertion: le 20 Octobre 1951.] 31250-42-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 1022. { SAMUEL ELLIS & S. R. HOCK, tous deux marchands, de la cité d'Ottawa,

province d'Ontario, y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Lumo Electric Company, demandeurs; vs WILFRID REGIMBALD, des cité et district de Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant composé des lots numéros quatre-vingt-trois et quatre-vingt-quatre (83 et 84) de la subdivision officielle du lot originaire deux cent quarante-cinq (245) aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du quartier I de la cité de Hull, avec tous les bâtiments y érigés, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à mon bureau le VINGT-TROIS NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, 17 octobre 1951. I. ST-PIERRE.
31251-42-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 304807. { ALEX BREMNER LIMITED, demanderesse; vs JOS. LESSARD, défendeur.

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Beauharnois
Superior Court. N° 410.

{ EDDIE PIGEON, plaintiff; vs RAOUL LACROIX, defendant, and PAMPHILE LAPLANTE, es-qualité, mis-en-cause.

The usufruct of the defendant on the lot of land hereinafter described, likewise the ownership of the buildings erected on the said lot, land and buildings in the possession of the defendant.

A lot of land designated on the official cadastre for the town of Salaberry-de-Valleyfield, as number three hundred and forty-eight (348), measuring forty-eight (48) feet in front by ninety-six (96) feet in depth, English measure — with all the buildings erected or to be erected thereon.

To be sold, at my office, in the Court House, at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the day of the month of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time.

Sheriff's Office, P. H. REID,
this 3rd day of October, 1951. Sheriff.
[First insertion: October 20, 1951] 31250-42-2

HULL

District of Hull

Superior Court, N° 1022. { SAMUEL ELLIS & S. R. HOCK, both merchants, of the city of Ottawa, Province of Ontario, there carrying on business under the firm name and style of Lumo Electric Company, plaintiff; vs WILFRID REGIMBALD, of the city and district of Hull, defendant.

"An immovable known and designated as being composed of lots numbers eighty-three and eighty-four (83 and 84) of the official subdivision of the original lot two hundred and forty-five (245) on the official cadastral plan and in the book of reference for Ward I of the city of Hull, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at my office on the TWENTY-THIRD of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, I. ST-PIERRE,
Hull, October 17, 1951. Sheriff.
31251-42-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: N° 304807. { ALEX BREMNER LIMITED, plaintiff; vs JOS. LESSARD, defendant.

Un emplacement situé et ayant front sur la 2^{ème} Avenue, Rosemont, Montréal, étant la subdivision 575 du lot originaire N° 207 du Village incorporé de la côte de la Visitation mesurant 25 pieds de largeur par 105 pieds de profondeur avec bâtisses y érigées et spécialement celle portant le N° municipal 6662, 2^{ème} Avenue, Rosemont, tel que le tout se trouve actuellement avec tous droits et circonstances et dépendances y attachés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX NOVEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$200.00, sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Tellier, en date du 3 octobre 1951.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 16 octobre 1951. 31226-42-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { METROPOLITAN
N° 305219. COAL IMPORT
INC., demanderesse, vs H.

FARBER, défendeur.

"Deux lots de terre, ayant front sur l'avenue Bloomfield, dans le quartier St-Jean, de la cité de Montréal, portant les numéros mille trois cent vingt-quatre et mille trois cent vingt-cinq, du lot original six cent trente-sept sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent (637-1324 et 637-1325) avec toutes bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZE DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal 7 novembre 1951. 31315-45-2-x-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. — District de Montréal

Montréal, à savoir: { FÉLIX BLACHE-FRA-
N° 295848. SER, demandeur, vs
CLÉOPHAS ARCHAM-

BAULT, défendeur.

Un emplacement situé dans le Parc St-Léonard, paroisse de St-Léonard de Port Maurice, ayant front sur la rue Azilda et portant le numéro civique 5889 de ladite rue, connu et désigné comme étant la subdivision numéros 565 et 566 du numéro cadastral 423 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 6 novembre 1951. 31418-45-2

NICOLET

Fieri Facias

Canada, Province de Québec

District de Nicolet

Cour Supérieure, { GEORGES ÉTIENNE
N° 1735. ROY, demandeur vs

{ PAUL PATRY & ARMAND
PATRY, défendeurs.

An emplacement situate and fronting on Second Avenue, Rosemont, Montreal, being subdivision 575 of the original lot number 207, of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring 25 feet in width by 105 feet in depth, with buildings thereon erected, and especially the one bearing municipal number 6662, Second Avenue, Rosemont, as the whole presently subsists, with all the rights, circumstances and dependencies appertaining thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200. shall be required from each an every bidder, pursuant to a judgement of Honourable Justice Tellier, dated October 3, 1951.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 16, 1951. 31226-42-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { METROPOLITAN
No. 305219. COAL IMPORT
INC. plaintiff, vs H. FAR-

BER, defendant.

"Two lots of land, facing on Bloomfield Avenue in the St-Jean Ward of the city of Montreal, bearing numbers one thousand three hundred and twenty-four and one thousand three hundred and twenty-five, original number six hundred and thirty seven on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent (637-1324 et 637-1325) with all buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal November 7, 1951. 31315-45-2-x

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { FÉLIX BLACHE-FRA-
No. 295848. SER, Plaintiff vs CLÉ-
OPHAS ARCHAMBAULT,

Defendant.

An emplacement situate in St. Leonard Park, Parish of St. Léonard de Port Maurice, fronting on Azilda Street and bearing civic number 5889 of said street, known and designated as subdivision numbers 565 and 566 of cadastral number 423 of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Longue Pointe.

With all the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the 13th day of December 1951, at ten o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 6th, 1951. 31418-45-2-o

NICOLET

Fieri Facias

Canada, Province of Québec

District of Nicolet

Superior Court, { GEORGES ÉTIENNE
No. 1735. ROY, Plaintiff vs

{ PAUL PATRY & ARMAND
PATRY, defendants.

"Un terrain en la ville de Nicolet, sur la rue Caron, mesurant cent pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet, comme étant partie du lot numéro dix huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix neuf (No 179-18) et ainsi borné; en front au sud-est par la rue Caron, au sud-ouest, partie du même lot concédée à Joseph Fleurant, au nord-ouest, partie concédée à Gaston Allard, et partie concédée à Fernand et Cajetan Brochu, au nord-est au surplus du même lot N° 179-18 propriété actuelle de la succession Napoléon Trudel, avec les bâties dessus construites et avec en plus toutes les machineries y incorporées dont en particulier; une machine à nettoyer à sec marque Guarantee; une presse à vapeur 42 po. marque Prosperity; un fer à vapeur six livres, avec table marque Cissel; un support à moteur; une presse à vapeur 38 po, marque Hoffman, une bouilloire avec accessoires; trois unités de chauffage horizontales." A charge d'une rente foncière annuelle de \$30.00 payable le 29 septembre de chaque année et rachetable pour \$600.00 due à Antoinette Trudel, représentant la succession Napoléon Trudel suivant acte du 4 octobre 1946, devant J.-R. Dufresne, notaire à Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, le MERCREDI, DOUXZIÈME jour de DÉCEMBRE (1951) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 31 octobre 1951. 31408-45-2-o

"A lot of land in the town of Nicolet, on Caron Street, with a frontage of one hundred feet by a depth of seventy-five feet, designated on the renewed cadastre of the town of Nicolet, as being part of lot number eighteen of the official subdivision of lot number one hundred and seventy-nine, (No. 179-18) and bounded as follows: in front to the southeast by Caron Street, to the southwest, by part of the same lot conceded to Joseph Fleurant, on the northwest, by the part conceded to Gaston Allard, and a part conceded to Fernand and Cajetan Brochu, to the northeast, by the surplus of the same lot No. 179-18, property presently owned by the estate of Napoléon Trudel, with buildings thereon erected and with, moreover, all the machinery installed therein, in particular: one "Guarantee" dry-cleaning machine; a 42-inch "Prosperity" steam-press; a six-pound steam iron, with a Cissel table; a motor support; a 38-inch "Hoffman" steam-press, a boiler with accessories; three horizontal heating units". Subject to an annual ground rent of \$30.00, payable the 29th day of September each year and redeemable for \$600.00, due to Antoinette Trudel, representing the Estate Napoléon Trudel, according to the deed dated October 4th, 1946, before J. R. Dufresne, Notary, of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Nicolet, WEDNESDAY, the TWELFTH day of DECEMBER (1951) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff's Office,
Nicolet, October 31, 1951. 31408-45-2

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **ALBERT LAFRANCE**,
N° 56703. marchand et propriétaire de moulin à scie, de Notre-Dame des Laurentides; contre **GÉRARD CLOUTIER**, de Notre-Dame des Laurentides, à savoir:

Partie du lot N° 464 (quatre cent soixante-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé sur un chemin mitoyen, maintenant en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, mesurant 75 pieds de front sur 45 pieds de profondeur, plus ou moins, borné au nord par le chemin mitoyen, à l'est par Albert Lafrance, au sud par Gédéon Guénard et à l'ouest par une autre partie demeurant en la propriété dudit Albert Lafrance, avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Cette dernière partie demeurant la propriété dudit Albert Lafrance mesurant 75 pieds de front sur le chemin mitoyen par 45 pieds de profondeur.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 24 octobre 1951. 31300-43-2-o
[Première insertion: 27 octobre 1951]
[Deuxième insertion: 10 novembre 1951]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **JOS. MORNEAU INC.**,
N° 62921 corporation légale ayant son siège social, à Québec; contre **PIERRE AUBERT**, de Charlesbourg, à savoir:

La maison et dépendances érigées sur la subdivision N° 19 (dix neuf) du lot N° 400 (quatre

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: **ALBERT LAFRANCE**,
No. 56703. merchant and proprietor of a saw-mill, at Notre-Dame des Laurentides; against **GÉRARD CLOUTIER**, of Notre-Dame des Laurentides, to wit:

Part of lot No. 464 (four hundred and sixty-four) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, County of Quebec, being an emplacement situate on a mitoyen road, now in the parish of Notre-Dame des Laurentides, measuring 75 feet in front by 45 feet in depth, more or less, bounded on the North by the mitoyen road, on the East by Albert Lafrance, on the South by Gédéon Guénard and on the West by another part remaining the property of the said Albert Lafrance, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This latter part remaining the property of the said Albert Lafrance, measuring 75 feet in front on the mitoyen road by 45 feet in depth.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame des Laurentides, County of Quebec, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office,
Quebec, October 24, 1951. 31300-43-2
[First insertion: October 27, 1951]
[Second insertion: November 10, 1951]

Fieri Facias

Québec, to wit: **JOS. MORNEAU INC.**,
No. 62921 duly incorporated with head office at Québec; against **PIERRE AUBERT**, of Charlesbourg, to wit:

The house and dependencies erected upon subdivision No. 19 (nineteen) lot No. 400 (four

cent) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé dans la concession sud-ouest du domaine St-Pierre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 7 novembre 1951.
[1ère insertion: 10 novembre 1951.]
[2ème insertion: 24 novembre 1951.]

Le Shérif,
AIMÉ DION.

31419-45-2-o

hundred) of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, County of Quebec, being an emplacement situate in the concession south-west of the "domaine St-Pierre".

To be sold at the parish church door of Charlesbourg, County of Quebec, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, November 7, 1951.
[First insertion: November 10, 1951]
[Second insertion: November 24, 1951]

AIMÉ DION,
Sheriff.

31419-45-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

N° 11-740 {PIERRE LAVALLÉE, demandeur, vs ANTONIO GÉNÉREUX, défendeur.

Un immeuble portant le n° civique 36 de la rue Elisabeth, en la cité de Sorel, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent cinquante-deux du cadastre de la ville de Sorel, actuellement en la possession de Antonio Généreux, sujet au bail emphytéotique consenti par Ann Kittson à Louis Rondeau, suivant bail en date du 2 mai 1855 et dont l'enregistrement a été renouvelé sous le n° 838.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, MERCREDI, le DOUZE décembre 1951, à 10 heures A.M.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 7 novembre 1951.
[1ère insertion: le 10 novembre 1951]

Le Shérif,
R. PAQUIN.

31430-45-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

No. 11-740 {PIERRE LAVALLÉE, plaintiff, vs ANTONIO GÉNÉREUX, defendant.

An immovable bearing civic No. 36 Elisabeth street, in the city of Sorel, known and designated as being lot number five hundred and fifty-two of the cadastre for the city of Sorel, actually in the possession of Antonio Généreux, subject to an emphyteutic lease consented by Ann Kittson to Louis Rondeau, according to a lease dated the 2nd of May, 1855 and whereof the registration was renewed under No. 838.

To be sold, at my office, in the City of Sorel, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of DECEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Sorel, November 7, 1951.
[1st insertion: November 10, 1951]

R. PAQUIN,
Sheriff.

31430-45-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 10,834 {HORACE CAPRA, importateur, des cité et district de Montréal, demandeur, vs JOSEPH PELOSSE, de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, district de Terrebonne, défendeur, et VICTOR LÉONARD, notaire demeurant à St-Jérôme district de Terrebonne et BENOIT TURBIDE, de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, tous deux en leur qualité de registrateurs du bureau d'enregistrement de la division de St-Jérôme, district de Terrebonne, Mis-en-cause, es-qualité.

Une terre située dans le Rang St-François en la paroisse de St-Louis de Terrebonne, connue et désignée comme étant les lots numéros: deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante et dix-neuf, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent, trois cent trois, trois cent quatre, trois cent dix-huit, trois cent dix-neuf, trois cent vingt, trois cent vingt et un, trois cent vingt-deux, trois cent vingt-trois, et trois cent vingt-quatre, (Nos. 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 287, 288, 290, 291, 296, 297, 299, 300, 303, 304, 318, 319, 320, 321, 322, 323 et 324) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne. Moins cependant la partie de ces lots vendus à Allied

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 10,834. {HORACE CAPRA, importer, of city and district of Montreal, plaintiff, vs JOSEPH PELOSSE, of the Parish of St-Louis of district of Terrebonne, defendant, and VICTOR LÉONARD, notary living at St-Jérôme, district of Terrebonne and BENOIT TURBIDE, of Ste-Thérèse district of Terrebonne, both in their quality of registrar of the Registry Office of the St-Jérôme division, district of Terrebonne, Mis-en-cause, es-qualité.

A farm situate in the St-François range, in the parish of St-Louis de Terrebonne, known and designated as being lots numbers two hundred and seventy-seven, two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine, two hundred and eighty-one, two hundred and eighty-two, two hundred and eighty-three, two hundred and eighty-four, two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight, two hundred and ninety, two hundred and ninety-one, two hundred and ninety-six, two hundred and ninety-seven, two hundred and ninety-nine, three hundred three hundred and three, three hundred and four, three hundred and eighteen, three hundred and nineteen, three hundred and twenty, three hundred and twenty-one, three hundred and twenty-two, and three hundred and twenty-three and three hundred and twenty-four (Nos. 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 287, 288, 290, 291, 296, 297, 299, 300, 303, 304, 318, 319, 320, 321, 322, 323 and 324) on the official plan and in the

War Supplies Corporation pour l'établissement d'un plan de tir.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église catholique de St-Louis de Terrebonne le 10^{ième} jour de DÉCEMBRE 1951 à 11 heures de l'avant-midi.

Daté à St-Jérôme, le 29 octobre 1951.
Le Shérif,
31409-45-2-o ALBERT FOURNELLE.

book of reference for the Parish of St-Louis de Terrebonne. Less however the part of those lots sold to Allied War Supplies Corporation for the Establishment of a Firing range.

To be sold "en bloc" at the Catholic Church door of St-Louis de Terrebonne on the TENTH day of DECEMBER, 1951 at 11 o'clock in the forenoon.

Dated at St-Jérôme, October 29, 1951.
ALBERT FOURNELLE,
31409-45-2-o Sheriff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 31 octobre 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C et 382-E des 11 janvier, 7 mars et 12 avril 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 août 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le comté de Labelle soit radié de la juridiction territoriale apparaissant au paragraphe "b" de l'article II dudit décret, numéro 1254.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec le 31 octobre 1951.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Hull.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1254 of November 10, 1949, as amended by Orders in Council 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30 and November 8, 1950, 51-D, 229-C and 382-E of January 11, March 7 and April 12, 1951, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* of August 11, 1951;

WHEREAS the objections submitted have been duly considered in pursuance of the provisions of the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the county of Labelle be stricken off the territorial jurisdiction described in subsection "b" of section II of the said decree, number 1254.

(Document "D" annexed to the order)

A. MORISSET,
31424-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.
Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux matériaux et aux travaux d'isolement en tuyauterie dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le section "B" (article XXII-B) du décret numéro 579 du 7 juin 1951, amendé par les arrêtés numéros 894-F du 14 août 1951 et 1110-G du 3 octobre 1951, relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 septembre 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 579, soit modifié comme suit:

Les paragraphes "f" et "g" dudit article sont remplacés par les suivants:

"f) *Apprentissage*: 1. La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail calculées d'après les heures régulières. Pour les fins de ce calcul, tout le travail supplémentaire doit être considéré comme du travail régulier.

A l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention de son certificat de qualification de "mécanicien en isolement d'amiante".

2. L'employeur peut avoir deux apprentis pour chaque mécanicien; il est entendu cependant que l'un seulement de ces deux employés peut être un apprenti de première année. Cette proportion est établie en regard du nombre total de salariés d'un employeur et non en regard du nombre de salariés affectés à un chantier distinct de construction.

g) *Taux minima de salaires*:

	<i>l'heure</i>
1. <i>Apprentis</i> :	
1ère année.....	\$0.85
2ème année.....	1.05
3ème année.....	1.20
Mécanicien junior.....	1.35
Mécanicien en isolement d'amiante.....	1.70
2. <i>Contremaître</i> :	
S'il dirige une équipe d'au moins cinq (5) hommes.....	1.80
S'il dirige une équipe d'au moins dix (10) hommes.....	1.85
S'il dirige une équipe d'au moins quinze (15) hommes.....	1.90
S'il dirige une équipe de vingt (20) hommes ou plus.....	1.95"

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228.

Québec, le 31 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

of Quebec, 1941, chapter 163, as amended), the contracting parties to the collective labour agreement relating to pipe insulation materials and labour in the district of Montreal, rendered obligatory by part "B" (section XXII-B) of the decree number 579 of June 7, 1951, as amended by Orders 894-F of August 14, 1951 and 1110-G of October 3, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 15, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

Be IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 579, be amended as follows:

Subsections "f" and "g" of the said section are replaced by the following:

"f) *Apprenticeship*. 1. The entire period of apprenticeship is one of four (4) years. One (1) year of apprenticeship consist of 2,000 working hours computed on regular working hours. Double time and overtime shall counted as regular time for this purpose.

At the end of such apprenticeship term, the employee is eligible to sit for an examination before an examining board for the purpose of obtaining his competency card as "asbestos insulation mechanic".

2. The employer has the right to employ two (2) apprentices to each mechanic; however, it is understood that amongst those two (2) apprentices, there will be only one first year apprentice. This ratio shall apply to the total number of employees per employer and not to any specific construction operation.

g) *Minimum wages rates*:

	<i>per hour</i>
1. <i>Apprentices</i> :	
1st year.....	\$0.85
2nd year.....	1.05
3rd year.....	1.20
Junior mechanic.....	1.35
Asbestos insulation mechanic.....	1.70

2. *Foreman*:

in charge of at least 5 men.....	1.80
in charge of at least 10 men.....	1.85
in charge of at least 15 men.....	1.90
in charge of 20 men or more.....	1.95"

(Document "F" annexed to the order)

A. MORISSET,

31424-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes de certains comtés de la province.

CONCERNING amendments of the decree relating to the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes de certains comtés de la province, rendue obligatoire par le décret numéro 163 du 12 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 867-B et 1039-C des 9 juin et 4 août 1948, 108-C et 480-B des 3 février et 5 mai 1949, 183-B et 471-D des 8 février et 26 avril 1950 et 425-C du 19 avril 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the Province, rendered obligatory by the decree number 163 of February 12, 1948, as amended by Orders in Council 867-B and 1039-C of June 9 and August 4, 1948, 108-C and 480-B of February 3 and May 5, 1949, 183-B and 471-D of February 8 and April 26, 1950 and 425-C of April 19, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 18 août 1951;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of August 18, 1951;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

WHEREAS one objection has been made against the said request and it was duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 163, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 163, be amended as follows:

1° Les comtés de Terrebonne, l'Assomption, Deux-Montagnes, Argenteuil, Labelle, Papineau, Gatineau, Hull, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Iberville, Trois-Rivières, St-Maurice, Champlain, Lavolette, Berthier, Maskinongé, Richelieu et Joliette sont ajoutés à la description de la juridiction territoriale apparaissant à l'article III.

1. The counties of Terrebonne, L'Assomption, Deux-Montagnes, Argenteuil, Labelle, Papineau, Gatineau, Hull, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Iberville, Three Rivers, St. Maurice, Champlain, Lavolette, Berthier, Maskinongé, Richelieu and Joliette are added to the description of the territorial jurisdiction, as contained in section III.

2° La "Fédération des Employés de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec" est substituée, comme partie contractante de deuxième part, au "Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie, Inc."

2. "La Fédération des Employés de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec", is substituted, as contracting party of the second part, for "Le Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie, inc."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

31424-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1228

Number 1228

Québec, le 31 octobre 1951.

Quebec, October 31, 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le comté de Terrebonne.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the county of Terrebonne.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950 et 926-H du 22 août 1951, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the Honourable the Minister of Labour has given notice of this intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 657 of May 13, 1948, as amended by Orders in Council 971-E of June 30, 1948, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22, August 9 and 30 and October 26, 1950 and 926-H of August 22, 1951, relating to the construction industry in the county of Terrebonne;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la

WHEREAS the said notice has been published

Gazette officielle de Québec, édition du 11 août 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Terrebonne et Labelle."

2° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "b" de l'article II:

"Nonobstant les dispositions précédentes, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au décret." (Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 31 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 et ses amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, soit prolongé jusqu'au 12 novembre 1952.

(Document "G" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1228

Québec, le 31 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et Saint-Joseph d'Alma.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et Saint-

in the Quebec Official Gazette, issue of August 11, 1951;

WHEREAS the objections submitted were duly considered in pursuance of the provisions of the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1. Subsection "a" of section II is replaced by the following:

"a) *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Terrebonne and Labelle."

2. The following paragraph is added to subsection "b" of section II:

Notwithstanding the foregoing provisions all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other improvements required in forest operations, such as dikes, dams, booms, piers, flumes or chutes, etc., are not governed by the decree. (Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,
31424-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

BE IT ENACTED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 1254 of November 10, 1949, as amended, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue, be extended until November 12, 1952.

(Document "G" annexed to the order)

A. MORISSET,
31424-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1228

Quebec, October 31, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the commerce and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commerce and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma, and

Joseph d'Alma et un rayon de deux (2) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 810 du 10 mars 1945 amendé par les arrêtés numéros 1662 et 3864 des 10 mai et 25 septembre 1946, 1156-A du 17 juillet 1947, 1038-B du 4 août 1948 et 296-B du 16 mars 1950, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 septembre 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 810, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article I est remplacé par le suivant:

b) Le terme "établissement-financier" désigne toute personne ou corporation possédant une maison de fiducie, de courtage, un bureau d'affaires, une agence de perception ou toute autre institution analogue."

2° Au paragraphe "g" de l'article I les mots "ou les études professionnelles" sont radiés.

3° La première phrase de l'article III est remplacée par la suivante:

"III. *Juridiction professionnelle*: Le présent décret s'applique à toute personne, association ou corporation exploitant un établissement financier, industriel, commercial ou une agence."

4° Le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article IV est radié.

5° Le paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"c) 1. *Etablissements commerciaux (gros et détail)*: Quarante-sept (47) heures par semaine pour le personnel féminin et cinquante (50) heures par semaine pour le personnel masculin, réparties comme suit:

Personnel féminin: De 9.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

De 9.00 a.m. à 9.00 p.m. les samedis et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

Personnel masculin: De 8.30 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

De 8.30 a.m. à 9.00 p.m. les samedis et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

2. Toutefois, pour les épiceries, boucheries, épiceries-boucheries, épiceries-licenciées, restaurants-épiceries régis par le présent décret, la semaine régulière de travail est de cinquante (50) heures pour le personnel féminin et de cinquante-trois (53) heures pour le personnel masculin, réparties comme suit:

Personnel féminin: De 8.30 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

De 8.30 a.m. à 9.00 p.m. les samedis et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

Personnel masculin: De 8.00 a.m. à 6.00 p.m. les samedis et veilles de fêtes chômées et les quatre (4) jours précédant la veille de Noël.

3. Cependant, pour les mois de juin, juillet et août, le travail cesse à 5.30 p.m. dans tous les établissements, exception faite des samedis et veilles de fêtes chômées.

4. Une heure et demie (1½) doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée."

a radius of two (2) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 810 of March 10 1945, as amended by Orders 1662 and 3864 of May 10 and September 25, 1946, 1156-A of July 17, 1947, 1038-B of August 4, 1948 and 296-B of March 16, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended:

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 8, 1951;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 810, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section I is replaced by the following:

"b) The words "financial establishment" mean any person or corporation who owns a trust or brokerage firm, a business office, a collection agency or any other similar institution."

2. In subsection "g" of section I, the words "or professional men's practices" are deleted.

3. The first sentence of section III is replaced by the following:

"III. *Professional jurisdiction*: The present decree applies to any person, association or corporation operating a financial, industrial or commercial establishment or an agency."

4. The second paragraph of subsection "b" of section IV is deleted.

5. Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"c) 1. *Commercial establishments (wholesale and retail)*: Forty-seven (47) hours per week for the female staff and fifty (50) hours per week for the male employees, distributed as follows:

Female employees: 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

9.00 a.m. to 9.00 p.m. Saturday and holiday eves and the four (4) days preceding Christmas.

Male employees: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

8.30 a.m. to 9.00 p.m. Saturday and holiday eves and the four (4) days preceding Christmas.

2. However, for groceries, butcher shops, grocer-butcher establishments, licensed groceries and restaurants-groceries, governed by the present decree, the standard work week is one of fifty (50) hours for the female employees and fifty-three (53) hours for the male employees, distributed as follows:

Female employees: 8.30 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

8.30 a.m. to 9.00 p.m. Saturday and holiday eves and the four (4) days before Christmas.

Male employees: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Saturday and holiday eves and the four (4) days before Christmas.

3. However, for the months of June, July and August, work shall cease at 5.30 p.m. in all establishments, excepting Saturdays and holiday eves.

4. One hour and a half shall be granted to employees for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when they work in the evening."

6^o Le paragraphe "d" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"d) Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les salariés des hôtels, des débits d'essence, des garages où l'on vend des autos, des pièces de rechange et où l'on répare des véhicules-moteurs et des entreprises exclusivement consacrées au camionnage, sont assujettis à la semaine de travail de soixante (60) heures."

7^o Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"b) Tous les autres établissements assujettis au présent décret: Les jours de fête suivants doivent être chômés et payés: les dimanches, le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Jour de Noël et le lendemain du jour de Noël."

8^o Le paragraphe "c" de l'article VI est radié et remplacé par le suivant:

"c) Les salariés travaillant dans les établissements commerciaux doivent être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail exécuté les jours de fête mentionnés au paragraphe précédent."

9^o Le paragraphe "c" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"c) S'il a deux (2) années de services ou plus, tout salarié a droit à une semaine de vacances payées plus une journée additionnelle pour chaque année de services jusqu'à concurrence de quinze (15) jours de vacances payées par année."

10^o Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article VII:

"i) Le calcul de la rémunération pour vacances pour les vendeurs à commission doit se faire sur la base du salaire gagné."

11^o L'article XIII est remplacé par le suivant:

"XIII. Taux de salaires: Les salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés énumérées ci-après:

a) *Etablissements commerciaux de détail:*

Catégories	Salaire hebdomadaire	
	hommes	femmes
Surintendant.....	\$65.00	
Gérant.....	60.00	
Gérant-adjoint.....	50.00	\$35.00
Chef du personnel.....	47.00	30.00
Chef de département.....	47.00	30.00
Comptable.....	45.00	30.00
Comptable, premier semestre sans expérience pratique.....	30.00	25.00
Chef d'allée.....	30.00	27.50
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, dactylographe et débutant-comptable:		
1ère année.....	19.00	18.00
2ème année.....	20.00	20.00
3ème année.....	25.00	23.00
Sténo-dactylo:		
1ère année.....	19.00	18.00
2ème année.....	20.00	20.00
3ème année.....	25.00	23.00
4ème année.....	27.00	25.00
Caissier ou caissière: Mêmes taux que les commis.		
Couturière: Mêmes taux que les commis.		
Commis:		
1er semestre.....	16.00	15.00
2ème semestre.....	18.00	16.50
2ème année.....	21.00	18.75
3ème année.....	25.00	21.00
4ème année.....	28.00	23.00
5ème année.....	33.00	24.00

6. Subsection "d" of section IV is replaced by the following:

"d) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsection, the employees in hotels, gasoline stations, garages where cars or parts are sold and where motor vehicles are repaired, as well as the employees of concerns exclusively engaged in trucking, shall have a sixty (60) hour week."

7. Subsection "b" of section VI is replaced by the following:

"b) All other establishments governed by the present decree: The following holidays shall be observed and paid: Sunday, New Year's Day, the day after New Year's, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day (July 1), Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas."

8. Subsection "c" of section VI is deleted and the following substituted therefor:

"c) Employees working in commercial establishments shall be remunerated at the rate of time and a half for all hours worked on the holidays mentioned in the foregoing subsection."

9. Subsection "c" of section VII is replaced by the following:

"c) After two (2) years of service, every employee is entitled to one week of vacation with pay plus one additional day for each year of service to the extent of fifteen (15) days of vacation per year."

10. The following subsection "i" is added to section VII:

"i) In the case of commission salesmen, the computing of the vacation pay shall be based on the salary earned."

11. Section XIII is replaced by the following:

"XIII. Rates of wages: The minimum wages shall be as follows for each of the categories of employees, as mentioned hereinafter:

a) *Retail commercial establishments:*

Categories:	Weekly wages	
	male	female
Superintendent.....	\$65.00	
Manager.....	60.00	
Assistant-manager.....	50.00	35.00
Supervisor.....	47.00	30.00
Department manager.....	47.00	30.00
Accountant.....	45.00	30.00
Accountant, first six months without practical experience.....	30.00	25.00
Floor walker.....	30.00	27.50
Assistant-accountant, assistant-bookkeeper, typist and accountant (beginner):		
first year.....	19.00	18.00
second year.....	20.00	20.00
third year.....	25.00	23.00
Stenographer and typist:		
first year.....	19.00	18.00
second year.....	20.00	20.00
third year.....	25.00	23.00
fourth year.....	27.00	25.00
Cashier (male, female): same rates as clerks.		
Seamstress: same rates as clerks.		
Clerk:		
first six months.....	16.00	15.00
second six months.....	18.00	16.50
second year.....	21.00	18.75
third year.....	25.00	21.00
fourth year.....	28.00	23.00
fifth year.....	33.00	24.00

Tous les salariés féminins de cette catégorie ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doivent être classées et payées comme suit:

1/3 classe A	25.00
1/3 classe B	27.00
1/3 classe C	30.00

Tous les salariés masculins de cette catégorie ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doivent être classés et payés comme suit:

1/3 classe A	35.00
1/3 classe B	37.00
1/3 classe C	40.00

Livreur avec voiture ou camion:

1ère année	25.00
2ème année	30.00
3ème année	35.00
4ème année	40.00

Aide-livreur sur voiture ou camion:

1ère année	19.00
2ème année	23.00
3ème année	25.00
4ème année	30.00

Livreur à bicyclette 16.00

Le bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

Solliciteur ou vendeur à commission:

1ère année	25.00
2ème année	30.00
3ème année	35.00
4ème année	40.00

Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsable des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

b) *Epicerie et boucheries (commerce de détail):*

Gérant	57.00	
Gérant-adjoint	50.00	
Chef de département	45.00	32.00
Comptable, teneur de livres, percepteur	40.00	30.00
Comptable, premier semestre sans expérience pratique	30.00	25.00
Assistant-comptable, assistant-teneur de livres, dactylographe et débutant-comptable:		
1ère année	19.00	18.00
2ème année	20.00	20.00
3ème année	25.00	25.00
Sténo-dactylo:		
1ère année	19.00	18.00
2ème année	20.00	20.00
3ème année	25.00	23.00
4ème année	27.00	25.00
Chef du personnel	45.00	30.00
Caissier ou caissière: Mêmes taux que les commis.		
Commis:		
1er semestre	16.00	15.00
2ème semestre	18.00	16.50
2ème année	20.00	17.75
3ème année	24.00	20.00
4ème année	27.00	22.00
5ème année	32.00	23.00
6ème année	34.00	24.00
7ème année	36.00	
8ème année	39.00	

All female employees of this category with five (5) years of experience or more shall receive the following rates:

1-3—Class A	25.00
1-3 — Class B	27.00
1-3 — Class C	30.00

All male employees of this category with five (5) years of experience or more shall receive the following rates:

1-3 — Class A	35.00
1-3 — Class B	37.00
1-3 — Class C	40.00

Delivery man with horse-drawn or motor vehicle:

first year	25.00
second year	30.00
third year	35.00
fourth year	40.00

Delivery man's helper on horse-drawn or motor vehicle:

first year	19.00
second year	23.00
third year	25.00
fourth year	30.00

Delivery boy on bicycle. 16.00

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer; the latter shall keep same in repair.

Commission salesman or agent:

first year	25.00
second year	30.00
third year	35.00
fourth year	40.00

Commission salesmen or agents shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager.

b) *Groceries and butchershops (retail trade):*

Manager	\$57.00	
Assistant-manager	50.00	
Departmental manager	45.00	\$32.00
Accountant, bookkeeper and collector	40.00	30.00
Accountant, first six months without practical experience	30.00	25.00
Assistant-accountant, assistant-bookkeeper, typist and accountant (beginner):		
first year	19.00	18.00
second year	20.00	20.00
third year	25.00	25.00
Stenographer and typist:		
first year	19.00	18.00
second year	20.00	20.00
third year	25.00	23.00
fourth year	27.00	25.00
Supervisor	45.00	30.00
Cashier:		
same rates as clerks.		
Clerk:		
first six months	16.00	15.00
second six months	18.00	16.50
second year	20.00	17.75
third year	24.00	20.00
fourth year	27.00	22.00
fifth year	32.00	23.00
sixth year	34.00	24.00
seventh year	36.00	
eighth year	39.00	

Boucher	45.00
Commis-boucher:	
1er semestre	16.00
2ème semestre	18.00
2ème année	20.00
3ème année	24.00
4ème année	27.00
5ème année	32.00
6ème année	34.00
7ème année	36.00
8ème année	39.00

Livreur avec voiture ou camion:	
1ère année	19.00
2ème année	22.00
3ème année	28.00
4ème année	35.00
Aide-livreur	16.00

ou \$0.35 l'heure	
Livreur à bicyclette	16.00
ou \$0.35 l'heure	
La bicyclette et ses accessoires	
doivent être fournis par l'em-	
ployeur qui doit également	
pourvoir aux réparations.	

c) *Etablissements commerciaux autres que ceux du détail:*

Surintendant	63.00	
Gérant	58.00	
Gérant-adjoint	50.00	
Comptable, teneur de livres	40.00	30.00
Aide-comptable, aide-teneur de		
livres	30.00	30.00
Commis:		
1ère année	20.00	18.00
2ème année	22.00	22.00
3ème année	25.00	25.00
4ème année et plus	30.00	30.00

Livreur avec voiture ou camions	35.00
Aide-livreur	20.00
Voyageur, vendeur à commission,	
percepteur	40.00 25.00

d) *Etablissements financiers, industriels:*

Gérant, comptable en chef, trésorier, commis en chef	57.00	
Assistant-gérant, assistant-comptable en chef, assistant-trésorier, assistant-commis en chef	50.00	
Comptable ou caissier	45.00	
Teneur de livres, percepteur, lecteur de compteurs	40.00	
Commis, dactylographe	35.00	
Sténo-dactylo	30.00	25.00
Commis junior, dactylo:		
1ère année	18.00	18.00
2ème année	20.00	20.00
3ème année	24.00	24.00
4ème année	29.00	
5ème année	32.00	

e) *Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus mentionnées:* Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de quarante (40) heures par semaine, est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.75 l'heure; toute salariée travaillant moins de trente (30) heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.50 l'heure.

Un salarié travaillant plus de quarante (40) heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

Butcher	45.00
Butcher (clerk):	
first six months	16.00
second six months	18.00
second year	20.00
third year	24.00
fourth year	27.00
fifth year	32.00
sixth year	34.00
seventh year	36.00
eighth year	39.00

Delivery man with horse-drawn or motor vehicle:	
first year	19.00
second year	22.00
third year	28.00
fourth year	35.00
Delivery man's helper	16.00

or \$0.35 per hour	
Delivery boy with bicycle	16.00
or \$0.35 per hour	

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer; the latter shall keep same in repair.

c) *Commercial establishments other than retail:*

Superintendent	\$63.00	
Manager	58.00	
Assistant-Manager	50.00	
Accountant, bookkeeper	40.00	\$30.00
Assistant-accountant, assistant-bookkeeper	30.00	30.00
Clerks:		
first year	20.00	18.00
second year	22.00	22.00
third year	25.00	25.00
fourth year and thereafter	30.00	30.00
Delivery man with vehicle or truck	35.00	
Delivery man's helper	20.00	
Travelling salesman, commission agent and collector	40.00	25.00

d) *Financial, industrial establishments:*

Manager, chief-accountant, treasurer, head-clerk	57.00	
Assistant - manger, assistant - chief - accountant, assistant - treasurer, assistant-head-clerk	50.00	
Accountant, cashier	45.00	
Bookkeeper, collector, meter-reader	40.00	
Clerk, typist	35.00	
Stenographer	30.00	25.00
Junior clerk, typist:		
first year	18.00	18.00
second year	20.00	20.00
third year	24.00	24.00
fourth year	29.00	
fifth year	32.00	

e) *General provisions for all categories mentioned hereabove:* Any employee, except delivery boys with bicycles, working less than forty (40) hours per week shall be considered as an extra employee and shall be paid at the rate of \$0.75 per hour; any female employee working less than thirty (30) hours per week shall be considered as an extra female employee and shall be remunerated at the rate of \$0.50 per hour.

Any male employee working at the request of the employer, more than forty (40) hours but less than the maximum provided for his category shall receive from the employer a weekly remuneration equal to that which would be owed to him if he had worked the maximum number of hours specified for his category.

Une salariée travaillant plus de trente (30) heures mais moins que le maximum d'heures prévue pour sa catégorie, et ce, à la demande l'employeur doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

f) *Employés surnuméraires*: Le terme "employés surnuméraires" pour les catégories énumérées ci-dessus, désigne les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.50 l'heure pour les femmes et de \$0.75 l'heure pour les hommes.

g) Les salariés masculins qui ne gagnent pas actuellement \$50.00 par semaine et les salariés féminins qui ne gagnent pas actuellement \$40.00 par semaine doivent recevoir une augmentation d'au moins \$1.50 par semaine. Pour le calcul de ce rajustement de salaire, il faut tenir compte des augmentations qui ont été données depuis le 1er décembre 1950, au-dessus de l'ancienne échelle de salaires minima, sauf les augmentations progressives qui étaient déjà prévues par le décret.

Nonobstant les dispositions du présent article et quels que soient les effets des changements de classification, l'augmentation obligatoire pour un salarié n'excède pas \$5.00 par semaine.

h) *Boni de vie chère*: L'employeur doit payer à ses salariés un boni de vie chère de \$1.00 par semaine pour chaque augmentation de trois (3) points dans l'indice officiel du coût de la vie au Canada, publié par le Bureau fédéral de la Statistique, au-dessus du chiffre-indice de base fixé à 182 points pour les fins du présent paragraphe.

Advenant une baisse de l'indice, le boni peut être réduit de \$1.00 pour chaque trois (3) points de diminution; toutefois, cette diminution ne s'applique pas si l'indice baisse à 182 points ou moins.

Les salariés embauchés après la date de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement ne bénéficieront du boni de vie chère hebdomadaire que lorsque l'indice fédéral du coût de la vie, à compter de la date de leur embauchage, aura augmenté de trois (3) points.

Disposition spéciale: Les salariés assujettis au présent décret, dont les conditions de travail et d'apprentissage ne sont pas spécifiquement déterminées dans les dispositions précédentes, sont régis par les mêmes dispositions que celles prévues dans l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum. A ces fins, toutes et chacune des dispositions de ladite ordonnance relatives aux taux de salaires, à la durée du travail, aux conditions de travail et à l'apprentissage ont leur application et effet dans le présent décret et en forment partie comme si elles étaient reproduites textuellement dans ledit décret.

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,
31424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1237

Québec, le 7 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la régie des loyers 14-15 George VI, chapitre 20.

Any female employee working, at the request of the employer, more than thirty (30) hours but less than the maximum number of hours provided for her category shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her if she had worked the maximum number of hours specified for her category.

f) *Supernumerary employees*: The words "supernumerary employees", for the categories mentioned hereabove, mean employees who, in addition to the employees usually working when the establishment is open, are hired intermittently during certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.50 per hour for women and \$0.75 per hour for men.

g) Male employees who do not actually earn \$50.00 per week and female employees earning under \$40.00 per week shall receive a minimum increase of \$1.50 per week. In computing this wage readjustment, increases which have been given since December 1, 1950, over and above the former scale of minimum wages shall be taken into accounts, excepting the graduated increases provided for under the provisions of the decree.

Notwithstanding the provisions of the present section, and whatever be the effect of classification changes, the compulsory increase for any employee shall not exceed \$5.00 per week.

h) *High cost of living bonus*: The employer shall pay to his employees a high cost of living bonus of \$1.00 per week or every three (3) point increase of the official cost of living index in Canada, published by the Federal Bureau of Statistics, over and above the basic index figure, which is 182 points for the purposes of the present subsection.

Should the official index drop, the bonus may be reduced by \$1.00 for each three (3) point drop; however this decrease in the bonus shall not apply if the index lowers to 182 points or less."

Employees hired after the date of coming into force of the present amending decree shall benefit by the weekly cost of living bonus only when the Federal Cost of Living Index has increased three (3) points, reckoning from the date of their employment.

Special provision: The employees governed by the present decree whose working and apprenticeship conditions are not specifically determined herein, shall be governed by the same provisions as those stipulated in Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission. For that purpose, each and every provision of the said Ordinance concerning wage rates, duration of work, working and apprenticeship conditions shall apply and become part of the present decree as if they were entirely contained herein."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,
31424-o , Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1237

Quebec, November 7, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals, 14-15 George VI, chapter 20.

ATTENDU que l'article 31 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, décrète entre autres ce qui suit:

"Le Lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour

a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l'application de la présente loi;

d) adopter toute autre mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés par la présente loi."

ATTENDU que l'article 36 de la dite loi décrète que:

"L'esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés et d'assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s'inspirant de ces principes".

ATTENDU que pour faciliter l'atteinte des buts visés par la dite loi et pour rendre justice à tous les intéressés, il y a lieu d'adopter les règlements ci-après.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

Que les règlements ci-après soient adoptés:

1° Nonobstant les dispositions de l'article 14 de la loi concernant la régie des loyers (14-15 George VI, chapitre 20), advenant le cas où l'appellant, après avoir donné avis de son appel à l'administrateur des loyers et à la partie adverse, dans les délais légaux, aurait omis d'en fournir la preuve à la Commission, la dite Commission pourra, si, dans l'opinion de la Commission, il n'en est résulté aucun préjudice, permettre audit appellant de fournir cette preuve après l'expiration des délais légaux.

2° Le délai de 15 jours fixé par le 1er alinéa de l'article 15 de la dite loi et le délai de 10 jours fixé par le 3ième alinéa du même article, concernant les décisions de la Commission des loyers, sont portés à 30 jours, pour ce qui regarde la décision des appels logés durant les mois d'octobre et de novembre 1951.

Que tous les règlements antérieurs à ce contraire soient en conséquence modifiés et que le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
31421-0 Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS section 31 of the Act 14-15 George VI, chapter 20, enacts, amongst others, the following:

"The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

a) to decree any supplementary, interpretative or accessory provision relating to the application of this act;

d) to adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act."

WHEREAS section 36 of the said act enacts that:

"The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles";

WHEREAS to facilitate the attainment of the purposes contemplated by the said act and to do justice to all interested parties, it is expedient to adopt the following regulations.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

That the following regulations be adopted:

1. Notwithstanding the provisions of section 14 of the Act respecting the regulation of rentals (14-15 George VI, chapter 20), in the event of the case where the appellant, after having given notice of his appeal to the administrator of rentals and to the opposing party, within the legal delays, and has failed to give proof to the Commission, the said Commission may, if, in the opinion of the Commission, no prejudice has resulted therefrom, permit the said appellant to furnish the said proof after the expiration of the legal delays.

2. The delay of 15 days fixed in the first paragraph of section 15 of the said act and the delay of 10 days fixed by the third paragraph of the same section, concerning the decisions of the Rental Commission, are extended to 30 days, as regards the decision of appeals made during the months of October and November 1951.

That all previous regulations contrary hereto be consequently amended and that the present regulation comes into force as from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
31421 Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Cain vs Bruce	3034
Saint-Louis vs Payette	3034

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1228, section "A" — Employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et al.	3086
1228, section "B" — Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec	3031
1228, section "C" — Métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes de certains comtés de la Province	3084

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Cain vs Bruce	3034
Saint-Louis vs Payette	3034

ORDERS IN COUNCIL:

1228, part "A" — Commerce and office employees in the city of Arvida et al.	3086
1228, part "B" — Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec	3031
1228, part "C" — Clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of some counties of the Province	3084

1228, section "D" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Hull.	3083	1228, part "D" — Construction industry and trades in the district of Hull.	3083
1228, section "E" — Industrie et métiers de la construction dans le comté de Terrebonne.	3085	1228, part "E" — Construction industry and trades in the county of Terrebonne.	3085
1228, section "F" — Industrie de la construction dans la région de Montréal.	3083	1228, part "F" — Construction industry in the district of Montreal.	3083
1228, section "G" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	3086	1228, part "G" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al.</i>	3086
1236 — Concernant certains terrains soustraits à la prospection et au jalonnement de claims miniers.	3031	1236 — Concerning certain lands restrained from prospecting and staking out of mining claims.	3031
1237 — Concernant la régie des loyers.	3091	1237 — Concerning the regulation of rentals.	3091
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	3003	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	3003
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée.	3037	A. Janin & Company Limited — A. Janin & Compagnie Limitée (Distribution of the assets).	3037
Alvinna Sportwear Inc. (Directeurs).	3035	Alvinna Sportswear Inc. (Directors).	3035
Amicale du Collège Marie de France (Directeurs).	3038	Amicale du Collège Marie de France (Directors).	3038
Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc. (Règlements).	3037	Association des Hommes d'Affaires de Rosemont Inc. (By-Laws).	3037
Charlesbourg, ville de (Changement de date des élections).	3035	Charlesbourg, town of (Change of date of elections).	3035
Creston Novelty Mfg. Co. Ltd. (Directeurs).	3036	Creston Novelty Mfg. Co. Ltd. (Directors).	3036
Discours du Trône (Ouverture).	3039	Speech from the Throne (Opening).	3039
La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de l'Éternité (Fondation).	3037	La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de l'Éternité (Foundation).	3037
La Compagnie des Scies Champion Limitée — The Champion Saws Company Limited (Directeurs).	3041	La Compagnie des Scies Champions Limitée — The Champion Saws Company Limited (Directors).	3041
Lagueux & Frères Inc. (Règlement No 2).	3038	Lagueux & Frères Inc. (By-Law No. 2).	3038
Les Diplômés de l'Université de Montréal (Directeurs).	3042	Les Diplômés de l'Université de Montréal (Directors).	3042
L'Orchestre Symphonique de Québec (Directeurs).	3035	L'Orchestre Symphonique de Québec (Directors).	3035
North Trinity Mining Corporation (Directeurs).	3038	North Trinity Mining Corporation (Directors).	3038
Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd. (Directeurs).	3036	Snappy Hat Manufacturing Co. Ltd. (Directors).	3036
St-Jean, cité de (Modifiant sa charte).	3035	St-Jean, city of (Amending its charter).	3035
Syndicat des Chemins d'Hiver du Comté de Bonaventure (Fondation).	3038	Syndicat des Chemins d'Hiver du Comté de Bonaventure (Foundation).	3038
Tibra Handbags Inc. (Directeurs).	3036	Tibra Handbags Inc. (Directors).	3036
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Hebecourt Corporation.	3044	Hebecourt Corporation.	3044
H. Levy & Co. Inc.	3042	H. Levy & Co. Inc.	3042
Montreal Sportswear Inc.	3043	Montreal Sportswear Inc.	3043
Norfolk Investors Limited.	3044	Norfolk Investors Limited.	3044
O'Leary & Company Limited.	3042	O'Leary & Company Limited.	3042
Quebec Culvert Corporation, Limited.	3043	Quebec Culvert Corporation, Limited.	3043
Palmer Realities, Incorporated.	3042	Palmer Realities, Incorporated.	3042
Sorel Autoparts Co.	3043	Sorel Autoparts Co.	3043
The Chapeau Electric Light Company Limited.	3042	The Chapeau Electric Light Company Limited.	3042
United Converters Inc.	3043	United Converters Inc.	3043
COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:		QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:	
Avis d'échange d'obligations (Correction).	3044	Notice of exchange of debentures (Correction).	3044
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Candela Development Company (Correction).	3044	Candela Development Company (Correction).	3044

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Berthierville, ville.	3016
Canada Steamship Lines, Limited.	3019
Chambly, village.	3018
Children's Service Center	3017
Coaticook, ville.	3021
Commission des Écoles Catholiques de Montréal	3020
Côte St-Luc, village.	3019
Donnacona, Commissaire d'écoles.	3016
Dorion, ville.	3018
Gervais-Cousineau, Succession.	3016
Granville, Reginald Gordon	3018
Guimont, Marie-Bibianne-Simone.	3027
Hôpital Sainte-Justine.	3022
Jewish Peretz School Inc.	3023
Joliette, Commission scolaire	3020
La Cie d'Immeubles Atlas	3022
Lachine, cité	3023
Langelier, canton de <i>et al.</i>	3017
Lauzon, ville de	3024
Lefebvre, Dame Pauline <i>et vir</i>	3019
Limbou, commissaires d'écoles de	3029
L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.	3022
Louiseville, ville de.	3025
Montréal, cité.	3021
Montreal Stock Exchange.	3026
Pointe-Claire, ville.	3023
Québec, cité de	3027
Quinlan, Succession Hugh.	2958
Reddy Memorial Hospital	3030
Roston, Dr Dan	3028
Ship alias Gingras, Joseph	3024
Sillery, cité de	3030
St-Hyacinthe, cité de.	3028
St-Laurent, commissaires d'écoles de	3027
St-Laurent, paroisse de.	3028
Ste-Rose, ville de	3045
St-Vincent-de-Paul, munic. paroisse	3017
Succession John Parker.	3026
Trois-Rivières, cité de	3029
Val d'Or, munic. scol. cath.	3017

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Poltimore Cheese Patrons Society.	3045
-----------------------------------	------

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 10-51 — Valleyfield.	3045
Ordonnance N° 16-51 — Joliette.	3047
Ordonnance N° 20-51 — Asbestos.	3048
Ordonnance N° 21-51 — Beauce.	3049
Ordonnance N° 23-51 — Berthierville.	3050
Ordonnance N° 27-51 — Lac St-Jean.	3052
Ordonnance N° 32-51 — Windsor Mills.	3053
Ordonnance N° 33-51 — Donnacona.	3054
Ordonnance N° 35-51 — Granby.	3056
Ordonnance N° 40-51 — Louiseville.	3057
Ordonnance N° 48-51 — Stanstead.	3058
Ordonnance N° 50-51 — St-Gabriel de Brandon.	3059
Ordonnance N° 53-51 — Thetford.	3061
Ordonnance N° 78-51 — Charlevoix.	3062

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Jonquière, ville de	3064
Renault	3063
St-Bruno	3064
St-Joseph-d'Alma, paroisse de	3064
St-Thomas-Didyme	3063

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Berthierville, town.	3016
Canada Steamship Lines, Limited.	3019
Chambly, village.	3018
Children's Service Center	3017
Coaticook, town	3021
Montreal Catholic School Commission.	3020
Côte St-Luc, village.	3019
Donnacona, School Commissioners.	3016
Dorion, town.	3018
Gervais-Cousineau, Estate	3016
Granville, Reginald Gordon	3018
Guimont, Marie-Bibianne-Simone.	3027
Hôpital Sainte-Justine.	3022
Jewish Peretz School Inc.	3023
Joliette, School Commission.	3020
La Cie d'Immeubles Atlas	3022
Lachine, city.	3023
Langelier, township of <i>et al.</i>	3017
Lauzon, town of	3024
Lefebvre, Dame Pauline <i>et vir</i>	3019
Limbou, School Commissioners of.	3029
L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.	3022
Louiseville, town of	3025
Montreal, city.	3021
Montreal Stock Exchange.	3026
Pointe-Claire, town	3023
Quebec, city of	3027
Quinlan, Estate Hugh	2958
Reddy Memorial Hospital	3030
Roston, Dr Dan	3028
Ship alias Gingras, Joseph	3024
Sillery, city of.	3030
St-Hyacinthe, city of.	3028
St-Laurent, School Commissioners of.	3027
St-Laurent, parish of.	3028
Ste-Rose, town of.	3045
St-Vincent-de-Paul, munic. parish.	3017
Estate of John Parker	3026
Trois-Rivières, city of	3029
Val d'Or, Cath. School munic.	3017

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Poltimore Cheese Patrons Society.	3045
-----------------------------------	------

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 10-51 — Valleyfield.	3045
Order No. 16-51 — Joliette.	3047
Order No. 20-51 — Asbestos.	3048
Order No. 21-51 — Beauce.	3049
Order No. 23-51 — Berthierville.	3050
Order No. 27-51 — Lake St. John.	3052
Order No. 32-51 — Windsor Mills.	3053
Order No. 33-51 — Donnacona.	3054
Order No. 35-51 — Granby.	3056
Order No. 40-51 — Louiseville.	3057
Order No. 48-51 — Stanstead.	3058
Order No. 50-51 — St-Gabriel de Brandon.	3059
Order No. 53-51 — Thetford.	3061
Order No. 78-51 — Charlevoix.	3062

EDUCATION:

School Municipality of:

Jonquière, town of	3064
Renault	3063
St-Bruno	3064
St-Joseph-d'Alma, parish of	3064
St-Thomas-Didyme	3063

TERRES ET FORETS:
Service du Cadastre:

Garnier, canton de	3064
Notre-Dame de St-Hyacinthe, paroisse de	3065
Ste-Foy, paroisse de	3065
Ste-Geneviève, paroisse de	3065

TRAVAIL:

Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans le cité de Québec <i>et al</i> (Modification)	3068
Industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest <i>et al</i> (Modification)	3069
Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al</i> (Modification)	3067
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe (Modification)	3065

EXAMENS DU BARREAU:

Hull: étude du droit	3070
Hull: étude du droit	3072
Montréal: étude du droit	3071
Québec: étude du droit	3070
Québec: étude du droit	3072

GREFFES DE NOTAIRES:

Boily, Gaston	3072
Séguin, G.-Henri	3072

LETTRES PATENTES:

Armand C. Comtois Incorporée	3004
Association Sportive de Pincourt Ile Perrot Inc.	3005
Au Renard Bleu Inc.	3005
Ausable Mines Limited.	3005
Barrette et Guay (Limitée)	3006
Beacon Ribbon Mills Ltd.	3006
Brandon Construction Inc.	3007
Canadian Alpoint Corporation.	3007
Dominion Machinery & Metals Corp'n.	3007
Freeman-Goodridge Ltd.	3008
Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.	3008
La Construction Familiale Inc.	3008
L'Association des Pharmaciens Détaillants de Montréal, Inc. (A.P.D.M., Inc.)	3009
Montbar Mines Limited	3009
Plomberie Avenue Laurier Ltée.	3010
Roger Denis et Fils, Ltée	3010
Simone Paris Inc.	3010
Tony's Pants Ltd.	3011
Vita Yogurt Products Limited — Les Produits Yogourt Vita Limitée	3011

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Alexander Building Corporation	3011
Brown Boveri Realty Corporation	3012
Canadian Cod Liver Oil Co. Limited	3012
Eastern Speed O Print Limited.	3012
E. Lagueux & Fils Limitée.	3012
Geo. Tanguay & Fils Limitée	3013
Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.	3013
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd.	3013
La Corporation de Téléphone de Québec — Québec Telephone Corporation	3014

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Garnier, township of	3064
Notre-Dame de St-Hyacinthe, parish of	3065
Ste-Foy, parish of	3065
Ste-Geneviève, parish of	3065

LABOUR:

Hardware and paint trade in the city of Quebec <i>et al</i> (Amendment)	3068
Construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West <i>et al</i> (Amendment)	3069
Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al</i> (Amendment)	3067
Barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe (Amendment)	3065

BAR EXAMINATIONS:

Hull: study of law	3070
Hull: study of law	3072
Montreal: study of law	3071
Quebec: study of law.	3070
Quebec: study of law.	3072

NOTARIAL RECORDS:

Boily, Gaston	3072
Séguin, G.-Henri	3072

LETTERS PATENT:

Armand C. Comtois Incorporée	3004
Association Sportive de Pincourt Ile Perrot Inc.	3005
Au Renard Bleu Inc.	3005
Ausable Mine Limited.	3005
Barrette et Guay (Limitée)	3006
Beacon Ribbon Mills Ltd.	3006
Brandon Construction Inc.	3007
Canadian Alpoint Corporation.	3007
Dominion Machinery & Metals Corp'n.	3007
Freeman-Goodridge Ltd.	3008
Kouri Importing & Brokerage Co. Ltd.	3008
La Construction Familiale Inc.	3008
L'Association des Pharmaciens Détaillants de Montréal, Inc. (A.P.D.M., Inc.)	3009
Montbar Mines Limited	3009
Plomberie Avenue Laurier Ltée.	3010
Roger Denis et Fils, Ltée	3010
Simone Paris Inc.	3010
Tony's Pants Ltd.	3011
Vita Yogurt Products Limited — Les Produits Yogourt Vita Limitée	3011

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Alexander Building Corporation	3011
Brown Boveri Realty Corporation	3012
Canadian Cod Liver Oil Co. Limited	3012
Eastern Speed O Print Limited.	3012
E. Lagueux & Fils Limitée.	3012
Geo. Tanguay & Fils Limitée	3013
Halsa Watch & Jewellery Co. Ltd.	3013
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd.	3013
La Corporation de Téléphone de Québec — Québec Telephone Corporation	3014

L'Association Sportive d'Amos Inc.	3014	L'Association Sportive d'Amos Inc.	3014
Michael Manufacturing Company Limited	3014	Michael Manufacturing Company Limited	3014
Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.	3014	Montreal Management & Maintenance Co. Ltd.	3014
Ranger Motors Sales Ltée-Ltd.	3015	Ranger Motors Sales Ltée-Ltd.	3015
Sicard Inc.	3015	Sicard Inc.	3015
Tri-Bec Inc.	3015	Tri-Bec Inc.	3015
Walklely Holdings Corporation.	3015	Walklely Holdings Corporation.	3015
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Mutuelle des Marchands Détaillants	3072	La Mutuelle des Marchands Détaillants	3072
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Club du Lac des Roches, Inc.	3075	Club du Lac des Roches, Inc.	3075
J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.	3074	J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.	3074
Lagueux & Frères Inc.	3073	Lagueux & Frères Inc.	3073
Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.	3073	Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.	3073
Nouvelle Pulpwood Limited.	3073	Nouvelle Pulpwood Limited.	3073
O. Clot Graphite Mines Co. Ltd.	3074	O. Clot Graphite Mines Co. Ltd.	3074
Romaine River Railway Company	3074	Romaine River Railway Company	3074
Turcot Lumber Inc.	4074	Turcot Lumber Inc.	3074
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Arvida, cité de	3075	Arvida, city of	3075
Lennoxville, commissaires des écoles protestantes de	3076	Lennoxville, Protestant School Commissioners of	3076
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY Act:	
Boucher, Léo.	3077	Boucher, Léo.	3077
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Mont-Royal, ville de	3078	Mount Royal, town of	3078
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Pigeon vs Lacroix.	3079	Pigeon vs Lacroix.	3079
HULL:		HULL:	
Ellis <i>et al</i> vs Regimbald.	3079	Ellis <i>et al</i> vs Regimbald.	3079
MONTREAL:		MONTREAL:	
Alex. Bremner Limited vs Lessard	3079	Alex. Bremner Limited vs Lessard	3079
Blache-Fraser vs Archambault.	3080	Blache-Fraser vs Archambault.	3080
Metropolitan Coal Import Inc. vs Faber	3080	Metropolitan Coal Import Inc. vs Farber.	3080
NICOLET:		NICOLET:	
Roy vs Patry <i>et al</i>	3080	Roy vs Patry <i>et al</i>	3080
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Lafrance vs Cloutier	3080	Lafrance vs Cloutier	3080
Jos. Morneau Inc. vs Aubert	3081	Jos. Morneau Inc. vs Aubert	3081
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Lavallée vs Gagnéux.	3082	Lavallée vs Gagnéux.	3082
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Capra vs Pelosse.	3082	Capra vs Pelosse.	3082
31431-o		31431-o	